

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE COMMERCE
ENTRE
LA FRANCE ET L'ALGÉRIE
ÉTUDE ÉCONOMIQUE ET STATISTIQUE

THÈSE DE DOCTORAT (Sciences politiques et économiques)

Présentée et soutenue le mercredi 1^{er} mars 1916 à 3 heures

PAR

Jean MERMET

Président : M. F. FAURE, professeur
Suffragants { *MM. SOUCHON, professeur*
PERREAU, professeur

PARIS

JOUBE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, VI^e

—
1916

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41550413_0021

LE COMMERCE
ENTRE
LA FRANCE ET L'ALGÉRIE
ÉTUDE ÉCONOMIQUE ET STATISTIQUE

THÈSE DE DOCTORAT (Sciences politiques et économiques)

Présentée et soutenue le mercredi 1^{er} mars 1916 à 3 heures

PAR

Jean MERMET

Président : M. F. FAURE, professeur
Suffragants { MM. SOUCHON, professeur
PERREAU, professeur



PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, VI^e

1916

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LE COMMERCE

ENTRE

LA FRANCE ET L'ALGÉRIE

(ÉTUDE ÉCONOMIQUE ET STATISTIQUE)

INTRODUCTION

Au moment où la France s'établit en Algérie, elle se trouvait en face d'un pays pauvre, ne possédant que peu de ressources ; quelques tribus y vivaient du produit qu'une terre cultivée négligemment ne donnait qu'avec avarice ; en l'absence de voies de communications, les échanges se faisaient au travers des frontières de la Tunisie et du Maroc au moyen de caravanes souvent arrêtées par des pillards. A l'heure actuelle le pays est sûr, des routes et des chemins de fer le parcourent et suffisent presque au besoin d'un trafic qui dépasse le milliard, des ports ont été aménagés, des colons en assez grand nombre dirigent des exploitations prospères. Comment ce phénomène s'est-il produit ; comment surtout le commerce a-t-il pu se développer d'une telle

façon ; quels sont les avantages que la France en a retirés, telles sont les questions que nous sommes proposé de résoudre. Un coup d'œil sur les chiffres du commerce depuis 1830 va nous permettre de nous rendre compte de l'étendue de l'effort français et de ses résultats.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

Le Développement du commerce algérien de 1830 à 1913

Dans les premières années de la conquête, les chiffres du commerce extérieur (Commerce général, total de la France et de l'Étranger) sont très faibles ; en 1840, ils dépassent pour la première fois 50 millions (61.124.000 fr.) La période 1831-1840, comme celles qui la suivront jusqu'en 1870, est caractérisée par un excédent énorme des importations sur les exportations. Ces dernières sont par rapport aux premières dans la proportion de 1 à 5, 6 ou même 7. La courbe des importations suit celle du commerce total à peu près parallèlement alors que celle des exportations reste presque parallèle à l'axe des abscisses.

L'accroissement ou la diminution des chiffres du

commerce est dû à peu près uniquement à l'augmentation ou à la restriction des importations. L'Algérie est une colonie toute nouvelle, on hésite sur la conduite à suivre à son égard ; le gouvernement lui-même met des entraves à la colonisation, et si, dans le commerce algérien, la France paraît tenir une place presque aussi grande que l'Étranger, c'est qu'elle y importe annuellement tout ce qui est nécessaire à l'entretien d'une force armée importante.

Dans la période de 1840-1850, les mêmes caractères se continuent. Le maximum est atteint en 1845 : 109.851.000 francs. Pour la première fois le chiffre du commerce algérien dépasse 100 millions.

La période 1850-1860 voit se produire un phénomène intéressant : une tendance assez nette vers le développement des exportations. La courbe qui représente leurs variations tend à éloigner de plus en plus de l'axe des abscisses. En 1840, leur chiffre n'atteignait pas 4 millions de francs (commerce général 3.789 000) ; en 1845, il dépasse 10 millions. En même temps les importations suivent une courbe parallèle. La France incorpore des capitaux dans sa jeune colonie, elle fait des efforts pour commencer à la mettre en valeur.

Le phénomène ne s'accroissant à mesure que l'on s'éloigne des origines. En 1869, les exportations atteignent 88.185.000 francs sur un total de 271.830.000. Le rapport des importations aux exportations n'est

plus que de 1 à 2 environ. En 1872 et en 1873, pour la première fois dans l'histoire économique de l'Algérie, les exportations dépassent les importations. Elles atteignent : 213.734.000 francs en 1872, 228.542.000 en 1873 contre 106.587.000 et 194 millions 462.000 pour les importations. Le phénomène est d'ailleurs un peu anormal, il semble bien qu'il soit une conséquence de la guerre de 1870-1871 et du règlement de l'indemnité de guerre due à l'Allemagne. La hausse du cours du change qui en fut la conséquence rendait onéreuses les importations de l'étranger ; la France s'adresse à sa jeune colonie aussi souvent qu'elle le peut, et l'on voit les importations qu'elle en fait et son commerce spécial passer de 78.790.000 francs en 1871 à 138.080.000 en 1872, et à 148.567.000 en 1873.

Les années qui suivent semblent marquer un état de stagnation commerciale. Le total de l'année 1873 n'est dépassé à nouveau qu'en 1888 (431.237.000) ; jusqu'à cette date, les exportations qui étaient tombées fort au-dessous des importations après 1873, tendent à se rapprocher de ces dernières. En 1888, les différences entre les deux ne dépassent pas 38 millions.

En 1890, pour la première fois, le commerce algérien dépasse 500 millions (533.066.000), le niveau est dépassé en 1835 (560.273.000). A partir de ce moment, la courbe du commerce total monte très

rapidement. Notre colonie n'est plus un enfant jeune. En 1904, son commerce atteint 664.000.000 ; en 1910, il dépasse 1 milliard (1.148.013) ; il atteint 1.371.000.000 en 1912 ; 1.314.303.000 en 1913. Le chiffre de 1904 est plus que doublé.

Comment expliquer un mouvement aussi remarquable ? De tels résultats témoignent en faveur de notre politique économique à l'égard de notre grande colonie ; pour pouvoir les apprécier, pour pouvoir juger de l'efficacité des efforts que nous avons faits, il convient d'analyser dans sa nature même ce courant commercial, de mettre, en un mot, en relief : la constitution économique de l'Algérie.

CHAPITRE II

La Constitution économique de l'Algérie

Par sa formation géologique, par son histoire, par les productions de son sol, l'Algérie appartient plutôt au monde européen-méditerranéen qu'au monde africain. Elle se rapproche de l'Espagne, de l'Italie et du Midi de la France. C'est un pays presque exclusivement agricole et destiné à le rester longtemps encore. Son sol est riche en minerais, mais il est dénué de charbon ; seules les industries extractives et quelques industries agricoles ont pu s'y développer, encore reste-t-il beaucoup à faire en ce qui les concerne. Les chiffres des exportations sont extrêmement variables d'une année à l'autre ; la courbe qui les représente est extrêmement mouvementée et présente des cassures multiples. Cela tient à la nature agricole du pays. La vigne et les céréales y sont surtout la faveur des colons. Les rendements en ce qui concerne la première sont extrêmement variables d'une année à l'autre. Vienne une année de mauvaise récolte, l'on voit immédiatement se produire une

chute des exportations. Cette constatation s'applique aux pays presque exclusivement agricoles, surtout lorsqu'ils sont spécialisés dans la production d'un petit nombre de denrées. Les chiffres du commerce y dépendent très étroitement des saisons.

Cette même nature agricole peut être déduite de la simple comparaison des produits importés et exportés. Considérons par exemple le tableau des importations en France de produits algériens au commerce spécial pour l'année 1913. Nous y trouvons :

1° Pour une valeur supérieure à 10 millions :

Les vins y compris les mistelles	4.715.647	hectos valant	152.166.000 fr.
Les céréales.....	1.770.629	quintaux	46.288.000
Les bestiaux.....	472.277	—	37.924.000
Les fruits de tables.....	355.086	—	15.250 000
Les laines et déchets de laine.....	89.309	—	13.007.000

2° Pour une valeur comprise entre 5 et 10 millions :

Les légumes frais salés ou conservés.....	196.512	quintaux	7.975.000
Les minerais de toute sorte.....	777.563	—	6.300.000
Les peaux et pelleteries brutes.....	17.577	—	6.252.000
Les pommes de terre légumes secs et leurs farines..	238.517	—	5.206.000

3° Pour une valeur comprise entre 1 et 5 millions :

Les bois communs.....	8.084	tonnes mét.	3.970.000
Les poissons frais, salés ou conservés.....	26.477	quintaux	2.964.000
Les pierres, terres, servant aux arts et métiers..	810.588	—	2.693.000

Les eaux-de-vie et esprits..	19.697 hectos	2.435.000 fr.
Les fourrages et son	168.404 quintaux	2.396.000
Les produits chimiques....	51.217 —	2.178.000
Le liège ouvré.....	3.432 —	1.939.000
Les huiles volatiles ou es- sences végétales et les parfums synthétiques...	757 —	1.786.000
Les ouvrages en peau ou en cuir naturel ou artifi- ciel	10.327 —	1.320.000
Les huiles végétales fixes..	10.327 quintaux	1.320.000
Les phormium tenax abaca et autres végétaux fila- menteux non dénommés.	3.767 —	1.080.000

Dans cette longue liste figurent uniquement des produits du sol et des minerais ; il convient de remarquer la place considérable prise par les vins dans les exportations : 152.166.000 francs en 1913 au commerce spécial de la France sur un total de 330 millions 841.000 francs ; plus de la moitié en proportion.

Les exportations des cinq principales denrées représentent un total de 264.635.000 francs, soit plus des deux tiers des exportations.

Le tableau des importations de produits français en Algérie est la contre-partie exacte du précédent.

Viennent en tête de la liste :

1° Pour une valeur supérieure à 10 millions :

Les tissus de coton.....	125.425 quintaux	59.072.000 fr.
Les outils et ouvrages en métaux.....	441.843 —	27.182.000
La carrosserie (automobi- les et autres, vélocipè- des et motocycles).....		25.916.000

Les machines et mécaniques.....		22.005.000 fr.
Les meubles et ouvrages en bois.....	712.669 quintaux	19.421.000
Le papier et ses applications.....	156.258 —	18.593.000
Les sucres bruts et raffinés.	462.730 —	17.652.000
La lingerie, les vêtements et articles confectionnés....	10.046 —	16.309.000
Les peaux préparées.....	17.937 —	12.546.000
Les huiles végétales fixes..	142.335 —	11.927.000
Les fontes, fers et aciers (mâchefer compris).....	823.256 —	11.888.000
Les produits chimiques....	429.657 —	10.940.000

2° Pour une valeur comprise entre 5 et 10 millions :

Les parfumeries et savons.	133.323 quintaux	9.690.000 fr.
Les poteries, verres et cristaux.....	295.485 —	9.066.000
Tabletterie, éventails, broserie, boutons et bimbeloterie.....	10.997 —	8.342.000
Le lait, les beurres et fromages.....	33.267 quintaux	7.708.000
Les tissus de jute: phormium, tenax, etc.....	84.211 —	6.987.000
Les matériaux.....	252.569 tonnes	6.824.000
Les ouvrages en peau ou en cuir naturel ou artificiel.	7.581 quintaux	6.507.000
Les tissus de laine.....	6.696 —	6.239.000
Les pommes de terre, les légumes secs et leurs farines.....	297.607 —	6.141.000
Les ouvrages en caoutchouc et en gutta-percha.....	3.632 —	5.987.000
Les bois communs.	49.743 tonnes	5.760.000
Les fils.....	30.633 quintaux	5.629.000
Les eaux-de-vie et esprits..	77.721 hect.d'alcool pur	5.103.000

La majeure partie de ces articles sont des produits manufacturés.

Deux chiffres permettent de mettre un relief d'une façon saisissante la situation de l'Algérie :

La France, exporte dans sa colonie des produits fabriqués, dont la valeur est fort grande sous un faible poids. En 1913, ses envois se sont montés à 935.274 tonnes représentant une valeur de 593 millions de francs, ce qui représente une valeur moyenne de la tonne équivalent à 633 fr. 97.

L'Algérie pays neuf, paie ses importations à la Métropole en lui expédiant ses produits agricoles et ses minerais, denrées lourdes sous une faible valeur : en 1913: 1.100.499 tonnes valant 336.000.000 francs, soit une valeur moyenne de la tonne de 305 fr. 31. La comparaison de ces deux chiffres permet de mesurer la distance qui sépare les deux pays au point de vue économique. Quelle que soit cependant la valeur de ces chiffres, ils ne peuvent nous donner de la structure économique de l'Algérie qu'une idée assez grossière ; pour pouvoir apprécier dans une certaine mesure les conséquences de la politique française depuis 1830, il convient d'avoir une connaissance plus profonde de ce pays. C'est cette connaissance que nous allons chercher à donner en étudiant une à une les principales productions algériennes.

CHAPITRE III

Les Principaux Produits algériens Production et Commerce.

I. — LES VINS (1).

L'Algérie est le pays d'élection de la vigne. On peut l'y cultiver dans toute la région comprise de l'Est à l'Ouest, entre la mer et les hauts plateaux. Elle réussit sur les coteaux. Les vignobles de coteaux de Miliana, Médéa, Mascara, Tlemcen, s'ils sont d'un faible rendement, produisent un vin dont les qualités en couleur et en degré sont remarquables. Elle réussit aussi dans la plaine, donnant des rendements très élevés, comme dans la région de la Mitidja dans celle de Bône, dans la plaine des Issers où la production atteint parfois 200 hectolitres par hectare.

Dans l'ensemble, les vins algériens se caractérisent par l'élévation de leur degré d'alcool et leur richesse en extrait sec, qualités qui les font estimer en France où on les emploie au coupage des vins du Midi.

1. Delorme, *Commerce algérien*. Alger, 1906. — *L'Algérie et ces produits à l'Exposition de Bruxelles*. Alger, 1910.

Un événement considérable domine l'histoire du vignoble algérien : la crise phylloxérique qui dans la période qui suivit 1880 accumula de nombreuses ruines dans nos départements viticoles du Midi.

A partir de 1881, les statistiques de la production française accusent une diminution des superficies plantées et des productions en hectolitres.

En 1881, le vignoble français couvre une étendue de 2.699.923 hectares, il a atteint son maximum de développement. Dans les années 1882, 1883 et 1884, nous voyons les superficies tomber successivement à 2.135.349 hectares, 2.095.927 et 2.040.759, alors que les chiffres les plus bas de la période 1850-1880 avaient été de 2.173.129 hectares en 1854 ; 2.137.321 hectares en 1859.

La chute s'accroît et continue jusque vers 1897, sauf un léger relèvement en 1893 et en 1894. En 1897, notre vignoble ne couvre plus que 1.688.931 hectares. Dans les années qui suivront, il se reconstituera bien en partie ; mais les superficies n'augmenteront guère, la production s'orientera nettement vers l'augmentation des rendements, en culture intensive. La même chute s'observe en ce qui concerne les rendements. De 1881 à 1893, dans une période de onze années, pas une seule fois ils n'atteignent 20 hectos à l'hectare, alors que la moyenne de toute la période 1870-1881 était de 21 hl. 04. Le tableau suivant donne une idée exacte du phénomène.

Production du vin en France de 1881 à 1897

Années	Superficies (hectares)	Production (hectos)	Rendement (hectos par hectare)
1881	2.699.923	34 139.000	16,49
1882	2 135.349	30.886.352	14,67
1883	2.095 927	36.029.182	17,19
1884	2.040.759	34 780.729	17,04
1885	1.990.586	28 536.151	14,35
1886	1.959.102	25 063 345	12,80
1887	1.944 150	24.333.284	12,50
1888	1.843 580	30 102.151	16,30
1889	1.817.787	23.223.572	12,80
1890	1.816.544	27.416.000	15,10
1891	1.763.374	30.140.000	17,10
1892	1.782.588	29.082.000	16,60
1893	1.793.299	50 070.000	28
1894	1.766.861	39 053.000	22,35
1895	1.747.002	26.688.000	15,20
1896	1.728.433	44.656.000	25,80
1897	1.688.931	32.351.000	19,10

Nos vignerons du Midi ruinés, franchirent la Méditerranée et vinrent se mettre énergiquement à l'œuvre dans notre possession africaine, avec le ferme espoir de reconstituer leur fortune détruite. Secondés dans cette tâche par la banque d'Algérie, ils plantèrent en peu d'années des superficies considérables.

Nous en donnons comme preuve les moyennes suivantes :

Périodes	Superficies moyennes hectares	Production moyenne hectos
1860 — 1869	9.527	76.696
1870 — 1879	16.972	231.301
1880 — 1889	64.375	1.289.320
1890 — 1899	121.920	3.968.588
1900 — 1909	155.540	6.922.632
1910 — 1912	149.942	7.972.841

En prenant comme unités la production et la surface moyenne pour la période 1860-1869 et en rapportant à cette unité les moyennes des autres années, on obtient la succession des chiffres suivants :

Périodes	Surfaces	Production
1860 — 1869	1	1
1870 — 1879	1,78	3
1880 — 1889	6,76	16,80
1890 — 1899	12,80	51,74
1900 — 1909	16,32	90,26
1910 — 1912	15,70	104

Ces chiffres sont assez suggestifs par eux-mêmes ; ils nous dispensent de commentaire. En moins de quarante ans, les surfaces plantées sont devenues seize fois plus fortes, et les productions ont centuplé.

En même temps que le vignoble algérien gagnait en étendue, les rendements ont cru dans des proportions considérables, surtout dans les dernières années.

En 1887, M. Leroy-Beaulieu pouvait encore écrire les phrases suivantes (1) :

« La vigne produit sans doute en Afrique, mais moins qu'on ne se l'imagine, en moyenne un million d'hectolitres en 1885 pour 70.000 hectares, dont la moitié ou tout au moins un bon tiers peut être considéré comme en production ; en 1886, on est arrivé à 1.500.000 hectos. Une quarantaine d'hectos en moyenne, voilà donc ce que semble promettre le vignoble algérien ; on peut sans doute obtenir mieux mais aussi moins. L'Algérie à l'heure actuelle, après tant d'années de tâtonnements et d'efforts, commence à peine à récolter du vin au delà de ses besoins. »

Ces phrases un peu pessimistes représentaient peut-être l'état des choses en 1887. Le vignoble algérien commençait seulement à prendre un essor rapide. Les vigneron du Midi s'installaient en Algérie attirés par l'espérance de gains faciles ; ils manquaient un peu de l'expérience nécessaire ; ne connaissaient pas les difficultés spéciales de la viticulture africaine. La banque d'Algérie leur prêtait largement son concours ; c'est ainsi qu'elle favorisa la création de nombreux comptoirs d'escompte locaux, destinés à fournir aux colons la deuxième signature

1. Leroy-Beaulieu (P.), *l'Algérie et la Tunisie*. Paris, 1887, p. 113.

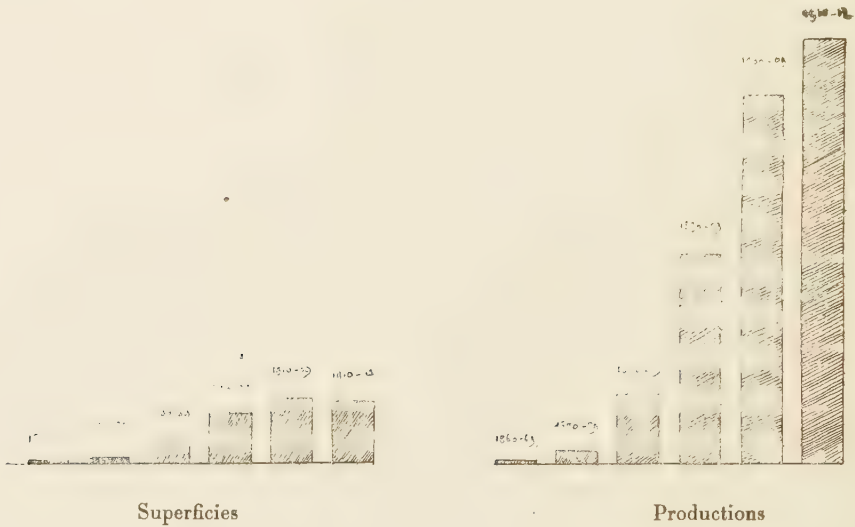
nécessaire pour que leur papier soit admis à l'escompte, Les colons, entraînés par le mirage de grands rendements espérés et à qui on offrait largement l'argent, se lancèrent dans des dépenses d'établissements exagérées. Les forts rendements escomptés ne vinrent pas, il fallut renouveler continuellement les billets à l'échéance. La banque d'Algérie se trouvait entraînée malgré elle au crédit agricole à long terme ; les avances qu'elle avait faites, elle fut obligée de les continuer et même de les augmenter, et, lorsqu'il fallut exproprier des propriétés de colons grevées d'une lourde créance hypothécaire, la valeur du gage se trouva souvent fort au-dessous de la créance. La banque aurait sombré sans l'intervention de l'État.

Ces erreurs qu'on aurait peut-être pu éviter laissent supposer qu'au moment où il écrivait M. Leroy-Beaulieu voulait plutôt lancer un appel à la prudence qu'affirmer une vérité.

Avec le temps l'expérience est venue. L'outillage se perfectionna ; surtout les procédés techniques de fabrication se transformèrent en se mettant en harmonie avec la nature du climat et du sol. Des expériences minutieuses et patientes conduisirent à un choix minutieux des cépages, à la réfrigération des moûts, à l'ensemencement à la cuve par des levures sélectionnées. Grâce à tous ces perfectionnements l'on put triompher de difficultés dont les plus grandes

étaient déterminées par la forte teneur en sucre du raisin.

De merveilleux résultats couronnèrent cette série d'efforts. Il suffit pour s'en convaincre de comparer les moyennes des productions et des surfaces citées plus haut pour en conclure à une augmentation formidable des rendements : nous représentons les résultats de cette comparaison sous une forme matérielle.



Un coup d'œil jeté sur les rectangles ci-dessus nous fait constater combien les productions ont été plus rapides à croître que les surfaces. Le phénomène est particulièrement accentué dans la période 1900-1909.

Si l'on compare les augmentations moyennes des

productions, et les augmentations moyennes des surfaces par périodes décennales, en rapportant ces augmentations aux chiffres de la période 1860-1866, on obtient les résultats suivants :

Périodes	Accroissements des surfaces	Accroissements de production
1870 — 1879	0,78	2
1880 — 1889	4,98	13,80
1890 — 1899	6,04	34,94
1900 — 1909	3,52	38,52

L'augmentation des rendements est donc phénoménale. Une réserve cependant doit être faite. Dans les périodes 1880-1889 et 1890-1899, le vignoble algérien se constituait. Chaque année des superficies considérables étaient plantées en vignes ; il y avait là des espaces qui, comptant dans les statistiques agricoles pour leurs superficies, n'y comptaient pas pour leurs productions puisque ces dernières étaient nulles ; la vigne ne commençant à être productive qu'au bout de plusieurs années. Il y a là un fait qui rend difficile le calcul du rendement moyen réel, en nombre d'hectolitres par hectare de superficie productive. Il serait nécessaire, pour pouvoir le faire d'une façon exacte, de connaître non seulement l'âge des plantations mais encore les variétés de cépages dont sont composées les plantations nouvelles, certains d'entre eux étant plus rapidement productifs

que d'autres. Étant donné l'état rudimentaire de la statistique agricole, il convient de se résigner provisoirement à faire état de résultats ne serrant la réalité que d'assez loin.

Un accroissement aussi rapide de la production et des rendements devait avoir sa répercussion sur les chiffres du commerce avec la Métropole. On peut même mesurer cette répercussion sur les graphiques des exportations de vins algériens vers la France et des importations de vins français en Algérie.

Pendant fort longtemps la production algérienne est restée déficitaire. Les importations françaises suivent une marche ascendante à mesure que la consommation se développe. La courbe des importations passe par un maximum en 1866 avec 429.514 hectolitres. L'année 1866 avait été pour la Métropole une année de bonne récolte, succédant à une année de bonne récolte ; la production avait atteint 63.838.000 hectos en 1866 ; en 1865 elle avait été de 68.943.000 hectos. Les rendements pour les années 1865 et 1866 s'étaient montés respectivement à 30 Hl. 06 et à 27 Hl. 85 par hectare, chiffres inconnus jusqu'à ce jour. En 1858, année de très bonne récolte, la production n'avait été que de 53.919.000 hectos pour 2.133.809 hectares, avec un rendement de 24 Hl. 69.

De 1866 à 1870, la tendance à la baisse ne se montre pas encore. En 1871, nous exportons dans

notre colonie 385.180 hectos. Les années 1871, 1872, 1873 sont caractérisées par une dépression accentuée dans les chiffres. Les années 1874, 1875, 1876, 1877 qui les suivent sont de bonnes années et le niveau de 1871 est presque à nouveau atteint en 1877 avec une exportation de 379.005 hectos.

Jamais plus nous ne devons voir les statistiques commerciales faire ressortir de tels chiffres. Deux phénomènes concomitants, conséquences d'une même cause, eurent pour résultat d'effondrer la courbe de nos exportations en Algérie. La crise phylloxérique qui détruisit une partie du vignoble français, classa pendant quelque temps le vin presque au rang d'une denrée de luxe. La production métropolitaine devint déficitaire ; en même temps le vignoble algérien se développait d'une façon presque miraculeuse. Jusqu'en 1888 les envois s'étaient réduits à quelques centaines d'hectolitres ; en 1888, pour la première fois ils dépassent un million d'hectos, pour suivre dans la suite une marche ascendante très rapide avec des variations assez brusques d'une année à l'autre. C'est que la France et l'Algérie ont une production qui dépasse les besoins de la consommation locale, dès lors les expéditions de cette dernière dépendent non seulement de l'importance de sa récolte, mais encore de celle de la récolte métropolitaine. Dans les années bonnes à la fois pour les deux pays, le courant d'exportation

des vins algériens se resserre. Nous voyons par exemple, en 1892, année de très moyenne récolte pour la colonie (3.002.079 hectos, alors qu'en 1891 elle avait été de 4.018.969 hectos), les exportations augmenter de un million d'hectos sur l'année précédente; la récolte française avait été mauvaise: 29.082.000 hectos et un rendement de 16 Hl. 60 à l'hectare. En 1893, la production algérienne dépasse celle de l'année précédente de 770.00 hectos; cependant les envois subissent une chute de près de 800.000 hectos; la récolte métropolitaine avait été excellente, atteignant 50.070.000 hectos, pour 1.793.299 hectares, soit un rendement de 28 hectos à l'hectare pour toute la France.

De même et pour les mêmes raisons, chute en 1900 et en 1901; malgré une très forte production, les récoltes de 1900 et de 1901 ayant été exceptionnelles en France:

1900: prod. franç.	67.353.000	pour	1.730.451	hect.	Rend.	42,57
1901	—	57.904.000	—	1.735.345	—	33

A partir de 1902, les exportations de vins algériens sur la Métropole se développent remarquablement. De 1902 à 1912, elles atteignent successivement les niveaux suivants: 1902: 4.170.090 hectos; 1906: 3.65.170 hectos; 1908: 6.347.639 hectos; 1910: 7.302.662 hectos; 1911: 7.596.148 hectos. L'année 1912 est marquée par une chute brusque: 4.646.292 h.,

qu'il faut attribuer à une récolte particulièrement mauvaise. La production qui était de 8.833.677 hectos en 1911 est tombée cette année-là à 6.671.183 hectos.

Pendant que, sur le marché français, les vins d'Algérie prenaient une place rapidement grandissante, le marché algérien tendait de plus en plus à se fermer aux importations de vins de toutes provenances, et particulièrement de vins français. Alors que ces dernières étaient encore de 67.671 hectos en 1890, elles tombent à 45.384 hectos en 1896, à 17.449 hectos en 1898; dans la suite, elles se maintiennent au-dessous de 10.000 hectos pour devenir, vers 1909, négligeables au point de ne plus faire l'objet d'une mention spéciale dans les statistiques douanières.

Et cependant le vignoble français s'était reconstitué; la production de certains départements, grâce aux nouvelles méthodes de culture intensive, était devenue formidable. Si, depuis 1897, les superficies plantées n'avaient guère dépassé 1.600.000 hectares; oscillant entre 1.600.600 et 1.750.000 alors que, jusqu'en 1881 elles avaient toujours dépassé largement 2.000.000 d'hectares les rendements avaient augmenté tellement que des récoltes qui, avant la crise phylloxérique, eussent été considérées comme fort bonnes, seraient médiocres à l'heure actuelle et insuffisantes pour couvrir, même avec des prix convenables, les frais énormes de culture. Nous mettons

en regard, pour permettre au lecteur de juger, les rendements de la période 1860-1870 antérieure à la crise phylloxérique et ceux de la période 1900-1910 :

Période 1860-1870	Rendements (hectos par hectare)	Période 1900-1910	Rendements (hectos par hectare)
1860	17,94	1900	42,57
1861	13,40	1901	33
1862	16,60	1902	23
1863	22,59	1903	22,17
1864	22,45	1904	40
1865	30,06	1905	34
1866	27,85	1906	29,88
1867	16,90	1907	40,06
1868	22,34	1908	36,60
1869	29,79	1909	33,49
1870	23,32	1910	17,62

Le courant ne pouvait plus se remonter : l'Algérie dont le marché était resté longtemps déficitaire était devenue pays grand producteur de vins ; la situation était renversée et la France qui autrefois la fournissait était devenue son principal client. Elle continuait cependant à lui expédier ses vins ordinaires en bouteilles si elle ne lui expédiait plus ses fûts. Il est vrai qu'ils n'ont jamais occupé qu'une très petite place dans les chiffres du commerce : 5 ou 6.000 hectos tout au plus dans les meilleures années. Depuis 1906, nos envois oscillent annuellement entre 2 et 4.000 hectos :

1909	3,969 hectos	1912	2,540 hectos
1910	2,972 —	1913	4,093 —
1911	2,911 —		

Dans la période 1895-1906, les chiffres étaient sensiblement plus bas :

1895	1.324 hectos	1900	204 hectos
1896	1,153 —	1901	1,432 —
1897	879 —	1902	2,447 —
1898	1,407 —	1903	2,780 —
1899	1,258 —	1904	2,953 —

Nous avons jusqu'à présent considéré uniquement le commerce des vins ordinaires. Tandis que nous ne pouvions plus considérer le marché algérien comme un débouché pour nos vins ordinaires, nos vins de liqueurs y trouvaient facilement preneur. Après avoir, elles aussi, subi une chute rapide pendant la période du phylloxéra, nos exportations remontent assez rapidement. Dans les années 1899 à 1902 elles atteignent les chiffres suivants :

1899	11.127 hectos	1901	10.142 hectos
1900	10.713 —	1902	12.426 —

Depuis cette époque, elles se maintiennent entre 6.000 et 8.000 hectos :

1911	6.985 hectos	1913	7.444 hectos
1912	7.042 —		

Il convient de remarquer, d'ailleurs, que si les chiffres des dernières années sont en diminution sur ceux de la période 1897-1900 en ce qui concerne les vins de liqueurs en fûts, cette diminution est en grande partie compensée par l'augmentation des

exportations des vins de liqueurs en bouteilles : près de 4.000 hectos en 1912 et en 1913 ; moins de 2.000 de 1897 à 1900.

Quant aux quantités expédiées d'Algérie sur la Métropole elles vont en diminuant. Nous ne pouvons donner que des chiffres postérieurs à 1902. Jusqu'à cette époque, les statistiques douanières n'ont fait aucune mention spéciale pour les mistelles, en sorte qu'on ne sait quelle est, dans les chiffres placés sous la rubrique « vins de liqueurs », la part qui revient à ces derniers. D'ailleurs, les expéditions de mistelles diminuent, elles aussi, comme on peut en juger d'après le tableau suivant :

Années	Expéditions sur la France des mistelles	Vins de liqueurs
1902	201.159 hectos	78 hectos
1903	128.061 —	533 —
1904	109.766 —	1.791 —
1905	123.735 —	13.969 —
1906	140.637 —	24.058 —
1907	164.486 —	19.168 —
1908	116.623 —	13.546 —
1909	76.486 —	16.070 —
1910	88.962 —	8.684 —
1911	43.902 —	2.318 —
1912	56.250 —	1.752 —
1913	67.299 —	1.963 —

Telle est, vue au travers des statistiques du commerce et de la production, l'histoire du vignoble algérien depuis la conquête. A l'intérieur d'une même année, les chiffres varient considérablement

d'un mois à l'autre ; chaque année après la récolte, les ports algériens sont encombrés de barriques qui attendent le moment d'être embarquées.

Les principaux ports d'exportation des vins algériens sont par rang d'importance (1) : Alger, Oran, Bône, Philippeville, Arzew.

Les ports de réception métropolitains sont :

1° Les ports de la Méditerranée : Cette, Marseille, Nice, Toulon, Saint-Louis du Rhône ; les ports de la Corse, Port-Vendres ;

2° Les ports de l'Océan : Bordeaux, Nantes, la Rochelle, Brest, Bayonne, Saint-Nazaire, Libourne, Lorient ;

3° Les ports de la Manche : Rouen, le Havre, Dunkerque, Cherbourg, Caen, Saint-Malo.

La moitié environ des vins algériens est dirigée sur Rouen, port de l'entrepôt de Bercy. Les négociants parisiens les font entrer dans les coupages avec les vins du Midi, composant des mélanges de qualité moyenne comme titre en alcool.

Viennent ensuite : Marseille, port de transit de la région Est et Nord-Est et Bordeaux, qui absorbe les qualités de choix du département d'Alger et les vins forts en couleur et en alcool de l'Oranie.

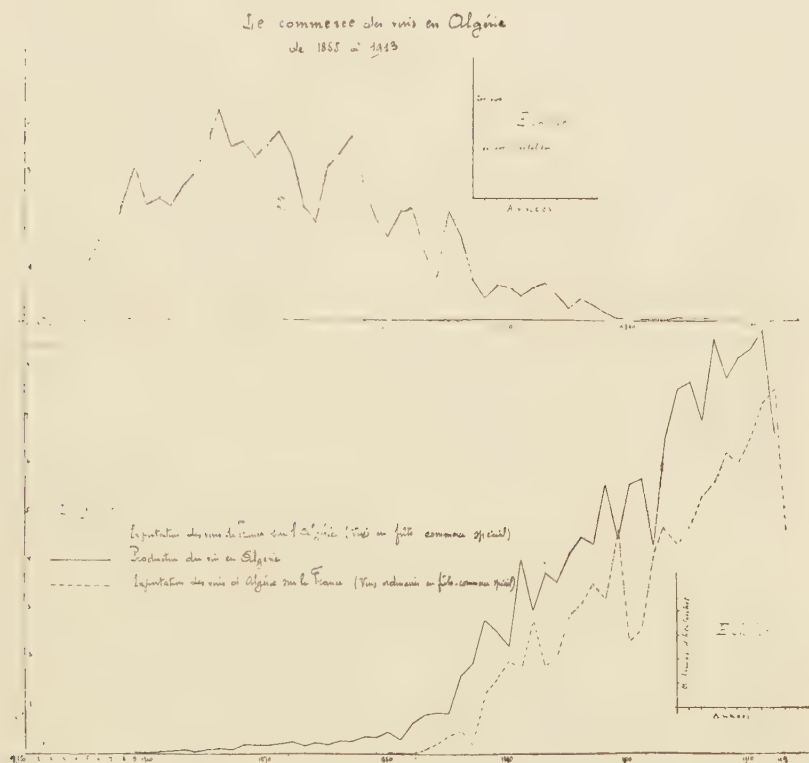
En somme, la Métropole est, par suite de l'union douanière, de beaucoup le principal marché des vins algériens. Quel est donc l'avenir de ce débouché ?

1. Delorme, *le Commerce algérien*, p. 53.

La France produit elle-même des quantités considérables de vins, quantités qui dépassent largement dans les bonnes années les besoins de sa consommation, les producteurs algériens viennent donc toucher sur le marché français des prix inférieurs. Il en résulte, tant dans la Métropole que dans sa colonie, un état de malaise auquel il est difficile de porter remède. L'équilibre entre l'offre et la demande ne se fait ordinairement qu'autour de prix bas, peu rémunérateurs pour le vigneron, surtout depuis qu'il a adopté des procédés de culture intensive. La situation ne pourrait s'améliorer que par une hausse des prix, laquelle ne saurait provenir que d'un changement du rapport entre l'offre et la demande. Le remède seul efficace à notre avis consisterait précisément dans l'extension de la demande. Cette extension pourrait se produire de deux façons différentes :

1° Par le développement de la consommation étrangère : Ce développement dépend des tendances générales de la politique douanière dans le monde entier. Jusqu'à ce jour cette politique a été ultra-protectionniste. Les États se sont murés derrière des tarifs très élevés qu'ils rendaient de plus en plus prohibitifs. Les tarifs ont succédé aux tarifs. Les législateurs ont eu une tendance constante à considérer l'intérêt national comme composé de la juxtaposition des intérêts des producteurs, et comme si la protection accordée à l'un d'eux n'était pas, en

quelque sorte, anéantie par celle accordée à d'autres. Quant à l'intérêt du consommateur, on ne l'a pris en considération que lorsqu'il devenait tout à fait



prépondérant par suite généralement de circonstances exceptionnelles.

L'avenir du vignoble algérien se trouve en quelque sorte conditionné par la chute du protectionnisme. Cet événement ne semble pas encore devoir être prochain ; cependant, dans ces dernières années, se sont

manifestés dans le monde certains symptômes qui pourraient bien annoncer des changements considérables dans la politique des États. Le protectionnisme semble bien avoir atteint son apogée. Les États-Unis, qui jusqu'à une époque récente marchaient en tête des nations protectionnistes, viennent d'adopter en 1913 un tarif relativement libéral et c'est l'intérêt des classes ouvrières qui se plaignaient de la cherté des vivres qui a amené ce changement. Cet exemple de nature à faire impression pourrait, s'il était suivi, être gros de conséquences pour le vignoble algérien.

Quant au deuxième remède préconisé : de développement de la consommation locale, il présente un intérêt tout d'actualité. Le vin contient certes de l'alcool, mais il ne comprend aucun de ces aldéhydes qui souillent les alcools et augmentent leur nocivité ; d'autre part, l'alcool tel qu'il existe dans le vin, c'est-à-dire à l'état dilué, présente une valeur alimentaire incontestable. Le développement de la consommation du vin pourrait être présenté comme un des moyens de lutter contre l'alcoolisme, permettant en favorisant la viticulture de combattre l'affaiblissement de la race.

II. — LES CÉRÉALES (1)

Comme la France, l'Algérie est un pays grand producteur de céréales. Le blé, l'orge et l'avoine y couvrent des superficies considérables. On y rencontre aussi le seigle et le maïs. Les statistiques algériennes distinguent les blés tendres des blés durs. Ces derniers seuls étaient cultivés par la population indigène au moment de la conquête. Ils entraient dans sa consommation sous la forme de semoule. Les blés tendres sont d'importation européenne, ils sont d'ailleurs encore à l'heure actuelle cultivés surtout par les Européens, cependant les indigènes tendent de plus en plus à les faire intervenir dans leurs cultures.

Nous donnons, pour permettre la comparaison, un tableau de répartition des cultures en France et en Algérie pour 1910 :

FROMENT

	Superficies (hectares)	Productions (quintaux)
France	6.555.370	69.917.001
Algérie { Blé tendre...	302.050	2.380.856
{ Blé dur.....	1.136.414	7.381.516
{ Total	1.438.464	9.762.372

1. V. Delorme P., *le Commerce algérien* (Alger, 1905). — Varlet, *les Céréales en Algérie* (Alger, 1900). — Zolla, *Études d'économie rurale* (Paris, 1896).

ORGE

	Superficies (hectares)	Productions (quintaux)
France	748.480	9.756.603
Algérie { Européens . . .	155.230	1.662.711
{ Indigènes . . .	1.188.565	8.638.566
Total	1.343.795	10.361.277

AVOINE

	Superficies (hectares)	Productions (quintaux)
France	3.951.300	48.160.430
Algérie { Européens . . .	101.302	726.606
{ Indigènes . . .	24.616	234.637
Total	125.918	961.243

Il résulte de ces chiffres que le blé tient la première place dans les cultures des céréales algériennes, sinon au point de vue des quantités, du moins aux points de vue des superficies emblavées et de la valeur des produits.

LES BLÉS

La statistique algérienne distingue les blés tendres des blés durs, elle distingue aussi les cultures européennes des cultures indigènes. Il y a un grand intérêt à faire cette double distinction au point de vue de l'étude de la production. Tout d'abord la classification des blés en blés tendres et blés durs coïncide à peu près avec celle des agriculteurs en agriculteurs

européens et indigènes. Les premiers cultivent presque exclusivement le blé tendre, les seconds presque exclusivement les blés durs. Or, il y a entre les deux variétés du même produit des différences considérables quant aux rendements et quant au rapport du volume de la récolte au poids. De même les deux classes de producteurs se distinguent par des procédés de culture différents ; alors que l'Arabe égratigne la terre, souvent l'épuise en ne la fumant jamais, le colon français la défonce profondément en employant souvent des machines perfectionnées. On voit donc à quelles erreurs on s'exposerait si l'on cherchait à tirer des conclusions de chiffres globaux ne tenant compte d'aucune distinction.

LES BLÉS TENDRES

Les blés tendres n'ont commencé à être cultivés en Algérie que depuis la conquête. En 1862 ils couvraient (européens et indigènes) une superficie de 36.175 hectares produisant 223.504 quintaux. En 1874, la production dépassait pour la première fois un million d'hectolitres (1.215.694) pour une superficie de 172.201 hectares. Depuis cette époque, les superficies emblavées et les productions se sont considérablement accrues surtout dans les dernières années. En 1906, pour la première fois la production dépasse deux millions de quintaux.

Etant donné l'imprécision des statistiques agricoles en général, et particulièrement des statistiques algériennes, il convient de baser ses observations sur des moyennes qui, résumant des séries de chiffres entachés d'erreurs dans des sens différents, peuvent seules donner des résultats se rapprochant des faits.

Le tableau suivant résume ces moyennes :

PÉRIODES	EUROPÉENS		INDIGÈNES		TOTAL	
	Superficies moyennes (hectares)	Productions moyennes (quintaux)	Superficies moyennes (hectares)	Productions moyennes (quintaux)	Superficies moyennes (hectares)	Productions moyennes (quintaux)
1870-1879	794.398	6.732.023	356 840	2.172.072	1.151.238	8.904.095
1880-1889	1.272.708	9.311.510	592 981	3.299.964	1.865.689	12.611.474
1890-1899	1.277.957	9.274.559	632.092	2.678.663	1.910.049	11.953.222
1900-1909	1.724.975	14.435 679	852.479	5.062.054	2.577 454	19.497.733
1910	207.737	1.831.343	94.313	550.513	302.050	2.381.856

Ces chiffres ne donnent rien par eux-mêmes. Il convient pour pouvoir les comparer les uns aux autres de les comparer aux chiffres de la période 1870-1879 pris pour unités :

PÉRIODES	EUROPÉENS		INDIGÈNES		TOTAL	
	Superficies moyennes (hectares)	Productions moyennes (quintaux)	Superficies moyennes (hectares)	Productions moyennes (quintaux)	Superficies moyennes (hectares)	Productions moyennes (quintaux)
1870-1879	1	1	1	1	1	1
1880-1889	1,60	1,38	1,66	1,51	1,62	1,41
1890-1899	1,60	1,37	1,77	1,23	1,66	1,34
1900-1909	2,17	2,14	2,38	2,23	2,23	2,19

Les superficies semées en blé tendre se sont accrues. Les indigènes tendent de plus en plus à faire intervenir cette variété dans leurs cultures. Mais, pour les Européens comme pour les indigènes, l'accroissement de la production n'a pas suivi du même pas le développement des superficies. Sauf dans les dernières années, il semblerait bien que cette extension se soit faite au détriment des rendements et le phénomène est particulièrement accentué pour la production indigène par suite de procédés de culture inférieurs.

La période 1905-1910 est caractérisée, par contre, par une progression remarquable des rendements européens. En 1909, la production européenne en Algérie atteint 2.097.531 quintaux pour 209.375 hectares ; soit un rendement de 10 quintaux par hectare. Il est vrai que dans la même année le rendement moyen pour toute la France atteignait 19,03 quintaux. Il n'empêche qu'il y a là un commencement de résultat permettant de larges espérances d'avenir.

LES BLÉS DURS

Presque toutes les observations que nous venons de faire pourraient s'appliquer aux blés durs. Les superficies ensemencées étaient en 1855 de 524.764 hectares dont 496.454 par les seuls indigènes.

Depuis elles ont plus que doublé. Nous donnons les moyennes par périodes décennales depuis 1870.

PÉRIODES	EUROPÉENS		INDIGÈNES		TOTAL	
	Superficies moyennes (hectares)	Productions moyennes (quintaux)	Superficies moyennes (hectares)	Productions moyennes (quintaux)	Superficies moyennes (hectares)	Productions moyennes (quintaux)
1870-1879	165.336	735.483	887.821	3.789.102	987.087	4.465.187
1880-1889	128.890	825.463	956.570	4.146.147	1.088.462	4.974.590
1890-1899	135.179	881.718	957.880	4.567.919	1.092.979	5.449.643
1900-1909	184.112	1.528.868	920.290	5.128.220	1.104.476	6.656.089

En comparant les chiffres des périodes 1880-1889 et suivantes aux chiffres de la période 1870-1879, on obtient le tableau suivant :

PÉRIODES	EUROPÉENS		INDIGÈNES		TOTAL	
	Superficies moyennes (hectares)	Productions moyennes (quintaux)	Superficies moyennes (hectares)	Productions moyennes (quintaux)	Superficies moyennes (hectares)	Productions moyennes (quintaux)
1870-1879	1	1	1	1	1	1
1880-1889	0,78	1,12	1,07	1,09	1,10	1,11
1890-1899	0,81	1,19	1,07	1,20	1,10	1,22
1900-1909	1,11	2,07	1,03	1,30	1,11	1,49

Contrairement à ce qui s'est passé pour les blés tendres, le développement des superficies a coïncidé avec une amélioration des rendements, en culture européenne. En culture indigène cette amélioration est encore plus sensible et s'est produite dans la

dernière période décennale en même temps qu'une diminution moyenne des superficies emblavées.

Deux faits caractérisent la production du blé en Algérie :

L'infériorité des rendements par rapport aux rendements français : le plus beau rendement qui ait jamais été obtenu en Algérie a été de 10 quintaux à l'hectare en 1910 pour l'ensemble de la colonie, alors que, dans la même année, le rendement moyen pour l'ensemble de la Métropole atteignait 19 quintaux, taux qui n'avait rien d'exceptionnel.

Cette infériorité tient à un certain nombre de causes. L'Algérie est encore un pays de culture extensive, dès lors on ne peut comparer les rendements moyens annuels algériens aux rendements français sans tenir compte de ce fait. Des taux qui seraient considérés comme désastreux par nos paysans seraient fort rémunérateurs pour des agriculteurs kabyles. Cette infériorité tient encore au climat et à la nature du sol ; la répartition des pluies est très inégale ; les différences dans la productivité des terres sont considérables. Il est peu d'années où la récolte soit bonne dans toute l'Algérie ; les moyennes se trouvent en général diminuées par un déficit ou une stagnation dans l'un ou l'autre des départements.

L'action de l'homme n'a pas toujours eu pour effet d'atténuer ces imperfections naturelles, de bonnes terres à blé, qui au moment de la conquête

donnaient des rendements de 20 quintaux à l'hectare en moyenne en jachère cultivée, ont vu ce chiffre s'abaisser par suite de procédés de culture épuisante. Tel est le cas de la région de Sidi-bel-Abbès où des rendements qui atteignaient 20 quintaux en 1835, sont tombés à 10 ou 12, puis à 6.

Dans la région de Sétif, les rendements sont très variables, même dans la même année ; il en est de même pour la Mitidja.

Variabilité encore plus grande dans la région du Chéliff où la récolte dépend de la chute d'eau ; dans les années de sécheresse les rendements peuvent ne pas dépasser 4 ou 5 quintaux à l'hectare en culture européenne.

Une autre grande cause d'infériorité provient de l'insuffisance des procédés de culture indigène. L'Arabe malmène la terre ; il ne la laboure, pas il l'égratigne de sa primitive charrue, souvent même il s'abstient de la fumer, de là des résultats nettement insuffisants comparés à ceux qu'obtiennent dans des conditions analogues les colons européens.

Malgré tout, la situation tend cependant à s'améliorer, d'une façon assez rapide, si l'on en croit les statistiques des années 1905 à 1910. Les colons instruits par l'expérience ont adopté des procédés de culture mieux raisonnés. Il fallait remédier à l'insuffisance des pluies ; on y est parvenu dans une assez large mesure en préparant le sol à l'absorption de

l'eau. Dans la région de Sétif, les colons pratiquent l'assolement biennal consistant en une année de culture de céréales suivi d'une année de jachères cultivées. On a remédié en partie à l'insuffisance des rendements par l'amélioration des qualités, surtout par la sélection des graines permettant une adaptation rationnelle des espèces aux conditions du sol et du climat, et à l'heure actuelle l'Algérie produit les plus beaux blés semouliers du monde.

Les indigènes eux-mêmes ont réalisé de sensibles progrès dans leurs méthodes. L'exemple de nos colons a porté ses fruits, et l'on voit à l'heure actuelle les paysans kabyles abandonner toutes les fois qu'ils le peuvent leur traditionnel et archaïque instrument aratoire pour le remplacer par une charrue bien moderne, de là cette tendance à l'uniformisation des résultats en culture européenne et en culture indigène ; tendance qui permet de fonder des espérances d'avenir.

LE COMMERCE DU BLÉ ENTRE LA FRANCE ET L'ALGÉRIE

Depuis la loi du 11 janvier 1851, le principe de l'union douanière a étroitement lié l'Algérie à la France au point de vue économique. Jusqu'à cette époque, cette dernière ne laissait pénétrer chez elle les produits de sa colonie que moyennant le paiement de très fortes taxes. Quelques produits sont exceptés

formant une catégorie spéciale, dans laquelle ne figuraient pas les céréales, de là une disproportion énorme entre les importations et les exportations qui en étaient faites.

A partir de 1851, la France et l'Algérie peuvent être considérées comme formant un même territoire douanier. Le marché algérien des blés devient solidaire du marché français et suit toutes ses fluctuations. Tout changement dans la politique douanière de la Métropole devait avoir sa répercussion sur les entrées et les sorties de blés dans la colonie.

Nous avons présenté plusieurs graphiques. Ils ne peuvent être comparés les uns aux autres que pour des périodes correspondant à une même politique douanière. A l'intérieur d'une même période n'interviennent alors que des facteurs proprement économiques, tels sont : la production de l'un des deux pays par rapport à l'autre ; le rapport existant dans l'un ou l'autre de ces pays entre la production et la consommation, etc. Les effets de ces facteurs deviennent alors moins difficiles à saisir. D'autre part, la comparaison des périodes successives envisagées du point douanier pourra nous permettre de porter un jugement sur les résultats de notre politique économique à l'égard de l'Algérie.

Nous avons pris comme point de départ de nos investigations l'année 1860.

La période 1851-1860 est une période de protec-

tionnisme à outrance ; les prix sont très élevés ; nous la passerons sous silence ; les statistiques agricoles algériennes étant encore trop insuffisantes et trop incertaines.

L'année 1860 marque une orientation nouvelle de la politique douanière qui devait se maintenir jusqu'en 1881. Napoléon III, gagné à la cause du libéralisme économique, poursuit des négociations secrètes avec l'Angleterre en vue d'un traité de commerce.

Le 5 janvier 1860 paraît au *Moniteur Universel* la fameuse lettre ouverte adressée par l'Empereur à son ministre des Finances ; le 23 janvier 1860, un traité de commerce sur la base de la clause de la nation la plus favorisée nous liait à l'Angleterre. Il servit de base à la conclusion de nombreux traités avec d'autres puissances, tous du même type et tous contenant la même clause. Notre politique douanière entraît dans une phase de libéralisme.

Le traité de 1860 n'avait, en ce qui concerne les produits agricoles, qu'une valeur symptomatique, L'échelle mobile continuait à les protéger du moins théoriquement ; suspendue en 1853, la suspension fut prorogée jusqu'en 1859 ; finalement la loi du 15 juin 1861 supprima un système que l'expérience avait condamné.

Aucun obstacle ne s'opposait plus à l'entrée des céréales exotiques, aussi bien dans la Métropole que

dans sa colonie. Les tarifs ne les mentionnaient pas. Dans ces conditions le cours des blés sur le marché franco-algérien ne dépendait guère que du rapport entre le stok de grains mis à la disposition de la consommation et les besoins de cette consommation même. La récolte de 1861 avait été en France fort médiocre (rendement moyen : 11 hectos 12, par hectare) ; les années 1863 et 1864 furent excellentes, les rendements moyens pour toute la France atteignirent 16 hectos 88 et 16 hecto 15 par hectare. Les prix qui, depuis 1859, s'étaient relevés, passant de 16 fr. 74 l'hecto en 1859 à 24 fr. 55 en 1861, retombèrent graduellement à 16 fr. 41 en 1865. En même temps les importations étrangères en France s'affaissèrent très rapidement, passant du niveau de 9.167. 641 quintaux qu'elles atteignaient en 1861 à 231.943 quintaux pour l'année 1865. En Algérie elles demeurent insignifiantes.

Il y a là un phénomène qui s'est représenté à diverses reprises dans l'histoire des blés. Contrairement à ce qu'ont toujours avancé les représentants de l'agriculture, les importations étrangères dans un pays d'une denrée déterminée ne font pas la baisse des prix mais en suivent la hausse. Elles sont plus faibles les années où les prix sont bas que les années où ils sont élevés. Mais les prix ne sont que les rapports d'équilibre entre l'offre et la demande ; dans les très bonnes années cet équilibre peut n'être

atteint qu'à des taux voisins du prix de revient : qu'une importation étrangère même relativement légère vienne accroître encore l'offre, les prix baissent dans une proportion souvent beaucoup plus forte que l'accroissement de l'offre. L'équilibre peut très bien ne se produire qu'autour d'un prix sensiblement inférieur au prix de revient et les agriculteurs se trouvent en perte.

Dans nos rapports avec l'Algérie la baisse des prix du blé sur le marché français eut pour conséquence de provoquer quelques exportations vers ce pays. Ces dernières n'étaient en 1860 que de 458 quintaux, dans les années 1861, 1862, 1863, elles atteignent successivement : 10.193.458 quintaux ; 23.478 ; 26.875 quintaux. Quant aux exportations algériennes vers la France elles demeurent extrêmement faibles.

La période 1860 à 1865 avait été une période de baisse des prix ; à partir de 1865, nous entrons dans une période de hausse, provoquée en grande partie par la disette de 1866 ; peut-être aussi par un développement rapide de la consommation. Les prix atteignent successivement les niveaux suivants :

1865	16 fr. 41
1866	19 fr. 61
1867	26 fr. 19
1868	26 fr. 64

En même temps les importations étrangères

suivent une courbe très rapidement ascendante aussi bien en France qu'en Algérie :

	Import. étr. en France			Import. étr. en Algérie		
Années :	1865	34.985 quintaux		2	quintaux	
—	1866	539.307	—	28.726	—	
—	1867	5.070.361	—	552.336	—	
—	1868	7.844.257	—	744.640	—	

Cet arrivage de blés exotiques dans la colonie eut pour résultat de fermer aux négociants métropolitains un marché fort intéressant parce que déficitaire. En face de ces chiffres énormes d'importations étrangères les statistiques du commerce algérien ne permettent d'aligner que des chiffres d'importations françaises tout à fait dérisoires :

1865	209 quintaux	
1866	5.850	—
1867	2.518	—
1868	1.344	—

Ces fortes importations coïncident avec de fortes productions. En France, la récolte de 1867 avait été médiocre: 83.005.739 hectos ; rendement moyen : 11 quintaux 92. Les années 1868 et 1869 furent très bonnes ; la récolte de la France entière monte à 116.783.000 hectos en 1868 ; à 107.941.553 en 1869 ; les rendements furent respectivement de 16 quintaux 53 et de 15.34 à l'hectare.

Des pareilles productions coïncidant avec l'arrivée

sur le marché de quantités considérables de blés exotiques devaient forcément amener une chute des prix. Ils tombèrent de 26 fr. 64 l'hecto en 1868 à 20 fr. 33 et 20 fr. 56 en 1869 et 1870, amenant une chute concomitante des importations étrangères qui passent en France de 5.844.257 quintaux, niveau qu'elles atteignaient en 1868 à 1.338.282 quintaux en 1868 et à 3.773.331 quintaux en 1870. Un affaïssement tout à fait analogue se remarque en Algérie. Les importations de blés exotiques qui se montaient à 744.650 quintaux en 1868 ne sont plus, dans les années 1869 et 1870, que de 211.025 quintaux et de 231.996 quintaux. La politique libérale de l'Empereur avait privé notre agriculture d'un débouché sans pareil. Mais, par ailleurs elle comportait de nombreux résultats avantageux pour le commerce et l'industrie, et les cours se maintenaient à des taux suffisamment élevés pour laisser aux agriculteurs une marge suffisante de bénéfices. Le cri d'alarme ne devait être poussé que quelques années plus tard devant la baisse forte et continue.

Dans toute la période 1871-1880, les prix se maintiennent assez élevés dans l'ensemble, ils oscillent entre 19 et 26 francs. Chacune de leurs fluctuations se répercute sur les entrées de blés exotiques. En 1871 elles atteignent 9.498.322 quintaux ; en 1874 elles sont à nouveau très considérables : 7.900.873 quintaux malgré une récolte de 133.130.163 quintaux et

un rendement moyen de 19 Hl. 36 à l'hectare. En 1879 et 1880 elles se montent respectivement aux chiffres fantastiques de 21.170.966 quintaux et 19.999.437 quintaux.

Le même phénomène se produisait dans notre colonie. Les envois de l'étranger atteignaient 340.356 quintaux en 1880 contre 26.026 en 1879 et 173.881 en 1878.

Le tarif douanier de 1881 ne protégeait pas les produits agricoles. Aucune entrave n'était apportée à l'invasion des céréales exotiques et à la baisse qui devait fatalement s'ensuivre.

De 1881 à 1885 les cours de l'hecto de blé tombent aux niveaux suivants :

1881	22 fr. 28
1882	21 fr. 51
1883	19 fr. 16
1884	17 fr. 76
1885	16 fr. 41

Les causes de cette baisse ont été recherchées et fréquemment étudiées. Il ne faut voir là qu'un cas particulier d'un phénomène plus général : la baisse générale des prix à la fin du xix^e siècle, phénomène qui semble bien avoir été provoqué par des causes monétaires. La plupart des pays venaient d'assainir leur circulation en adoptant l'étalon d'or ; des débouchés énormes étaient subitement ouverts à la production de ce métal. Or, la production mondiale

annuelle de l'or et relativement peu de chose par rapport au stock de ce métal en circulation (5 o/o environ d'après M. Leroy-Baulieu) et elle est difficilement extensible.

La conséquence fut une hausse de la valeur de l'or, c'est-à-dire une baisse générale des prix concomitants à la baisse du métal argent et partiellement déterminée par les mêmes causes.

Des causes spéciales aux produits agricoles vinrent ajouter leurs effets dans le sens de la baisse.

A partir du dernier quart du xix^e siècle, apparaissent un peu partout sur les marchés européens les blés de pays neufs à grande culture extensive : Indes, États-Unis, Amérique du Sud, Russie. La production de ces pays s'était accrue dans des proportions considérables ; pour n'en donner qu'un exemple, la quantité de blé produite aux États-Unis est montée de 212 millions de bushels (le bushel égale 36 lit. 34) en 1867 à 292 millions en 1875 et 611 millions en 1891, ayant plus que doublé en seize années, ce qui a permis à l'exportation du blé américain de passer de 26.564.000 bushels en 1867 et 76.000.000 en 1875 à 227.000.000 en 1891, ayant triplé dans ce dernier intervalle. Des chiffres analogues pourraient être donnés pour les autres pays grands producteurs de blé.

La conséquence d'un tel développement fut une invasion des marchés européens et particulièrement du marché français par des blés exotiques. Leurs

faibles prix de revient dans des pays pratiquant la large culture extensive et jouissant d'une main-d'œuvre à bon marché ; l'abaissement considérable des frets leur permettaient de trouver acquéreur à des prix qui auraient laissé en perte l'agriculteur européen. Il faut ajouter que la plus grande partie de ces blés provenaient de pays à monnaie dépréciée, soit qu'ils en fussent restés au système de l'étalon d'argent telle les Indes, soit que leur circulation fiduciaire fut exagérée, tels les pays Sud-Américains et les États-Unis sous le régime du Sherman-Act (1890) et profitaient de ce chef d'une prime indirecte à l'exportation. La France ne pouvait lutter.

Les importations qui dans les années 1879 et 1880 avaient été formidables baissèrent dans la suite. Il en fut de même en Algérie. On s'en rend compte facilement par le tableau suivant :

Années	Importation étrangère de blés en France	Importation étrangère de blés en Algérie	Prix moyen de l'hecto sur le marché français
	(quintaux)	(quintaux)	(francs)
1880	19.064.668	340.356	22 90
1881	12.391.414	194.830	22 28
1882	12.558.061	194.830	21 51
1883	9.834.590	124.042	19 16
1884	10.134.618	25.009	17 76
1885	5.499.373	29.822	16 41

Pendant cette période de six années notre commerce de céréales avec l'Algérie est extrêmement res-

serré. Les quantités que nous y exportons sont extrêmement faibles ; elles ne sont même pas mentionnées dans les statistiques. Nous en importons cependant des quantités relativement importantes. En 1882, où elles étaient les plus faibles, elles n'atteignaient pas 500.000 quintaux ; en 1885 elles s'étaient relativement relevées, dépassant un million de quintaux. Il convient cependant de remarquer que ces importations de grains sont en grande partie balancées par des exportations corrélatives de farines provenant de la minoterie marseillaise.

En résumé, la politique libérale inaugurée sous le deuxième Empire, si elle avait été favorable au développement du commerce et de l'industrie, avait plongé nos agriculteurs aussi bien dans la Métropole que dans sa colonie dans une misère noire.

Le législateur fut obligé de sortir de son inertie et d'accorder aux paysans une protection qu'il n'avait pas refusée aux industriels. La loi du 23 mars 1885 mit un droit de 3 francs par quintal sur les blés ; un droit de 6 francs sur les farines et de 1 fr. 50 sur l'orge, l'avoine et le seigle.

L'effet de cette loi fut nul ; les prix ne se relevèrent pas, en 1886 ils étaient en moyenne de 16 fr. 54 l'hecto. Les importateurs étrangers pouvaient, grâce à des prix d'achat exceptionnellement bas, faire le sacrifice du droit de douane tout en continuant à faire des bénéfices sérieux. Les réclamations ardentes des

agriculteurs forcèrent le législateur à renforcer la maigre protection qu'il leur avait accordée en 1885. La loi du 29 mars 1887 porta à 5 francs le droit sur les blés et à 8 celui sur les farines. Cette fois-ci les prix se relevèrent dès la mise en application de la loi :

1887	18 fr. 13 l'hectolitre
1888	18 fr. 87 —
1889	18 fr. 45 —
1890	19 fr. 05 —

Dès le début la hausse fut de 2 francs par quintal, malgré des envois considérables de l'étranger faits pendant la période de préparation de la loi, et qui certainement durent peser sur les cours, empêchant le droit de produire immédiatement tout son effet.

D'ailleurs il semble bien que la loi de 1887 était encore insuffisante, les cours s'étaient relevés, mais les blés exotiques se firent de plus en plus envahissants. Les statistiques des années qui suivent 1887, accusent les chiffres d'importations étrangères suivants :

	En France		En Algérie
	—		—
1887	7.879.629 quintaux	83.486 quintaux	
1888	10.581.167 —	66.048 —	
1889	10.392.658 —	183.197 —	
1890	9.097.510 —	216.602 —	

La loi de 1887 était impuissante.

Les intempéries de l'hiver 1890-1891 amenèrent la destruction de la récolte dans une partie de la France. Alors qu'elle avait été de 116.915.880 hectolitres pour 7.061.739 hectares en 1890, elle ne fut en 1891 que de 57.265.888 hectos, donnant un rendement moyen de 13 Hl. 41 à l'hectare au lieu de 16,55 en 1890. Or, la France est un pays grand consommateur de pain dont la production est suffisante dans les bonnes années, qu'un déficit se produise dans cette production, les prix peuvent monter très rapidement.

Ce fut ce qui arriva en 1891 ; au mois de mai le blé valait à Paris 32 francs l'hectolitre, le prix du kilogramme de pain subissait une hausse corrélative atteignant un niveau menaçant pour l'alimentation publique. Les Chambres étant en session le gouvernement ne pouvait abaisser les droits sur les blés par simple décret il s'en remit au Parlement du soin de le faire.

La loi du 2 juillet 1891 statuait ainsi qu'il suit :

ARTICLE PREMIER. — A dater du 10 juillet 1891 inclusivement jusqu'au 1^{er} juin 1892 exclusivement les droits d'entrée sur le blé en grains et sur les farines de blé, portés au tableau A du tarif général des douanes, sont réduits à 3 francs par quintal de blé et à 6 francs par quintal de farine.

ART. 2. — A l'expiration de ce délai s'il n'est survenu aucune disposition législative prorogeant la réduction des droits précités ; ils seront perçus inté-

gralement, soit 5 francs par quintal de blé et 8 francs par quintal de farine.

Dès la mise en application de la loi se produisit un nouvel et gigantesque afflux de céréales étrangères. Les entrées en France se montèrent à 18.694.169 quintaux en 1891 et à 18.060.623 quintaux en 1892.

Les cours qui s'étaient momentanément relevés recommencèrent à baisser tombant successivement de 20 fr. 58 en 1891 à 17 fr. 57 en 1892, 16 fr. 55 en 1893, 15 fr. 21 en 1894. Ce dernier taux était le plus bas que nous ayons jamais connu. La baisse s'était accentuée malgré la mise en vigueur du tarif du 12 janvier 1892 qui, s'il ne touchait pas au taux de 5 francs par quintal institué en 1887 proportionnait heureusement les droits sur les farines suivant le taux du blutage.

Le taux de 1887 était donc insuffisant; les pays neufs exportateurs voyaient se développer les éléments de supériorité que leur donnaient des conditions naturelles favorables sur notre agriculture routinière et vieillie; d'autre part la loi de 1891 en abaissant les droits d'entrée même momentanément mais sans limitation aucune des quantités importables, avait permis l'arrivée sur le marché français de stocks en disproportion complète avec les possibilités de la consommation, et qui exercèrent leur action déprimante sur les cours pendant plusieurs années.

Il devenait de plus en plus nécessaire de sauver

décidément la classe paysanne française d'une misère dans laquelle elle menaçait de s'enfoncer de plus en plus. Elle aurait fini par disparaître à la longue si le législateur n'était, une fois de plus, intervenu.

La loi du 28 février 1894 porta à 7 francs le droit sur le blé et augmenta le taux de conversion du blé en farine. L'effet fut immédiat. Les importations étrangères tombèrent rapidement. Les statistiques accusent les chiffres suivants :

Années	Importation des blés étrangers en grains en France (quintaux)	Importation des blés étrangers en grains en Algérie (quintaux)
1894	11.366.838	63.035
1895	3.918.417	10.712
1896	1.134.268	18.891

Il faut noter l'importance du chiffre de 1894. Elle est due à des importations colossales pendant la période de préparation de la loi. Comme en 1885 et en 1887 les négociants étrangers s'étaient dépêchés de faire entrer leurs stocks pendant qu'il était encore temps afin de profiter de la hausse qui ne devait pas manquer de se produire dès que le nouveau droit jouerait. Contre un pareil calcul le gouvernement ne pouvait rien, il n'avait pas encore en main l'arme du cadenas qui ne devait lui être donnée qu'en 1897.

Les importateurs étrangers qui avaient fait ce calcul furent déçus. Il est probable qu'ils avaient été trop nombreux à escompter la hausse, malgré le

droit de 7 francs les prix mirent longtemps à se relever :

1894	15 fr. 21
1895	14 fr. 40
1896	14 fr. 82

En 1897 la récolte fut très mauvaise : 86.900.088 hectos pour 6.583.776 hectares soit un rendement de 13 Hl. 19 à l'hectare, alors qu'en 1896, elle s'était montée à 119.742.916 hectos pour 6.870.352 hectares soit un rendement moyen de 17 Hl. 42. Les prix moyens pour les années 1897 et 1898 s'élevèrent à 18 fr. 85 et à 19 fr. 90. Ce dernier taux eût été beaucoup dépassé si le gouvernement dès le début de 1898 n'avait usé des pouvoirs qu'il détenait de la loi de 1887 pour faire redescendre le prix du kilogramme de pain à un niveau plus rassurant pour l'alimentation publique.

Le décret du 3 mai 1898 suspendit complètement à dater du 4 mai et jusqu'au 1^{er} juillet 1898 le droit d'entrée sur le blé en grains. Les importations de blés exotiques qui avaient été de 4.776.089 quintaux en 1897 passèrent brusquement dans l'année 1898 à 19.059.358 quintaux. En Algérie elles montèrent dans la même année à 174.243 quintaux alors que l'année précédente elles n'avaient été que de 9.278 quintaux.

Les cours s'effondrèrent. En 1898 le prix moyen de l'hecto sur le marché français était de 19 fr. 90 en

1899 il n'était plus que de 15 fr. 35 et en 1900 de 14 fr. 45. Les importations étrangères aussi bien en France qu'en Algérie subirent une chute corrélative. Par contre il faut noter un développement sensible des exportations algériennes vers la Métropole. Nous résumons ce triple mouvement dans les chiffres suivants :

Années	Prix moyen de l'hectolitre de blés (francs)	Importation de blés étrangers en France (quintaux)	Importation de blés étrangers en Algérie (quintaux)	Exportation de blés algériens en France (quintaux)
1898	19 90	19.059.398	174.243	486 065
1899	15 35	451.057	3.824	853.847
1900	14 45	470.267	10.073	824.331

L'année 1900 marque une date intéressante de l'histoire des blés et des denrées agricoles en général. A la baisse générale des prix va succéder la hausse et c'est en 1900 que la courbe des prix du blé passe par le minimum de 14 fr. 45. Une hausse générale des prix va se faire sentir dans le monde entier particulièrement en ce qui concerne les denrées agricoles. Diverses causes en ont été indiquées :

Tout d'abord, l'énorme accroissement de la production de l'or à partir de 1891 commençait à faire sentir ses effets, et cet accroissement se faisait d'année en année plus rapide. Des mines nouvelles

et très productives étaient découvertes au Transvaal ; de nouveaux procédés d'extraction au cyanure de potassium et au brome permirent de pousser plus avant et à de moindres frais l'épuisement du minerai. Un grand nombre de mines qu'on n'exploitait pas devinrent payantes ; on en arriva même à traiter avec profit les boues aurifères, résidus de l'extraction par l'ancien procédé des sluices. De 1891 à 1907, la production mondiale de l'or atteignit pour la période 23.406.700.000 francs environ. La production de l'année 1908 à elle seule valait 2.200.000.000 francs.

D'autres causes concomitantes poussaient, elles aussi, vers la hausse ; telles sont : le développement du prix des services humains aboutissant à des écarts considérables entre les prix de détail et les prix de gros ; le développement de la législation ouvrière augmentant les prix de revient d'une façon très sensible. Enfin et surtout le développement du protectionnisme dans le monde entier en s'opposant à une division mondiale des entreprises et à une spécialisation de chaque pays dans les branches de production pour lesquelles il est le plus apte, amenait à la surface du globe un véritable gaspillage des forces économiques. Aucun contrepoids n'était apporté à cette tendance à la hausse. Et le phénomène était plus sensible encore pour les produits agricoles que pour les produits manufacturés parce que leurs prix de revient sont beaucoup moins

influencés pour les améliorations apportées par la technique à leur production. L'on peut discuter sur les effets d'ensemble heureux ou malheureux du phénomène; il est une chose certaine. Il a été favorable à la classe rurale aussi bien en France qu'en Algérie.

Le paysan voyait sa situation améliorée. Vivant en grande partie des produits de sa terre, et vendant ce qui, dans sa production annuelle, excédait ses besoins, il se trouvait à la fois toucher pour sa récolte un prix avantageux et payer un fermage fixe en une monnaie dont la valeur avait baissé.

Sous l'influence de ces multiples causes les prix moyens annuels atteignirent successivement, dans les années qui suivirent 1900 les niveaux suivants :

1900	14 fr. 45 l'hecto	1907	18 fr. 15 l'hecto
1901	15 fr. 16 —	1908	17 fr. 65 —
1902	16 fr. 21 —	1909	18 fr. 15 —
1903	17 fr. 20 —	1910	19 fr. 10 —
1904	16 fr. 31 —	1911	20 fr. 23 —
1905	17 fr. 63 —	1912	21 fr. 29 —
1906	17 fr. 81 —		

Il semble bien que la hausse de 1907, malgré des récoltes plutôt bonnes cette année et l'année précédente, ait eu pour cause l'énorme et général mouvement de spéculation qui entraînait à cette époque le monde entier. Dès 1908, les prix étaient retombés à 17 fr. 65 pour reprendre leur marche ascendante.

Sauf dans les dernières années, l'étranger n'exporte en France, dans toute cette période, que des quantités relativement restreintes. L'année 1903, avec un chiffre de 4.002.226 quintaux, est exceptionnelle ; les autres années, les importations n'ont pas dépassé 2 millions de quintaux. En revanche les blés algériens occupent sur le marché français une place grandissante. En 1907, les expéditions sur la France dépassaient 2 millions de quintaux. Les dernières années pour lesquelles nous ayons des renseignements sont caractérisées par de fortes importations étrangères en France :

1911	19.510.121 quintaux
1912	5.908.964 —
1913	14.545.077 —

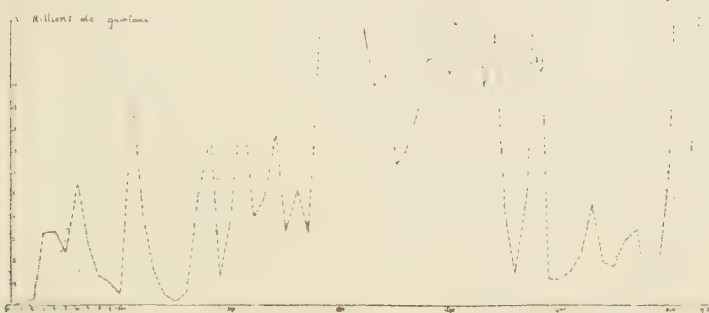
Elles ont été provoquées par les mauvaises récoltes des années 1910 et 1911 : 90.801.300 hectos en 1910 ; 111.049.900 en 1911 au lieu de 125.521.900 en 1909.

Telle est l'histoire du commerce des blés entre la France et l'Algérie.

L'union douanière a lié ces deux pays l'un à l'autre d'une façon très étroite en faisant d'eux comme un seul territoire. A partir de 1851 chaque changement dans la politique commerciale française amène une répercussion sur le marché algérien qui suit toutes les fluctuations du marché métropolitain. La politique de libéralisme économique inaugurée en 1860 com-

promit gravement les intérêts des deux pays en privant la France d'un débouché intéressant et en entravant l'essor de l'agriculture algérienne. Si favorables qu'aient été dans l'ensemble au point de vue des intérêts généraux du pays les résultats d'une telle politique, elle n'en a pas moins fait subir à l'agriculture une crise terrible, plongeant dans une misère noire aussi bien nos paysans français que nos colons algériens. La politique de protectionnisme agricole inaugurée à nouveau en 1885 donna un sens à l'union douanière, favorisant surtout l'Algérie dont la production commençait à dépasser les besoins de la consommation en lui ouvrant un marché qui cessait d'être encombré par l'afflux des blés exotiques. Il est probable que l'avenir nous rendra témoins d'un nouveau développement de l'exportation algérienne vers la France. L'augmentation des rendements moyens dans les dernières années le fait espérer. Peut-être y aura-t-il des esprits capables de s'en attrister et de craindre qu'un jour les blés métropolitains ne se trouvent fortement concurrencés. A ceux-là il faut répondre que le colon qui s'est installé de l'autre côté de la Méditerranée est tout aussi Français que le paysan métropolitain. Tout ce qui le favorise et l'enrichit, enrichit la France. On n'a pas intérêt à commercer avec un voisin pauvre.

Importations des blés étrangers en France et en Algérie
(Blés en grains. Commerce Spécial).



ANNÉES	PRODUCTION		IMPORTATION (Commerce spécial)							
	Superficies plantées (hectares)	Récoltes (hectos)	Vins ordinaires				Vins de liqueurs			
			de France		de l'Etranger		de France		de l'Etranger	
			Fûts (hectos)	Bouteilles (hectos)	Fûts (hectos)	Bouteilles (hectos)	Fûts (hectos)	Bouteilles (hectos)	Fûts (hectos)	Bouteilles (hectos)
1855	2.305	15.012	110.974	577	69.349	»	1.951	»	206	»
1856	»	»	168.931	»	92.702	216	»	»	636	»
1857	»	»	135.689	998	100.351	180	888	»	300	»
1858	»	»	234.481	821	85.605	7	1.922	»	277	»
1859	4.456	40.738	316.519	1.059	73.703	4	5.304	»	376	»
1860	4.634	33.560	238.834	1.489	91.340	3	6.811	»	608	»
1861	5.564	36.682	250.019	1.336	102.735	4	6.243	»	681	»
1862	6.503	43.232	236.531	1.336	85.547	3	5.905	»	702	»
1863	8.523	70.461	271.109	1.359	65.449	1	6.286	»	724	»
1864	9.715	63.832	302.812	1.145	61.147	1	6.865	»	735	»
1865	10.490	78.192	358.176	1.356	56.532	»	7.247	»	424	»
1866	11.430	99.108	429.514	1.444	42.313	»	7.678	»	457	»
1867	12.355	70.413	354.840	1.465	58.550	»	6.596	»	438	»
1868	13.166	144.607	366.795	1.538	71.601	»	7.000	»	683	»
1869	12.895	126.876	337.319	1.902	75.259	»	7.725	»	554	»
1870	12.516	127.094	353.341	1.695	28.260	»	7.476	»	387	»
1871	13.433	184.731	385.180	1.412	39.030	»	9.010	»	391	»
1872	16.688	227.840	339.323	1.990	57.711	»	8.290	»	669	»
1873	17.245	170.679	241.403	1.589	53.618	»	6.803	»	525	»
1874	18.324	228.909	203.302	1.399	54.532	»	5.268	»	688	»
1875	20.044	196.313	315.775	1.589	59.778	»	5.387	»	785	»
1876	16.733	222.435	338.896	1.930	70.455	»	6.480	»	996	»
1877	17.128	265.173	379.005	2.022	55.722	»	5.460	»	879	»
1878	17.614	338.220	278.139	2.065	57.169	737	5.710	»	803	»
1879	19.994	351.525	206.007	2.679	61.943	»	9.158	»	1.493	»
1880	23.724	432.580	172.906	2.395	78.703	»	5.837	»	1.741	»
1881	30.482	288.699	221.668	2.763	74.183	»	5.653	»	2.824	»
1882	39.766	681.335	226.811	2.292	87.430	»	4.817	»	3.316	»
1883	46.286	821.684	140.201	3.433	54.505	»	4.571	»	3.726	»
1884	56.006	890.899	85.565	3.975	64.915	»	4.550	»	3.470	»
1885	70.886	867.825	226.673	3.668	65.928	»	4.066	»	3.270	»
1886	79.049	1.667.948	174.222	6.646	68.147	»	4.446	»	2.765	»
1887	87.795	1.903.011	80.769	3.190	76.266	»	3.068	1.356	2.437	»
1888	103.408	2.761.178	49.254	3.293	73.512	»	4.607	1.359	1.797	»
1889	106.350	2.578.038	71.321	4.484	56.149	»	6.305	1.602	1.354	»
1890	110.042	2.231.686	67.671	2.310	54.213	»	5.225	1.575	1.939	»
1891	109.459	4.018.969	51.304	3.181	69.730	»	6.322	1.621	2.022	»
1892	111.879	3.002.079	66.007	2.693	42.607	»	4.396	9.064	1.679	»
1893	116.394	3.772.779	75.232	4.062	37.172	»	5.078	2.621	878	»
1894	120.886	3.593.193	50.648	2.645	23.379	»	4.426	1.546	845	»
1895	122.186	4.131.846	25.410	1.324	15.904	»	6.075	1.210	854	»
1896	119.630	4.502.371	45.384	1.153	24.491	11	4.381	1.461	609	49
1897	125.768	4.381.377	33.524	879	10.559	16	5.753	1.446	653	65
1898	143.935	5.549.588	17.449	1.407	22.971	9	7.255	1.994	456	26
1899	159.026	4.502.028	8.090	1.258	42.300	16	11.127	2.504	546	41
1900	134.430	5.634.829	8.712	204	30.099	34	10.713	2.390	423	34
1901	167.916	5.738.342	»	1.432	3.095	43	10.142	2.183	533	24
1902	142.992	4.353.867	2.247	2.447	342	37	12.426	2.278	558	18
1903	171.734	6.589.360	2.724	2.780	2.822	31	7.867	2.037	470	43
1904	173.299	7.630.175	1.704	2.959	1.098	36	7.145	2.063	292	16
1905	167.057	7.740.353	7.742	—	377	—	8.757	—	393	—
1906	164.324	6.905.720	3.944	3.306	214	32	6.698	2.640	386	21
1907	146.985	8.601.228	3.236	2.386	142	28	7.549	2.618	351	37
1908	141.284	7.803.734	2.587	3.609	127	40	6.223	2.707	381	25
1909	125.386	8.238.719	2.626	3.969	106	62	6.603	3.265	354	30
1910	138.427	8.413.654	—	2.972	693	67	6.993	3.353	357	43
1911	145.295	8.833.677	—	2.911	168	64	6.985	3.152	309	86
1912	166.106	6.671.183	9.800	2.540	116	88	7.042	3.963	365	164
1913	»	»	»	4.093	110	76	7.444	3.978	319	137

EXPORTATION (Commerce spécial)

Vins ordinaires				Mistelles		Vins de liqueurs				Eau-de-vie de vin			
sur la France		sur l'Etranger		sur la France Fûts (hectos)	sur l'Etranger Fûts (hectos)	sur la France		sur l'Etranger		sur la France		sur l'Etranger	
Fûts (hectos)	Bouteilles (hectos)	Fûts (hectos)	Bouteilles (hectos)			Fûts (hectos)	Bouteilles (hectos)	Fûts (hectos)	Bouteilles (hectos)	Fûts (hectos)	Bouteilles (hectos)	Fûts (hectos)	Bouteilles (hectos)
»	»	1.235	79	»	»	»	»	»	»	»	»	132	»
»	»	245	6	»	»	»	»	»	10	»	»	»	»
»	»	134	5	»	»	»	»	»	»	»	»	7	»
»	»	143	5	»	»	»	»	»	»	»	»	29	»
»	»	255	27	»	»	»	»	»	»	»	»	81	»
»	»	117	»	»	»	»	»	»	»	»	»	49	»
»	»	219	6	»	»	»	»	»	»	»	»	42	»
»	»	884	»	»	»	»	»	»	4	»	»	42	»
»	»	245	7	»	»	»	»	»	»	»	»	22	»
»	»	185	»	»	»	»	»	»	17	»	»	»	»
»	»	517	20	»	»	»	»	»	45	»	»	20	»
148	9	324	»	»	»	»	»	»	79	»	»	»	»
103	»	297	»	»	»	»	»	»	5	»	»	»	»
193	»	288	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
746	»	370	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
793	»	118	»	»	»	»	»	»	»	»	»	68	»
483	»	221	»	»	»	»	»	»	»	»	»	93	»
3.226	»	193	»	»	»	»	»	»	»	»	»	34	»
4.374	»	212	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
4.507	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
2.176	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
3.709	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
2.178	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1.075	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
5.415	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
17.049	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
10.868	»	3.650	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
9.236	»	2.170	»	»	»	»	»	»	»	»	»	161	»
83.878	»	2.438	»	»	»	»	»	»	»	»	»	243	»
190.076	»	5.251	»	»	»	»	»	»	»	»	»	94	»
324.289	»	10.845	»	»	»	»	»	»	»	»	»	224	»
490.393	»	8.690	»	»	»	»	»	»	»	»	»	95	»
165.199	185	23.346	»	»	»	160	»	»	»	1.278	»	200	»
1.234.219	142	23.750	»	»	»	641	»	»	»	5.218	»	321	»
1.591.252	351	21.910	»	»	»	299	»	247	»	7.262	»	132	»
1.971.347	281	29.366	»	»	»	901	»	346	»	9.619	»	81	»
1.800.950	506	29.157	»	»	»	1.281	»	271	»	8.692	»	171	»
2.840.632	312	25.894	»	»	»	1.064	»	173	»	9.396	»	125	»
1.828.289	106	29.168	»	»	»	1.381	»	501	»	6.381	»	82	»
2.019.869	958	28.976	184	»	»	847	»	677	»	9.514	»	188	»
2.902.054	560	25.204	153	»	»	17.836	»	280	»	9.189	»	86	»
3.136.669	615	26.568	124	»	»	68.156	»	251	»	10.316	»	53	29
3.600.321	577	26.994	111	»	»	183.884	»	139	21	10.269	»	90	39
3.293.818	201	25.660	144	»	»	97.646	»	5	5	12.911	»	92	68
4.676.047	157	37.508	162	»	»	104.582	»	—	12	18.134	»	83	27
2.331.421	160	20.216	139	»	»	104.551	»	—	24	14.314	»	92	94
2.609.766	134	51.640	342	»	»	150.290	»	—	10	12.286	»	169	92
4.170.090	577	68.859	166	201.159	3.856	78	22	10	10	3.900	17	164	123
4.767.171	88	27.381	157	128.061	2.080	533	22	57	15	4.634	13	44	3
4.403.038	63	31.831	166	109.766	2.607	1.791	5	14	12	3.467	10	3	5
4.815.679	154	84.674	321	123.735	2.619	13.969	14	19	20	12.215	»	307	—
5.385.570	165	64.449	226	140.637	2.087	24.058	38	205	104	2.929	1	221	12
5.670.234	91	147.732	361	164.486	2.394	19.168	—	426	120	6.186	»	7	—
6.347.639	80	109.735	756	116.623	1.955	13.540	57	323	186	7.360	10	178	33
6.047.140	142	109.040	672	76.436	3.752	16.070	79	248	247	7.565	14	35	33
6.639.485	111	94.581	668	88.962	1.851	8.634	30	462	295	3.922	—	301	—
7.302.662	97	76.586	653	43.902	4.043	2.318	5	165	491	3.508	»	43	—
7.596.148	96	138.913	682	56.250	2.403	1.752	19	445	859	2.621	»	632	65
4.646.292	89	131.590	1.143	67.299	3.228	1.963	»	594	822	1.234	2.648	357	»

ANNÉES	FRANCE							
	PRODUCTION				IMPORTATION (com. sp.)		EXPORTATION (com. sp.)	
	Superficies (hectares)	En hectolitres	Quintaux moyenne par hectare	Prix moyen de l'hectol.	Grains total en quintaux	Farines total en quintaux	Grains total en quintaux	Farines total en quintaux
1850	5.951.384	87.986.232	14,78	14,32	455	136	1.533.475	1.249.444
1851	5.999.376	85.986.232	14,33	14,48	79.920	43	1.510.915	1.323.218
1852	6.090.049	86.065.386	14,13	17,23	208.411	399	749.673	754.153
1853	6.210.605	63.709.038	10,26	22,39	3.263.068	313.671	155.991	445.390
1854	6.408.938	97.194.271	15,17	28,82	3.327.762	684.626	39.872	105.219
1855	6.419.330	72.936.726	11,36	20,32	2.448.110	283.058	726	100.657
1856	6.468.230	85.308.953	13,19	30,75	5.581.776	849.066	55	88.521
1857	6.593.530	110.426.462	16,75	24,37	2.794.586	109.155	99.919	147.471
1858	6.639.688	109.989.747	16,56	16,75	1.320.161	48.264	2.976.667	1.332.767
1859	6.709.278	87.545.960	13,05	16,74	1.049.780	10.432	3.314.204	2.003.680
1860	6.711.298	101.573.625	15,13	20,24	541.242	8.906	1.862.523	1.245.406
1861	6.754.227	75.116.287	11,12	24,55	9.167.641	752.271	383.917	377.068
1862	6.881.613	99.292.224	14,43	23,24	4.145.217	400.047	191.172	161.800
1863	6.918.768	116.781.794	16,88	19,78	1.625.177	158.638	458.661	114.443
1864	6.880.073	111.294.018	16,15	17,58	561.201	34.459	831.197	498.200
1865	6.904.892	95.571.609	13,84	16,41	231.943	17.700	2.217.230	957.019
1866	6.915.565	83.131.455	12,33	19,61	598.191	21.601	2.382.156	1.934.529
1867	6.960.425	87.005.739	11,92	26,19	5.070.361	1.306.850	250.023	126.292
1868	7.062.841	116.783.000	16,53	26,64	7.844.257	322.474	361.242	104.488
1869	7.034.087	107.941.553	15,34	20,33	1.338.282	34.403	541.852	85.344
1870	»	»	»	20,56	3.773.331	328.265	233.251	53.383
1871	6.422.883	69.276.419	10,78	25,65	9.498.322	662.034	59.368	39.562
1872	6.937.922	120.803.459	17,41	23,15	4.045.181	139.518	2.341.924	543.185
1873	6.825.948	81.892.667	11,99	25,64	4.953.287	167.400	1.005.870	856.239
1874	6.871.186	133.130.163	19,36	25,11	7.900.873	212.820	732.087	684.962
1875	6.946.981	160.634.861	14,48	19,32	3.493.711	28.838	1.853.369	2.144.710
1876	6.850.458	95.439.832	13,90	20,59	5.281.459	40.607	601.260	1.307.426
1877	6.976.755	100.145.651	14,35	23,42	3.397.472	63.437	1.476.676	1.684.764
1878	6.843.085	95.270.698	13,92	23,08	13.873.453	74.437	96.484	363.084
1879	6.941.675	79.355.806	11,43	21,92	22.170.966	119.252	56.295	191.092
1880	6.869.875	99.471.559	14,57	22,90	19.999.437	280.613	88.941	151.812
1881	6.959.114	96.810.356	13,91	22,28	12.852.054	235.663	86.470	166.941
1882	6.907.792	122.153.524	17,70	21,51	12.946.981	326.656	84.004	97.412
1883	6.803.821	103.753.426	15,23	19,16	10.117.673	430.890	103.713	122.756
1884	7.052.221	114.230.977	16,20	17,76	10.549.219	503.491	39.518	107.084
1885	6.956.765	109.851.862	15,79	16,41	6.457.861	298.348	74.282	86.363
1886	6.956.167	107.287.082	15,42	16,54	7.097.486	252.643	28.305	76.539
1887	6.967.468	112.456.107	16,14	18,13	8.967.143	190.727	9.478	48.262
1888	6.978.134	98.740.728	14,15	18,87	11.357.123	277.632	13.412	92.153
1889	7.038.968	108.319.771	15,39	18,45	11.417.592	305.899	11.048	113.770
1890	7.061.739	116.915.880	16,35	19,05	10.552.014	317.458	5.874	85.568
1891	5.759.599	77.265.828	13,41	20,58	19.601.834	742.025	7.362	66.201
1892	6.986.628	109.537.907	15,67	17,87	18.842.370	425.566	8.410	127.040
1893	7.073.050	97.792.080	13,82	16,55	10.031.629	159.103	17.796	196.798
1894	6.991.449	122.469.207	17,52	15,21	12.496.188	202.291	31.891	245.475
1895	7.001.669	119.967.745	17,13	14,42	4.507.304	346.131	20.718	132.616
1896	6.870.352	119.742.416	17,42	14,82	1.584.770	217.074	11.310	180.149
1897	6.583.776	86.900.088	13,19	18,85	5.226.591	183.869	5.615	38.593
1898	6.963.711	128.096.149	18,50	19,90	19.545.463	381.466	17.448	406.716
1899	6.940.210	128.418.920	18,50	15,35	1.304.943	196.381	19.279	203.857
1900	6.864.170	114.7.0.880	16,71	14,45	1.294.828	208.086	15.202	268.050
1901	6.793.783	109.573.810	16,12	15,16	1.583.088	251.265	6.366	185.383
1902	6.563.711	115.530.692	17,60	16,21	2.457.459	292.430	8.133	162.544
1903	6.478.728	128.385.530	19,81	17,20	4.726.027	217.366	6.209	119.979
1904	6.528.893	105.305.575	16,13	16,31	2.063.707	206.391	5.098	169.931
1905	6.468.148	119.387.159	18,16	17,43	1.825.899	123.716	10.618	299.217
1906	6.516.758	114.500.653	17,57	17,81	3.072.209	87.635	23.591	306.716
1907	6.577.469	132.853.578	18,15	20,20	3.573.742	175.359	13.025	266.043
1908	6.564.370	111.979.680	17,06	17,65	749.085	72.745	59.541	329.941
1909	6.596.240	125.521.900	19,03	18,15	1.428.436	43.666	184.300	438.408
1910	6.553.370	90.801.300	13,85	19,10	6.348.591	125.135	13.469	251.865
1911	6.433.360	111.949.900	17,26	20,23	21.499.249	138.129	7.464	171.180
1912	6.571.580	118.505.800	18,03	21,29	7.112.116	111.931	16.711	271.224
1913	6.542.230	113.119.920	17,13	17,13	15.566.517	100.531	16.057	204.983

I. P. Delorme, le Commerce algérien jusqu'en 1902. A partir de 1902 : Statistique agricole

ALGÉRIE											
PRODUCTION				EXPORTATION (comm. spécial)				IMPORTATION (comm. spécial)			
Blé tendre		Blé dur		En France		A l'Etranger		De France		De l'Etranger	
Superficies (hectares)	Quantités (quintaux)	Superficies (hectares)	Quantités (quintaux)	Grains (quintaux)	Farines (quintaux)	Grains (quintaux)	Farines (quintaux)	Grains (quintaux)	Farines (quintaux)	Grains (quintaux)	Farines (quintaux)
»	»	»	»	69	»	»	»	»	1.820	»	»
»	»	»	»	81.790	»	»	»	»	80.534	»	»
»	»	»	»	207.468	»	»	»	»	101.214	»	»
»	»	»	»	411.818	»	2.755	102	»	32.768	»	2.592
17.796	165.664	465.820	4.043.420	685.096	»	100.143	34.062	»	7.665	8.228	4.843
20.627	135.672	524.764	2.348.677	858.662	»	»	35.766	»	227	10.180	5.974
23.635	124.135	555.356	2.933.164	419.367	»	»	»	»	12.101	16.565	26.490
»	»	»	»	242.887	2.895	16.984	»	42	7.478	26.812	26.544
»	»	»	»	156.072	656	255.004	25.249	9.429	25.708	8.652	6.924
32.832	276.481	533.816	2.964.527	120.761	1.046	51.424	5.961	46.878	128.080	81.346	12.064
30.626	234.611	946.066	2.916.726	194.619	1.557	82.404	9.259	458	49.708	1.584	122
71.002	308.133	891.219	3.879.678	229.480	13.630	46.177	7.256	10.193	46.567	5.201	316
36.175	223.503	829.170	3.400.336	73.391	4.624	40.610	2.192	23.478	22.992	6.462	»
48.669	463.900	1.000.256	6.572.463	174.365	4.999	32.216	7.045	26.875	9.237	14.930	28.224
57.526	541.933	1.060.379	3.814.574	373.993	21.493	229.337	31.597	473	589	313	812
55.176	448.988	1.035.158	4.624.777	196.958	10.930	226.491	46.997	209	1.389	2	1.257
51.158	296.539	963.173	3.105.195	58.884	3.341	136.561	19.307	5.850	15.809	28.726	20.631
52.725	206.780	890.587	1.998.745	»	»	48.154	12.428	2.518	13.433	552.336	130.533
48.085	417.962	553.081	3.997.079	»	»	235.165	41.648	1.344	6.151	744.640	82.664
58.703	458.831	628.141	3.917.791	38.729	»	85.439	68.783	866	537	211.025	68.670
51.396	437.608	670.446	4.488.274	38.217	»	60.877	46.052	259	579	231.996	102.705
71.191	509.698	722.393	2.783.428	312.105	»	126.551	72.251	1.268	395	»	6.916
87.863	727.190	764.737	4.047.517	632.364	»	255.835	77.012	2.161	1.230	18.372	15.244
103.765	801.682	847.701	4.398.233	938.588	»	189.546	32.785	190	2.712	2.939	7.153
172.201	1.215.694	1.119.852	5.621.894	786.188	»	313.784	33.147	161	3.794	12.941	6.672
141.113	1.117.766	1.190.517	5.847.412	505.670	»	222.539	46.102	347	672	2.989	8.986
121.495	1.013.313	1.199.678	6.108.254	870.279	»	224.268	47.736	585	502	»	16.442
123.753	770.939	1.226.587	3.659.200	609.277	22.815	144.022	22.569	»	4.340	24.228	8.720
134.658	897.147	1.019.025	3.952.043	175.306	»	27.821	10.548	»	9.875	173.881	40.006
144.083	1.213.058	1.119.942	4.347.616	147.975	4.784	236.494	31.293	»	14.993	26.026	119.542
171.216	1.405.313	1.167.610	5.425.003	934.769	7.620	146.290	21.231	»	3.720	340.356	49.430
181.746	645.805	1.140.819	3.564.238	460.640	9.923	92.145	21.557	»	5.633	194.830	128.999
182.926	1.527.320	1.062.525	5.062.533	388.920	4.621	361.697	34.993	»	2.619	194.830	210.577
192.352	1.178.613	1.146.177	5.256.821	283.083	6.943	139.430	95.610	»	2.406	124.042	145.461
202.390	1.649.415	1.172.706	6.833.194	414.601	16.779	89.262	89.262	»	696	25.009	154.321
191.053	1.137.287	1.124.322	5.476.520	958.488	36.088	793.336	25.334	»	31.262	29.822	8.133
204.078	1.239.364	1.042.440	5.425.043	1.182.947	29.302	151.641	8.438	»	48.831	29.698	12
184.796	1.100.072	1.050.781	4.673.760	1.087.514	13.375	73.256	12.456	»	28.015	83.468	»
189.946	1.424.067	1.049.108	4.055.837	775.956	6.566	2.071	11.231	»	81.771	66.048	»
185.188	1.294.097	928.141	3.952.955	1.024.934	10.422	5.113	2.180	»	102.171	183.197	»
197.606	1.509.676	1.105.856	6.246.810	1.454.504	21.877	11.387	1.484	»	60.336	216.602	»
183.246	1.386.471	1.069.889	5.739.067	907.665	28.403	1.853	963	»	45.071	120.875	»
185.478	763.822	1.094.989	4.673.594	781.747	15.304	1.429	748	»	89.362	50.678	10.735
176.262	931.294	1.136.641	4.383.431	383.262	8.090	378	1.372	»	161.262	148.787	393
174.402	1.487.201	1.108.053	6.960.379	786.570	8.848	75	221	»	145.310	63.035	117
178.476	1.242.114	1.142.247	5.828.907	1.129.450	99.764	1.087	617	»	72.375	10.742	70
182.385	1.055.219	1.079.875	5.181.314	588.887	42.408	1.021	356	»	141.870	17.891	139
185.906	932.931	1.077.946	4.480.448	450.502	15.673	3.821	9.003	»	121.607	9.278	229
233.848	1.598.595	1.023.756	5.780.719	486.065	8.731	772	390	2.573	168.860	174.243	165
213.040	1.042.908	1.090.542	5.021.165	853.847	36.955	725	725	5.419	119.495	3.824	120
210.307	1.692.764	1.108.052	7.479.972	824.331	26.325	11.492	495	278	165.645	10.073	197
211.559	1.671.622	1.096.727	7.103.867	1.539.944	»	2.694	343	»	90.213	»	»
218.008	1.793.401	1.168.692	7.431.709	1.419.364	83.601	2.118	217	2.995	72.180	1.900	40
237.877	1.792.634	1.179.721	7.470.645	723.801	97.434	857	256	4.631	62.686	41.389	55
253.330	1.590.915	1.061.402	5.344.732	921.994	70.509	798	23.507	1.165	47.151	69.263	5
265.750	1.306.758	1.108.879	5.564.798	546.737	37.981	8.292	50.997	12.064	52.502	29.616	9
263.516	1.112.069	1.078.179	7.229.086	1.187.654	25.635	2.156	21.905	39.057	99.223	17.757	97
279.558	2.427.000	1.038.663	6.080.801	2.069.425	74.975	3.769	23.352	3.619	60.477	26.360	452
334.558	2.166.028	1.121.121	5.927.815	538.899	26.932	185.414	37.457	9.758	66.993	42.512	24
302.931	2.7.4.684	1.083.329	6.927.466	1.733.119	19.283	82.485	21.545	26.598	93.779	7.894	66
302.050	2.381.856	1.136.414	7.381.516	1.573.732	103.519	109.731	45.130	7.457	39.631	68.921	9
				1.689.128	95.287	72.807	76.928	278	26.140	87.214	6
				1.203.152	83.622	100.606	104.310	17.962	38.322	77.308	59
				1.011.420	54.562	22.107	70.347	8.182	75.888	287.732	699

LES ORGES

Les orges forment la plus grande partie, environ 50 o/o de la production des céréales indigènes. Elles sont cultivées en Algérie dans toutes les régions. On doit en distinguer deux catégories : les orges de brasserie et les orges fourragères ; les premières proviennent de régions privilégiées. La région de Sétif en produit d'assez grandes quantités qui s'écoulent par les ports de Philippeville et de Bougie. Dans le département d'Oran les belles orges proviennent de Sidi-bel-Abbès, de Mascara et du Tiaret. Dans celui d'Alger les régions qui fournissent les orges les plus blanches sont celles de Médéa Berrouaghia et Téniet et Haâd.

Alors que les blés sont dirigés presque uniquement sur le port de Marseille, ce sont les ports du Nord de la France Dunkerque en particulier, qui absorbent la presque totalité des quantités exportées. Les orges algériennes sont très appréciées de la brasserie française, à la fois par la qualité du malt qu'elles produisent et par leur prix de revient inférieur.

En 1910 les superficies atteignaient 155.230 hectares en culture européenne ; 1.188.565 hectares en culture indigène. Les productions étaient respectivement de 1.662.711 quintaux pour les européens et de 8.698.566 quintaux pour les indigènes, soit en

tout 10.361.277 quintaux pour 1.343.795 hectares. Pendant cette même année 1910, la France avait produit 9.713.704 quintaux pour 748.340 hectares. Là encore on remarque la différence des rendements. Les quantités exportées sont très variables suivant les années, les chiffres des exportations dépendent de ceux de la récolte.

Le marché métropolitain constitue un débouché intéressant pour les orges algériennes. La production française de cette céréale est en voie de décroissance. Les superficiesensemencées annuellement qui aux environs de 1850 se tenaient entre 1.000.000 et 1.200.000 hectares donnant une production oscillant entre 19 et 25.000.000 de quintaux, n'atteignaient plus dans les dernières années que 700 à 750.000 hectares, produisant des quantités variant de 12 à 15.000.000 de quintaux. La production algérienne se maintient au niveau de 10 à 12 millions de quintaux pour 1.300.000 hectares environ. Il y a là un fait digne d'être remarqué. Les orges d'Algérie trouveront sur le marché français de plus en plus facilement preneurs d'autant qu'avec le développement de la brasserie française il devient de plus en plus déficitaire.

Les orges d'Algérie. — Production et Exportation (1)

ANNÉES	PRODUCTION				EXPORTATION (Commerce spécial)	
	Européens		Indigènes		Sur la France (quintaux)	Sur l'Etranger (quintaux)
	Superficiés (hectares)	Récoltes (hectos)	Superficiés (hectares)	Récoltes (hectos)		
1894	114.753	1.176.984	1.289.713	9.270.721	421.869	232.336
1895	120.467	938.279	1.314.899	7.673.984	979.874	57.793
1896	119.806	874.485	1.262.215	5.895.397	740.968	23.773
1897	127.699	759.697	1.215.500	4.695.466	293.132	10.907
1898	127.425	1.273.374	1.116.497	7.755.046	400.676	59.526
1899	135.421	1.075.400	1.260.112	6.128.565	967.385	97.506
1900	141.010	1.618.187	1.313.888	10.455.807	744.401	98.755
1901	137.098	1.468.613	1.254.911	9.149.902	1.841.558	166.339
1902	131.198	1.375.218	1.308.252	9.056.363	1.516.718	151.421
1903	142.710	1.163.146	1.283.803	7.218.456	560.039	12.287
1904	123.364	1.055.596	1.143.892	6.809.696	384.035	5.951
1905	124.612	875.936	1.180.871	5.074.698	163.968	26.525
1906	135.740	1.489.225	1.174.220	8.874.528	436.853	35.637
1907	132.999	1.313.559	1.150.277	7.731.421	981.418	310.607
1908	138.992	1.323.952	1.254.191	6.860.727	733.398	210.542
1909	177.166	2.179.837	1.205.198	8.225.245	607.763	97.483
1910	155.230	1.662.711	1.188.565	8.698.566	865.802	148.240
1911					970.746	427.018
1912					642.353	434.886
1913					267.590	572.718

L'avoine. — Production et Exportation (1)

ANNÉES	PRODUCTION				EXPORTATION (Commerce spécial)	
	Européens		Indigènes		Sur la France (quintaux)	Sur l'Etranger (quintaux)
	Superficies (hectares)	Récoltes (hectos)	Superficies (hectares)	Récoltes (quintaux)		
1894	56.197	721.560	3.801	36.885	462.630	621
1895	65.196	704.962	6.269	50.152	648.881	4
1896	67.841	721.128	5.408	46.349	759.751	141
1897	67.873	522.336	6.908	59.601	273.665	1.539
1898	63.429	786.722	7.940	87.680	522.477	—
1899	74.369	600.786	10.261	57.281	352.089	481
1900	79.714	869.662	13.004	123.373	552.711	1.016
1901	81.550	906.823	19.120	199.675	787.022	331
1902	94.384	1.041.753	26.026	225.733	925.242	4.758
1903	103.422	935.763	27.656	221.983	462.318	81.990
1904	96.528	839.737	22.059	122.689	441.062	23.659
1905	101.302	786.606	24.616	234.637	401.522	1.500
1906	104.616	1.160.052	23.530	201.228	490.159	162
1907	113.565	1.344.810	24.295	201.219	651.674	602
1908	146.919	1.213.629	25.158	179.818	651.456	2.720
1909	138.806	1.507.169	24.949	424.296	518.912	3.565
1910	144.581	1.435.131	31.113	237.007	669.381	11.241
1911					891.982	25.239
1912					469.290	40.380
1913					435.818	104.827

1. Jusqu'en 1902. P. Delorme. — A partir de 1902. Production : *Statistique générale de l'Algérie*. — Exportation : *Documents statistiques réunis par l'Administration des douanes à Paris*.

III. — LES BÉLIERS, BREBIS ET MOUTONS (1)

Les béliers, brebis et moutons viennent au troisième rang dans le tableau des exportations algériennes pour une valeur dépassant, dans l'année 1913, 40.000.000 de francs.

L'exportation algérienne annuelle est assez considérable, mais elle porte sur des animaux dont les qualités comme bêtes de boucherie laissent souvent à désirer. Il faut à ce point de vue distinguer plusieurs races.

La race barbarine, à large queue, douée d'une grande aptitude à la production de la laine, mais fournissant une chair peu estimée, coriace et à goût de suif ; les cours de ces moutons sont inférieurs de 20 à 30 0/0 à ceux des autres qualités. Elle se rencontre uniquement dans la partie est du département de Constantine.

Croisée avec la race berbère, la race barbarine donne la variété demi-queue (région de Meskiana de Sedrata et d'Aïn-Beïda), remarquable quant à sa facilité d'engraissement. Les moutons de cette catégorie peuvent atteindre, à deux ans et demi, 28 à 38 kilos de poids vif et donner de 14 à 18 kilos de viande de bonne qualité.

1. V. Delorme, *Commerce algérien*. — Couput, *la Race ovine*.

Le mouton berbère de qualité intermédiaire comme viande entre la barbarine et les races arabes, petit, peu précoce et mal conformé, tend de plus en plus à se confiner dans les régions montagneuses. Il tend à disparaître de la Kabylie proprement dite.

La race arabe, de beaucoup la plus nombreuse avec diverses variétés : queue fine, tête blanche, noire ou brune, se rencontre sur les Hauts Plateaux et dans la presque totalité des plaines de l'Algérie. Les qualités sont variables suivant les origines.

Dans l'ouest oranais se rencontre le mouton marocain importé en quantité assez considérable par les marchés de Marnia, El Arricha, Sebdou et Bedeau.

Le cheptel ovin en Algérie a subi des oscillations assez grandes depuis 1870. Les années de mauvaises récoltes semblent bien avoir pour effet de la diminuer considérablement en provoquant de très fortes exportations.

La population ovine atteignait en 1870 4 millions 919.600 têtes (béliers, brebis, moutons et agneaux). Elle a crû d'année en année jusqu'en 1875 où elle atteignit 9.699.111 têtes pour subir, dans la période qui suit, un mouvement descendant. Le minimum est atteint en 1882 : 5.142.321 têtes. A partir de cette date le cheptel algérien se reconstitue à nouveau. En 1887 et 1888 il atteint successivement les niveaux de 10.854.088 et 10.712.926 têtes, les plus élevés

qu'il ait jamais connus. Des séries de récoltes mauvaises ou médiocres le font descendre à 6.723.952 têtes en 1900. Depuis 1900, le mouvement de reconstitution est graduel. En 1905, le cheptel ovin remonte à un niveau dépassant 9.000.000 de têtes. Depuis il n'a jamais été inférieur à ce chiffre. Les derniers chiffres que nous possédons font ressortir les existences suivantes :

1908	9.632.177 têtes
1909	9.066.916 —
1910	9.042.302 —

La plus grande partie de l'exportation algérienne se dirige sur la France. L'Étranger ne reçoit annuellement qu'un nombre de têtes oscillant entre 1.000 et 50.000 têtes, alors que certaines années le nombre des moutons de provenance algérienne dépassait 1.000.000 de têtes à l'entrée en France. Nous donnons le tableau qui résume ces exportations. Il est intéressant de le comparer avec celui du cheptel. Les périodes des fortes exportations coïncident avec celles de diminution du cheptel et de mauvaises récoltes.

Les importations de moutons français en Algérie sont insignifiantes, elles ne dépassent pas quelques centaines de têtes et, la plupart du temps, ne fait même pas l'objet d'une mention spéciale dans les statistiques.

Par contre, l'Algérie importe des quantités assez

considérables de moutons de provenance tunisienne ou marocaine. En 1913, sur un nombre total de 149.022 têtes de provenance étrangère, les importations marocaines venaient pour 144.173 têtes ; les importations tunisiennes pour 4.399 têtes ; 150 têtes seulement provenaient d'Espagne. Le tout représentait une valeur totale de 4.922.750 francs. Si on y ajoute 1.443 agneaux provenant des mêmes pays, cela fait en tout, pour la race ovine, 5.833 têtes valant 1.940.132 francs.

En somme, la France constitue presque l'unique marché des moutons algériens. Quel intérêt ce débouché présente-t-il pour l'avenir.

Le mouton algérien commence à se relever dans l'opinion des acheteurs. De nombreuses causes en dépriment encore les cours. Les moutons engraisés dans le Sud pendant l'hiver se présentent au printemps sur les marchés des Hauts Plateaux, et de là ils se transportent à pied jusqu'au port d'embarquement. La conséquence de cette émigration printanière est un encombrement périodique du marché de Marseille qui exerce une action déprimante sur les cours, et l'embouche est insuffisante sur le littoral algérien pour porter remède à cet état de choses. D'autre part, il est évident que les longues promenades forcées, conséquences de la cherté des transports par chemin de fer, amaigrissent les moutons, d'autant qu'elles sont généralement suivies d'un

jeûne d'au moins quarante-huit heures à bord des paquebots qui les transportent des ports d'Afrique au port de Marseille. Aussi le mouton algérien ne se présente-t-il sur le marché marseillais qu'à l'état qualifié de mi gras par les commerçants.

Les moutons sont acquis sur le marché marseillais par les négociants emboucheurs du Midi qui les engraisent et les expédient ensuite un peu sur toute la France.

Il semble que le marché métropolitain soit appelé à être fort intéressant dans l'avenir pour les éleveurs algériens. En France comme ailleurs, les progrès de l'agriculture ont amené la diminution du nombre des ovidés en même temps que l'augmentation du nombre des bovidés. Un peu dans tous les pays où la culture a atteint un certain développement, et est en progrès assez rapide les statistiques relatives au cheptel ovin voient leurs chiffres décroître d'une façon lente et continue, alors que les chiffres du cheptel bovin varient parallèlement et en sens inverse.

Le mouton est l'animal des pays pauvres : peu exigeant, il se contente des plus minces pâturages, mais il les tond de très près et là où il est passé les bœufs ne trouvent rien, aussi convient-il surtout aux régions pauvres à pâturages maigres. L'Algérie possède des espaces considérables qui seraient éminemment propres à l'élevage du mouton, et permettraient au cheptel de s'accroître dans de très fortes proportions.

Le cheptel algérien de 1870 à 1910 (Race ovine et race bovine) (1)

ANNÉES	RACE OVINE			RACE BOVINE		
	Européens	Indigènes	Total	Européens	Indigènes	Total
1870	164.983	4.754.617	4.919.600	88.084	637.385	725.469
1871	156.775	4.869.060	5.025.835	79.897	639.771	719.668
1872	156.460	5.772.227	5.928.687	88.378	727.490	815.868
1873	178.910	7.538.939	7.717.849	101.873	719.721	821.594
1874	183.144	8.970.466	9.153.610	103.717	908.551	1.012.268
1875	186.935	9.512.176	9.699.111	112.126	940.040	1.052.166
1876	173.036	9.305.217	9.478.253	122.882	1.036.801	1.159.683
1877	192.553	8.996.222	9.188.775	132.212	1.119.048	1.251.260
1878	205.515	8.298.556	8.504.071	123.597	1.090.829	1.214.426
1879	»	»	»	»	»	»
1880	»	»	»	»	»	»
1881	230.860	5.764.035	5.994.895	134.980	976.975	1.111.955
1882	239.731	4.902.590	5.142.321	136.939	890.974	1.027.913
1883	300.805	5.755.878	6.056.683	143.925	960.805	1.104.820
1884	318.685	6.491.894	6.810.579	142.027	984.359	1.126.886
1885	317.975	7.458.136	7.776.111	139.384	1.025.355	1.164.739
1886	321.730	9.036.044	9.757.774	136.509	1.061.648	1.198.157
1887	315.510	10.538.578	10.854.088	138.536	1.071.623	1.210.159
1888	288.767	10.424.159	10.712.926	128.549	1.098.529	1.227.078
1889	341.855	9.133.432	9.475.287	132.067	1.085.076	1.217.143
1890	374.144	8.578.591	8.952.725	130.032	1.102.771	1.232.803
1891	322.169	8.547.502	8.869.671	136.763	1.096.298	1.233.051
1892	343.094	9.032.801	9.375.895	136.865	1.094.645	1.231.510
1893	333.892	9.168.154	9.502.046	132.113	1.061.802	1.193.915
1894	333.926	7.361.863	7.695.789	131.768	1.001.831	1.133.599
1895	351.407	7.540.570	7.891.979	135.754	985.492	1.121.246
1896	326.272	7.108.934	7.435.206	137.228	966.932	1.104.160
1897	348.743	7.367.909	7.716.652	142.458	952.804	1.095.262
1898	388.790	6.637.500	7.026.290	149.688	854.487	1.004.175
1899	387.598	7.136.165	7.523.763	149.882	895.220	1.045.102
1900	372.646	6.351.306	6.723.952	145.840	846.711	992.551
1901	415.584	7.638.174	8.053.758	143.571	891.553	1.035.104
1902	447.719	8.277.076	8.724.795	148.483	925.294	1.073.777
1903	494.711	8.463.826	8.958.537	150.101	932.103	1.082.204
1904	557.937	8.053.810	8.611.747	151.224	929.330	1.080.554
1905	576.306	8.486.330	9.062.636	186.687	909.717	1.096.404
1906	661.571	8.138.159	8.799.730	160.493	917.725	1.078.218
1907	677.292	8.637.223	9.314.515	161.701	920.033	1.081.734
1908	715.677	8.915.500	9.633.177	167.394	924.808	1.092.202
1909	831.756	8.235.160	9.066.916	166.376	934.210	1.100.586
1910	778.556	8.263.746	9.042.302	174.056	953.521	1.127.577

1. Jusqu'en 1905, Delorme (P.). *Commerce algérien à partir de 1905*.
Statistique générale de l'Algérie.

*Exportation d'Algérie vers la France des béliers, brebis,
moutons et agneaux dans les vingt dernières années.
(Commerce spécial. — Quantités en têtes) (1).*

1894	1.427.331
1895	1.170.271
1896	758.343
1897	1.076.419
1898	1.163.793
1899	1.042.198
1900	992.761
1901	1.178.934
1902	1.346.966
1903	1.428.223
1904	1.087.773
1905	946.507
1906	1.034.442
1907	1.102.960
1908	1.270.990
1909	1.048.157
1910	1.229.919
1911	947.338
1912	777.277
1913	1.180.774

1. Documents statistiques réunis par l'administration des
Douanes.

Il y aurait là une grande source de profits pour les éleveurs qui trouveront toujours à placer leurs animaux à des taux avantageux, le marché français étant de plus en plus déficitaire, et la concurrence étrangère de moins en moins grande en vertu du phénomène général cité plus haut.

IV. — LA RACE BOVINE

Il semble bien que le cheptel bovin soit stationnaire en Algérie avec une tendance légère à la décroissance. Nous résumons dans un tableau ses variations depuis 1870.

L'exportation sur la France est relativement peu élevée, de même que l'exportation sur l'étranger. Les statistiques accusent pour les quatre dernières années les chiffres suivants :

ANNÉES	A DESTINATION de la FRANCE		A DESTINATION de L'ÉTRANGER		TOTAL	
	Quantités (têtes)	Valeurs 1.000 (francs)	Quantités (têtes)	Valeurs 1.000 (francs)	Quantités (têtes)	Valeurs 1.000 (francs)
1910	24.304	4.988	9.132	1.409	33.436	5.397
1911	16.777	3.891	4.365	864	21.142	4.755
1912	5.159	1.107	4.476	1.169	9.635	2.276
1913	4.960	1.067	39.740	8.769	44.704	9.836

La France, qui possède une population bovine importante (la moyenne pour la période 1900-1909

*Exportation de la race bovine de France
sur l'Étranger et sur l'Algérie (1)*

ANNÉES	BŒUFS			VACHES			TAUREAUX		
	Exportation totale	Valeur de l'exportation totale	Exportation sur l'Algérie	Exportation totale	Valeur de l'exportation totale	Exportation sur l'Algérie	Exportation totale	Valeur de l'exportation totale	Exportation sur l'Algérie
	(têtes)	(francs)	(têtes)	(têtes)	(francs)	(têtes)	(têtes)	(francs)	(têtes)
1903	14.783	5.149.027	1	8.495	2.015.985	1.347	948	303.939	8
1904	27.278	9.655.794	657	8.106	1.900.330	2.234	2.689	894.691	15
1905	23.475	7.903.000	»	7.791	1.762.000	»	2.237	855.000	»
1906	38.891	13.682.110	»	11.361	2.573.376	2.527	5.157	1.512.504	»
1907	21.860	7.845.670	6	14.997	3.518.460	1.844	1.630	536.320	»
1908	26.032	9.121.569	»	11.866	2.889.582	1.635	368	135.894	25
1909	22.917	8.467.781	6	6.560	1.586.034	1.550	1.034	306.306	89
1910	48.687	20.699.710	2	20.568	6.010.445	1.477	8.006	2.721.375	62
1911	47.719	31.327.750	12	23.110	6.886.870	1.369	6.715	2.446.320	35
1912	49.792	21.049.995	»	18.559	5.685.520	1.595	6.234	2.105.250	»
1913	40.158	17.433.840	15	13.669	3.882.160	1.480	3.145	1.078.950	»

ANNÉES	BOUVILLONS et TAURILLONS			GÉNISSES			VEAUX		
	Exportation totale	Valeur de l'exportation totale	Exportation sur l'Algérie	Exportation totale	Valeur de l'exportation totale	Exportation sur l'Algérie	Exportation totale	Valeur de l'exportation totale	Exportation sur l'Algérie
	(têtes)	(francs)	(têtes)	(têtes)	(francs)	(têtes)	(têtes)	(francs)	(têtes)
1903	136	15.862	»	729	140.535	»	10.503	738.663	280
1904	102	17.264	3	626	116.788	»	9.485	648.076	264
1905	123	21.000	»	630	133.000	»	11.230	766.000	»
1906	2.069	276.414	12	2.666	489.960	81	19.744	1.469.800	551
1907	363	65.520	8	1.142	261.155	»	12.301	1.080.000	326
1908	85	15.408	»	572	123.578	10	11.845	1.049.810	223
1909	65	11.808	»	462	102.606	»	18.254	1.574.280	443
1910	457	94.952	3	1.437	287.200	7	75.541	7.152.435	429
1911	482	102.680	»	1.667	342.800	28	85.546	8.901.115	191
1912	218	43.520	»	2.174	454.860	»	38.193	3.915.240	188
1913	250	50.160	20	628	126.270	»	16.886	1.759.100	192

1. Documents statistiques réunis par l'administration des douanes à Paris.

est de 14.313.573 têtes se décomposant ainsi qu'il suit : taureaux : 287.685 : bœufs : 1.785.389 ; vaches : 7.639.984 ; élèves de un an et au-dessus : 2.728.011 ; élèves de moins de un an : 1.871.502) ne fait à l'Algérie que des envois insignifiants. Les statistiques douanières enregistrent l'expédition en 1913 de 1.480 vaches et 192 veaux, et de quelques bœufs, bouvillons et taurillon.

L'Algérie importe aussi un certain nombre de têtes de provenances tunisienne ou marocaine. Nous donnons le total pour les dix dernières années, en renvoyant pour le détail au tableau ci-contre.

*Importations de provenance étrangère. — Race bovine
Commerce spécial (1)*

Années	Quantités têtes	Valeurs francs
1903	14.446	2.916.137
1904	14.283	1.900.237
1905	18.810	2.547.000
1906	13.005	2.063.476
1907	19.868	2.837.454
1908	39.716	6.615.459
1909	7.356	1.247.996
1910	20.123	3.680.776
1911	13.318	2.659.228
1912	4.476	1.169.909
1913	1.074	281.752

Importation de la race bovine de l'Étranger en Algérie. — Commerce spécial
Quantités en têtes. — Valeurs en francs (1)

ANNÉES	BOEUFs					VACHES					TAUREAUX				
	Quantités				Valeur totale	Quantités				Valeur totale	Quantités				Valeur totale
	Nombre total	Maroc	Tunisie	Autres pays		Nombre total	Maroc	Tunisie	Autres pays		Nombre total	Maroc	Tunisie	Autres pays	
1903	9.927	7.692	2.235	»	2.214.855	3.263	2.668	595	»	540.484	655	594	57	4	112.382
1904	8.964	7.923	1.040	1	1.375.851	3.704	3.449	255	»	377.325	1.348	1.318	30	»	136.687
1905	12.981	11.947	1.034	»	1.976.000	3.783	3.244	539	»	401.000	1.284	1.284	33	2	131.000
1906	10.284	9.433	851	»	1.778.988	1.783	1.388	395	»	209.475	423	366	57	»	48.870
1907	11.034	10.746	288	»	1.889.406	4.561	4.349	212	»	536.499	3.501	3.477	24	»	394.295
1908	24.265	23.702	563	»	4.588.766	10.185	9.852	333	»	1.425.068	3.187	3.172	15	»	439.917
1909	4.811	4.065	746	»	920.049	1.449	1.051	398	»	199.238	592	565	4	23 ¹	85.019
1910	16.842	15.011	1.831	»	3.272.034	1.725	1.472	253	»	240.868	407	359	11	37 ¹	63.290
1911	12.532	12.321	211	»	2.541.551	291	233	58	»	45.385	351	326	1	24 ¹	55.718
1912	3.481	2.582	899	—	987.207	543	310	233	»	108.600	255	230	3	22 ¹	54.148
1913	583	249	259	75 ²	192.090	222	102	120	»	44.910	93	73	2	18 ¹	21.700

ANNEES	BOUVILLONS ET TAURILLONS					GÉNISSES					VEAUX				
	Quantités				Valeur totale	Quantités				Valeur totale	Quantités				Valeur totale
	Nombre total	Maroc	Tunisie	Autres pays		Nombre total	Maroc	Tunisie	Autres pays		Nombre total	Maroc	Tunisie	Autres pays	
1903	339	»	339	»	38.307	75	»	75	»	4.125	187	98	89	»	5.984
1904	96	»	96	»	5.484	33	»	33	»	2.310	138	114	24	»	2.580
1905	432	»	432	»	26.000	211	1	210	»	11.000	119	72	47	»	2.000
1906	210	»	210	»	14.238	134	2	132	»	8.020	171	106	65	»	3.888
1907	188	161	27	»	11.230	92	76	16	»	5.108	492	454	38	»	10.916
1908	797	517	280	»	82.802	359	231	128	»	48.210	923	344	79	»	30.696
1909	204	176	28	»	22.160	150	113	37	»	16.130	150	103	47	»	5.400
1910	677	340	337	»	71.100	239	117	122	»	25.070	233	43	190	»	8.414
1911	67	51	16	»	8.112	48	5	43	»	7.010	29	20	9	»	1.382
1912	56	22	34	»	8.180	42	2	40	»	6.288	99	42	57	»	5.486
1913	98	28	70	»	14.980	32	3	29	»	5.090	46	28	18	»	2.982

1. Documents statistiques réunis par l'administration des douanes à Paris.

1. Espagne.

2. Belgique.

V. — LES LAINES EN MASSE

Avec une population ovine de plus de 9 millions de têtes, l'Algérie est un pays producteur de laine. Malheureusement les laines qu'elle fournit sont trop souvent grossières et manquent absolument d'homogénéité. La race mérine qui produit de très belles laines est originaire du Nord de l'Afrique aussi bien que de la péninsule ibérique, mais dans le premier de ces deux pays elle a fini par dégénérer complètement faute de soins et grâce à des croisements inconsiderés. Le cheptel ovin algérien pourrait être considérablement amélioré quant à la qualité des laines qu'il produit.

L'Algérie dirige sur la France la majeure partie de son exportation. Quel est donc l'intérêt de ce marché ? La laine est une denrée de première nécessité, dès lors comme pour le blé le cours dépend de l'équilibre entre la production et les besoins de la consommation dans le monde entier. Les différences entre les cours des diverses places peuvent s'expliquer par les différences entre les régimes douaniers, les influences locales étant sans importance relativement aux grandes causes de hausse ou de baisse à la surface du globe.

Les prix pratiqués sur le marché français dépendent

donc presque uniquement de l'excédent ou du déficit de la production dans le monde entier, par rapport aux besoins de l'espèce humaine, tels que les font ressortir les derniers cours cotés. Les quantités offertes étant égales aux quantités demandées à un prix déterminé, toute variation d'un des deux facteurs (offre et demande) de l'équilibre si elle est tant soit peu considérable, peut amener une chute des prix ou une hausse beaucoup plus considérable que l'accroissement ou la diminution de l'un des deux facteurs (offre et demande) l'un par rapport à l'autre. De quoi dépendent donc l'offre et la demande ? Quelles sont donc leurs tendances respectives à l'heure actuelle ?

Depuis quelques années le chiffre de la population ovine tend à diminuer à la surface du globe et cela pour deux raisons essentielles : le développement de l'agriculture amenant la restriction du chiffre des bovins ; la hausse considérable des prix des viandes de boucherie, hausse qui pousse les éleveurs à forcer le rendement de leurs animaux en viande en négligeant totalement la production de la laine. D'autre part, le développement de l'industrie textile a accru la demande, ouvert de nouveaux débouchés. Cet accroissement de la demande et cette restriction concomitante de l'offre ont abouti à la hausse. On peut se faire une idée peut-être un peu grossière de l'importance du phénomène en jetant un coup d'œil

sur le taux d'évaluation de la commission des valeurs de douane :

Taux d'évaluation de la commission des valeurs de douanes (Exportation de France; commerce spécial)

1904	306	francs le quintal
1905	330	—
1906	352	—
1907	284	—
1908	271	—
1909	330	—
1910	364	—
1911	367	—
1912	337	—
1913	372,60	—

L'avenir de la production algérienne dépend du maintien des cours élevés pratiqués à l'heure actuelle, maintien que l'on peut escompter si l'on considère les causes qui ont provoqué la hausse. L'Algérie aurait fort à gagner à développer sa production en laine, les conditions de son agriculture s'y prêtent ; elle y trouverait en le faisant une source très certaine de prospérité.

Les chiffres des exportations algériennes vers la Métropole sont extrêmement variables ; en 1913, ils atteignent 88.980 quintaux représentant une valeur de 12.012.000 francs. Pour la même année le montant total des importations en France était de 2 mil-

Exportation des laines en masse d'Algérie
(Commerce spécial) (1)

ANNÉES	A DESTINATION de LA FRANCE		A DESTINATION de L'ÉTRANGER		TOTAL	
	Quantités quintaux	Valeurs 1.000 fr.	Quantités quintaux	Valeurs 1.000 fr.	Quantités quintaux	Valeurs 1.000 fr.
1903	70.618	6.003	5.075	451	75.693	6.434
1904	92.706	16.900	4.901	490	97.607	9.370
1905	90.982	10.918	10.727	1.287	101.709	12.205
1906	108.155	16.223	13.753	2.603	121.908	18.286
1907	134.754	17.518	15.880	2.064	150.634	19.582
1908	68.639	6.804	5.595	559	73.634	7.363
1909	114.918	12.756	8.322	924	123.240	13.680
1910	125.173	14.895	9.035	1.084	134.208	15.979
1911	72.187	8.662	3.978	477	76.165	1.343
1912	46.895	6.002	4.506	577	51.401	6.579
1913	88.980	12.012	5.281	713	90.181	1.914

Importation des laines en masse en France
(Commerce spécial) (1)

ANNÉES	Importation totale	Valeur de l'importation
	Quantités quintaux	totale 1.000 fr.
1903	2.373.851	379.158
1904	2.109.673	382.599
1905	2.174.858	446.145
1906	2.434.646	533.090
1907	2.367.674	561.138
1908	2.286.791	458.905
1909	2.820.245	634.445
1910	2.752.955	658.917
1911	2.732.850	628.160
1912	2.623.567	640.048
1913	2.687.661	649.057

1. Documents statistiques réunis par l'administration des douanes à Paris.

lions 687.661 quintaux valant 649.157.345 francs. Comme on peut en juger par ces chiffres, l'Algérie ne fournit à la Métropole qu'une faible partie des quantités dont elle a besoin. Les exportations à l'étranger sont assez faibles, elles n'ont jamais dépassé 1.600 quintaux et une valeur de 2.064.000 francs (en 1913, 5.281 quintaux valant 713.000 francs).

*Exportation des laines en masse de France sur l'Algérie
et sur l'étranger (1)*

ANNÉES	A DESTINATION DE L'ALGÉRIE		EXPORTATION TOTALE	
	Quantités quintaux	Valeurs francs	Quantités quintaux	Valeurs francs
1904	523	160.038	332.450	101.729.715
1905	607	200.310	320.870	105.887.172
1906	111	39.072	353.807	124.540.120
1907	726	206.752	378.034	107.361.920
1908	943	255.553	325.384	88.179.064
1909	890	293.700	412.267	136.048.110
1910	952	346.528	370.615	134.903.860
1911	1.288	472.696	366.720	134.586.240
1912	1.074	361.938	397.736	134.037.032
1913	1.149	428.117	356.863	132.967.154

VI. — LES PEAUX BRUTES

Les peaux brutes constituent un des articles importants de l'exportation algérienne. En 1913, l'exportation

1. Documents statistiques réunis par l'administration des douanes à Paris.

*Exportation des peaux brutes d'Algérie. — Peaux grandes
Commerce spécial (1)*

ANNÉES	A DESTINATION DE LA FRANCE		A DESTINATION DE L'ÉTRANGER		TOTAL	
	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs
	quintaux	1.000 fr.	quintaux	1.000 fr.	quintaux	1.000 fr.
1904	4.792	623	3.322	302	7.114	925
1905	5.543	942	5.209	885	10.752	1.827
1906	8.462	1.692	5.114	1.023	13.576	2.715
1907	10.506	1.985	3.208	609	13.714	2.594
1908	5.343	908	4.424	752	9.767	1.660
1909	8.678	1.475	6.434	1.094	15.112	2.569
1910	7.965	1.354	9.054	1.539	17.019	2.893
1911	6.360	1.081	8.427	1.432	14.787	2.513
1912	9.088	1.763	8.256	1.387	17.344	3.250
1913	8.796	1.759	10.341	1.809	19.137	3.168

*Exportation des peaux brutes d'Algérie
Peaux petites de bœliers, brebis, moutons
Commerce spécial (1)*

ANNÉES	A DESTINATION DE LA FRANCE		A DESTINATION DE L'ÉTRANGER		TOTAL	
	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs
	quintaux	1.000 fr.	quintaux	1.000 fr.	quintaux	1.000 fr.
1904	326	40	2.366	291	2.692	331
1905	3.893	475	1.513	185	5.406	660
1906	18.026	1.803	1.896	153	18.920	1.956
1907	1.331	154	1.439	252	2.770	406
1908	6.405	897	1.074	150	7.479	1.047
1909	9.076	1.271	1.436	201	10.512	1.472
1910	2.823	412	1.784	250	4.607	662
1911	2.468	357	3.141	455	5.609	812
1912	1.061	155	4.980	772	6.041	1.027
1913	1.710	297	8.838	1.546	10.548	1.843

1. Documents statistiques réunis par la Direction générale des Douanes à Paris.

Importation en Algérie des peaux brutes
Commerce spécial (1)

ANNÉES	PEAUX GRANDES				PEAUX PETITES de bœliers, brebis et moutons			
	Importation étrangère		Importation de France		Importation étrangère		Importation de France	
	Quantités quintaux	Valeurs 1.000 fr.	Quantités quintaux	Valeurs 1.000 fr.	Quantités quintaux	Valeurs 1.000 fr.	Quantités quintaux	Valeurs 1.000 fr.
1904	2.278	365	2.438	405	378	53	34	5
1905	1.385	229	1.672	314	1.385	229	35	5
1906	1.080	194	2.120	388	778	153	40	6
1907	1.322	219	2.505	388	641	99	»	9
1908	1.176	187	1.188	184	200	23	71	12
1909	1.171	223	611	104	563	64	57	12
1910	2.363	368	2.347	411	599	61	49	9
1911	2.448	345	3.779	673	613	54	29	6
1912	3.073	441	3.473	674	205	23	127	25
1913	4.849	824	3.909	794	932	137	40	9

Importation en France des peaux brutes
Importation totale. Commerce spécial (1)

ANNÉES	PEAUX GRANDES		PEAUX PETITES de bœliers, brebis et moutons	
	Importation totale		Importation totale	
	Quantités quintaux	Valeurs 1.000 fr.	Quantités quintaux	Valeurs 1.000 fr.
1904	386.527	64.164	11.930	1.646
1905	446.858	81.775	11.485	1.907
1906	484.578	93.524	14.521	2.788
1907	442.515	76.555	14.334	2.207
1908	398.813	68.908	26.424	4.228
1909	486.342	92.405	20.667	3.472
1910	524.913	103.933	24.142	4.177
1911	522.576	104.515	27.069	4.818
1912	537.865	120.482	19.799	3.702
1913	591.286	146.048	14.237	2.919

1. Documents statistiques réunis par la Direction générale des Douanes à Paris.

tation sur la France des peaux de toutes catégories atteignait 17.577 quintaux et une valeur de 6 millions 252.000 francs. Les statistiques douanières distinguent trois catégories : peaux grandes ; peaux petites de bœufs, brebis et moutons ; peaux petites autres. Nous présentons quelques renseignements sur les échanges que font la France et l'Algérie de ce produit soit entre eux soit avec l'étranger en éliminant la troisième catégorie eu égard à la petitesse des chiffres.

VII. — LES PRIMEURS (1)

L'Algérie est un pays de culture de primeurs ; son climat lui assure à ce point de vue quelques semaines d'avance sur la Métropole, néanmoins les agriculteurs du Midi ont pu, grâce au perfectionnement de leurs procédés, présenter leurs produits sur le marché français presque en même temps que ceux de l'Algérie. Certains d'entre eux sont arrivés à des résultats remarquables en ne négligeant dans leur culture aucun des facteurs susceptibles d'avancer la maturité. C'est ainsi qu'ils ont fait leur semis sur des terrains d'alluvions riches en humus ; qu'ils ont installé de nombreux abris, et évité autant que possible les dégâts de transplantations de pleine terre à pleine terre. Il y a là un exemple qui doit mettre en garde les

1. Delorme P., *le Commerce algérien*.

agriculteurs algériens, trop confiants parfois dans les avantages que leur assure un climat favorable, et souvent enclins à la routine.

La culture des primeurs en Algérie est concentrée sur les points abrités du littoral. Là le climat lui convient parfaitement, là seulement des moyens de transport suffisamment rapides permettent aux produits de se présenter favorablement sur le marché français. Bien des améliorations pourraient être faites dans les voies de communications : l'augmentation du nombre et de la vitesse des trains ; le perfectionnement des installations à bord des navires en favorisant l'arrivée sur le marché de produits frais pourraient être des facteurs importants de hausse des prix. En France, la zone de consommation des primeurs algériennes, au lieu d'être restreinte à la côte méditerranéenne, pourrait s'étendre à l'intérieur ; des produits fragiles comme les fraises pourraient faire l'objet d'exportations importantes.

L'exportation se compose surtout de petits pois, artichauts, tomates, haricots verts et surtout de pommes de terre.

La campagne des pommes de terre s'arrête dans les premiers jours de mai. A partir de cette date, l'apparition sur le marché des produits du Midi arrête l'exportation. Les prix les plus élevés sont atteints vers la mi-carême ; c'est le moment où le mouvement d'exportation est à son maximum d'intensité. On

Importation des pommes de terre en France
Commerce spécial (1)

ANNÉES	IMPORTATION TOTALE		IMPORTATION D'ALGÉRIE	
	Quantités quintaux	Valeurs francs	Quantités quintaux	Valeurs francs
1904	539.324	5.647.330	93.340	1.633.450
1905	598.543	6.731.309	93.230	1.678.140
1906	970.027	12.538.653	133.299	3.322.475
1907	818.248	9.613.611	283.864	6.245.008
1908	676.316	9.265.015	212.902	5.322.550
1909	642.608	9.088.204	142.660	2.638.520
1910	2.173.437	30.381.674	193.353	4.640.472
1911	2.992.197	48.155.516	224.144	5.603.600
1912	1.673.439	18.946.010	290.318	7.548.268
1913	1.935.801	22.471.628	46.647	1.212.822

Exportation d'Algérie vers l'Etranger
des pommes de terre de table (1)

Années	Quantités quintaux	Valeurs francs
1904	34.593	484.304
1905	6.881	144.508
1906	10.575	274.969
1907	11.909	262.222
1908	16.316	277.378
1909	18.216	382.550
1910	26.163	392.445
1911	18.702	467.550
1912	25.484	509.680
1913	24.904	498.080

1. Documents statistiques réunis par la Direction générale des Douanes à Paris.

expédie alors les pommes de terre en assez grandes quantités soit sur la France, soit sur des pays étrangers parmi lesquels figurent principalement l'Angleterre et l'Allemagne. Les quantités exportées manifestent une tendance très nette à s'accroître. En 1911 et 1912, elles ont été particulièrement élevées : 224.144 et 290.318 quintaux. L'année 1913 a été une année mauvaise pour les produits agricoles en général. Les exportations de pommes de terre n'ont porté que sur 46.647 quintaux. En France, le déficit de la récolte a provoqué une importation étrangère considérable : 1.935.801 quintaux valant 22.471.628 fr. La part de l'Algérie dans l'importation métropolitaine varie du tiers au dixième suivant les années. Nous résumons dans des tableaux les chiffres du commerce pour les dix dernières années.

VIII. — LES FRUITS DE TABLE

L'Algérie exporte des agrumes : mandarines, citrons, oranges ; des dattes et surtout des raisins de table. Ces derniers sont au point de vue du commerce de beaucoup les plus importants. Cueillis et emballés très minutieusement, ils sont expédiés en France dans des caisses de 3 à 5 kilos. La saison dure environ trois semaines pendant lesquelles les cours sur les marchés de France sont assez rémunérateurs. Dès le début du mois d'août apparaissent

Importation en France de raisins de table
Commerce spécial (1)

ANNÉES	IMPORTATION TOTALE		IMPORTATION D'ALGÉRIE	
	Quantités quintaux	Valeurs francs	Quantités quintaux	Valeurs francs
1904	45.473	1.103.044	38.704	967.600
1905	70.073	2.049.137	59.404	1.782.120
1906	67.748	2.266.152	56.943	2.163.834
1907	61.165	1.794.945	50.742	1.722.260
1908	66.713	1.711.482	51.812	1.347.112
1909	77.939	1.575.662	69.488	1.389.760
1910	85.066	2.499.810	74.391	2.231.730
1911	75.344	2.061.728	67.348	1.885.744
1912	97.934	2.890.530	88.420	2.652.600
1913	95.191	4.128.935	79.703	3.486.635

Exportation des raisins de table de l'Algérie
vers l'Etranger. — Commerce spécial (1)

Années	Quantités quintaux	Valeurs francs
1904	»	»
1905	»	»
1906	»	»
1907	537	11.284
1908	417	8.764
1909	290	5.224
1910	85	3.400
1911	442	13.260
1912	344	11.008
1913	—	—

1. Documents statistiques réunis par la Direction générale des Douanes à Paris.

les raisins du Midi. L'exportation algérienne s'arrête.

L'Algérie fournit presque à elle seule la Métropole et ne fournit qu'elle ; les quantités expédiées à l'étranger sont insignifiantes par rapport aux expéditions sur la France.

IX. — LES HUILES D'OLIVE (1)

L'olivier croît en Afrique à l'état sauvage. En Algérie où la nature du sol et le climat lui sont éminemment favorables, il fut cultivé dès la plus haute antiquité par les Romains. De nombreuses ruines à l'intérieur du pays, particulièrement dans la région de Tébessa, témoignent d'une culture en grand et d'une fabrication de l'huile par des procédés assez perfectionnés. Depuis l'époque romaine la culture de l'olivier en Algérie était tombée en décadence, les espèces tendaient à perdre les caractères acquis pour repasser peu à peu à l'état sauvage. Seuls les Kabyles restaient dépositaires d'une industrie qui s'en allait ; ils récoltaient des olives qu'ils traitaient par des procédés ultra-primitifs encore employés de nos jours. Nous décrivons l'un d'eux.

La cueillette se fait dès le mois d'octobre. Les olives sont abattues à l'aide de gaules, ramassées puis portées à la maison où on les dispose en petits

1. Delorme, *Commerce algérien*. — Trabut, *l'Olivier en Algérie*.

tas que l'on recouvre de branchages. Quelquefois on leur fait subir une préparation préalable consistant à les porter à l'ébullition. Au bout d'une quinzaine elles ont perdu une partie de leur eau. Elles sont alors séchées puis réduites en pâte, par des procédés dont le plus primitif se résume dans le simple écrasement du fruit à l'aide de pierres plates sur un rocher. On obtient alors une pâte huileuse que l'on comprime dans un pressoir en bois. Les résidus de cette opération sont traités eux-mêmes dans « l'ahadoun ». C'est un simple bassin où la pulpe est apportée et foulée sous l'eau par des femmes, pieds nus. Une écume se produit à la surface qui contient de l'huile abandonnée par la pulpe; on la recueille soigneusement et l'opération se termine à la maison.

L'huile ainsi produite est rance et présente un goût de fruit fortement accentué. Les indigènes la préfèrent ainsi; mais, par contre, elle est d'une valeur commerciale réduite. Le prix d'un litre d'huile ainsi préparé, même de la meilleure qualité, est de 50 o/o inférieur à celui d'un litre d'une de nos qualités moyennes de Provence.

Au moment de la conquête, les colons comprirent bien l'intérêt qu'il y aurait à développer les plantations d'oliviers en Algérie, la production étant à cette époque très inférieure à la consommation locale qui était déjà très considérable. On planta donc et on perfectionna les procédés d'extraction de l'huile.

Exportation de l'huile d'olive en Algérie
Commerce spécial (1)

ANNÉES	A DESTINATION de LA FRANCE		A DESTINATION de L'ÉTRANGER		TOTAL	
	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs
	quintaux	1.000 fr.	quintaux	1.000 fr.	quintaux	1.000 fr.
1904	42.666	4.053	351	33	43.017	4.086
1905	56 836	5.172	5.976	544	62.812	5.716
1906	72 575	6.895	6.198	589	78.773	7.484
1907	19.038	2.094	1.151	115	20.189	2.209
1908	94.448	13.223	14.955	2.094	109.403	15.317
1909	15.697	2.355	6.414	962	22.111	3.317
1910	74.226	12.411	14.442	2.455	88.668	14.866
1911	24.890	3.982	7.077	1.061	31.967	5.043
1912	61.773	8.339	11.503	1.495	73.276	9.834
1913	9 860	1.232	972	126	9.832	11.058

Exportation de l'huile d'olive de France
Commerce spécial (1)

ANNÉES	EXPORTATION TOTALE		EXPORTATION SUR L'ALGERIE	
	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs
	quintaux	1.000 fr.	quintaux	1.000 fr.
1904	40.441	4.246	7.290	4.382
1905	75.196	8.121	8.306	9.018
1906	88.261	9.885	42.872	16.059
1907	89.959	10.345	6.797	11.127
1908	62.553	8.445	4.214	9.014
1909	69.372	10.128	3.764	10.678
1910	52.441	7.333	1.055	7.480
1911	50.403	6.770	1.828	7.015
1912	50.825	6.219	2.364	6.507
1913	59.091	7.336	1.687	7.597

1. Documents statistiques réunis par la Direction générale des Douanes à Paris.

Les échanges avec la Métropole se développaient eux aussi et l'exportation s'accrut d'année en année. Une remarque est nécessaire à l'intelligence des statistiques douanières. Les chiffres des exportations sont extrêmement variables d'une année à l'autre. L'olivier saisonne : une année de bonne récolte est généralement suivie de deux années mauvaises ou médiocres, de là ces inégalités dans le courant commercial. Même variabilité dans les envois de la Métropole, ces envois dépendant surtout de deux facteurs variables : la récolte métropolitaine, la récolte algérienne. Nous donnons les chiffres du commerce pour les dix dernières années.

Importation en France de l'huile d'olive
Commerce spécial (1)

Années	Importation totale quintaux	Valeur de l'importation totale 1.000 fr.
1904	271.422	24.859
1905	172.081	15.874
1906	232.441	22.908
1907	196.482	21.613
1908	281.237	41.655
1909	101.557	15.350
1910	253.759	39.290
1911	129.076	17.572
1912	297.970	36.706
1913	144.819	18.457

1. Statistiques de la Direction générale des Douanes.

Quel est donc l'avenir de la production algérienne.

L'Algérie est loin de se suffire à elle-même en huile d'olive. Certes, elle exporte annuellement une partie de sa production, mais elle importe, par contre, des huiles d'olives étrangères et des quantités notables d'huile de coton et d'huile de sésame.

Beaucoup de publicistes préconisent l'extension de la culture de l'olivier à l'intérieur de notre colonie, malheureusement cette extension se heurte à un obstacle presque insurmontable : la cherté de la main-d'œuvre. Les frais de cueillette ne se montent pas à moins de 1 fr. 25 à 2 francs par quintal ; la producteur peut se trouver en perte les années où les cours sont bas. Un remède à cette situation pourrait consister en une meilleure adaptation des variétés aux conditions naturelles ; en une sélection judicieuse des espèces dans le but d'arriver à une production de gros fruits, à faible poids par rapport au volume et à forte teneur d'huile. Des essais sur une assez grande échelle pourraient être entrepris par l'administration qui ne sortirait pas de son rôle en fournissant au colons soit gratuitement, soit moyennant une légère rétribution, les boutures s'adaptant le mieux à la nature du sol qu'il veut planter.

L'initiative privée elle aussi a devant elle un vaste champ d'activité. Du côté de la fabrication bien des progrès restent encore à faire ; les moulins d'Algérie

sont encore loin de présenter les perfectionnements des moulins français et tunisiens.

X. — LES LIÈGES (1)

Les forêts ont couvert dans l'antiquité une partie de l'Algérie. A l'heure actuelle elles s'étendent encore sur des superficies considérables particulièrement dans la zone du littoral. Malheureusement la forêt algérienne ne correspond pas du tout à la notion que l'on se fait généralement d'une forêt, elle ressemble plutôt au maquis. De rares bouquets d'arbres émergent ça et là de broussailles inextricables. Il semble bien qu'il n'en a pas toujours été ainsi. Des géologues distingués ont observé que de vastes étendues de terrains à l'heure actuelle à peu près dépourvues d'arbres étaient cependant au point de vue de leur nature très favorables à leur développement. Il semble bien qu'en de nombreux endroits, pour ne pas dire partout, la forêt algérienne ait dégénéré petit à petit. Des défrichements exagérés, les invasions successives, les incendies, le pâturage des bestiaux l'ont amenée graduellement à l'état de décadence actuel.

Parmi les essences algériennes il en est une qui présente au point de vue commercial, un intérêt tout

1. Delorme P., *le Commerce algérien*, Alger, 1906. — Lefèvre H., *les Forêts de l'Algérie*, Alger, 1900.

particulier. C'est d'ailleurs une des rares essences qui ait résisté victorieusement aux multiples causes de destruction que nous venons d'énumérer ; surtout elle ne souffre pas trop des incendies à cause de l'épaisseur de l'écorce qui protège l'arbre contre une destruction complète. Les exportations de liège se sont beaucoup accrues dans les dix dernières années, nous en donnons pour preuve le tableau suivant :

*Importation en France des lièges bruts râpés et en planches
Commerce spécial (1)*

ANNÉES	IMPORTATION TOTALE		IMPORTATION D'ALGÉRIE	
	Tonnes	1.000 fr.	Tonnes	1.000 fr.
1904	9.461	4.730	6.872	3.436
1905	11.972	5.986	7.466	3.733
1906	11.075	5.537	7.544	3.772
1907	10.013	5.006	7.692	3.846
1908	12.911	6.205	8.222	3.951
1909	12.758	6.379	8.789	4.394
1910	9.827	4.913	6.350	3.174
1911	9.746	4.873	6.715	3.057
1912	11.778	5.889	8.163	4.081
1913	12.318	6.159	7.891	3.945

La production du liège en Algérie est susceptible de s'accroître beaucoup. Les qualités variées de cette matière : pouvoir isolant, élasticité, faible densité la font employer un peu partout. L'industrie qui en consomme les plus fortes quantités est celle des bou-

1. Statistique de la Direction générale des Douanes.

chons : l'industrie de chauffage s'emploie de plus en plus avec le développement des procédés de chauffage central. D'année en année s'accroissent les débouchés ouverts à la production du liège par l'application de cette matière à toutes espèces d'usages.

Les pays concurrents de l'Algérie et de la France sur le marché mondial sont : le Portugal, l'Italie, l'Espagne, la Tunisie. Les deux pays grands consommateurs sont l'Allemagne et la Russie ; ils ont cherché à développer leur industrie bouchonnière par des combinaisons douanières ; en exemptant par exemple à l'entrée les lièges bruts pour taxer au contraire formidablement les lièges déjà travaillés.

Notons en passant que nos lièges d'Algérie ont été l'objet de tentatives d'accaparement de la part d'industriels étrangers peu scrupuleux qui les achetaient, les travaillaient, et les repassaient au consommateur après les avoir mélangés de produits fabriqués avec des lièges de qualités inférieures. Ce mélange était revendu comme liège algérien. Ces étrangers étaient arrivés à se rendre maîtres d'une matière première dépréciée dans le public et qu'ils achetaient à bas prix. Longtemps le liège algérien a joui d'une très mauvaise réputation. A l'heure actuelle il tend à se relever dans l'esprit du consommateur, et la France en importe d'année en année des quantités croissantes.

XI. — LES PHOSPHATES

Le sous-sol algérien, s'il est à peu près dénué de houille, est riche en minerais de toutes sortes : minéral de fer, de cuivre, de plomb. Toutefois la plus importante richesse minière au point de vue du commerce algérien est constituée par les phosphates naturels. Les phosphates d'Algérie n'ont pu être mis en exploitation que longtemps après leur découverte. Ils constituent une matière encombrante et lourde, nécessitant pour avoir une valeur un réseau de chemins de fer assez développés et à tarifs peu élevés. Or, la constitution du réseau algérien a été assez lente. D'autre part, un manque de vue d'ensemble, l'alternance fréquente entre la voie normale et la voie étroite nécessitant des transbordements fréquents et coûteux ont compromis gravement le développement de l'industrie des phosphates qui s'accommode fort mal de l'élévation des frais de transports. Il faut ajouter à ces causes de non développement : l'application du système forfaitaire à l'exploitation des chemins de fer, système qui s'est fort mal acclimaté en Afrique. Des compagnies voyaient par le jeu des forfaits leurs bénéfices s'augmenter en raison inverse de l'importance du trafic et de leurs frais d'exploitation. On conçoit qu'elles

aient apporté parfois des entraves à un trafic, qui pour elles aboutissait à une perte.

Malgré tout, le commerce des phosphates s'est largement développé en Algérie dans ces dernières années. C'est l'étranger qui absorbe la plus grande partie des exportations.

Exportation des phosphates d'Algérie vers la France et l'Étranger (1)

ANNÉES	SUR LA FRANCE		SUR L'ÉTRANGER		TOTAL	
	Quantités quintaux	Valeurs francs	Quantités quintaux	Valeurs francs	Quantités quintaux	Valeurs francs
1904	650.148	1.430.325	2.661.914	5.856.210	3.812.062	7.286.535
1905	644.329	1.610.822	2.760.275	6.900.688	3.404.604	8.511.510
1906	711.282	1.991.589	2.570.799	7.198.239	3.282.081	9.189.828
1907	796.237	2.309.087	2.657.605	7.707.056	3.453.842	10.016.143
1908	793.407	2.657.913	2.807.798	9.406.123	3.601.205	12.064.036
1909	460.010	1.426.031	2.933.635	9.094.267	3.393.645	10.520.298
1910	323.822	1.036.230	2.798.101	9.163.781	3.121.923	10.200.011
1911	342.921	1.131.639	3.013.773	9.342.696	3.356.694	10.474.335
1912	318.798	1.052.033	3.416.933	10.592.492	3.835.931	11.644.525
1913	801.625	2.645.362	3.436.766	10.310.298	4.238.391	12.955.660

Les principaux clients de l'Algérie pour les phosphates sont par ordre décroissant : l'Allemagne, l'Espagne, l'Angleterre et les Pays-Bas.

On peut prévoir que dans l'avenir la production algérienne s'accroîtra encore. La consommation des phosphates par l'agriculture grandit chaque année ; les prix ont une tendance marquée à la hausse.

1. Statistiques de la Direction générale des Douanes.

Nous donnons les taux d'évaluation de la commission des douanes françaises tel qu'on les applique annuellement aux quantités importées.

1904	2 fr. 20 le quintal à l'entrée en France	
1905	2 fr. 50	—
1906	2 fr. 80	—
1907	2 fr. 90	—
1908	3 fr. 35	—
1909	3 fr. 10	—
1910	3 fr. 20	—
1911	3 fr. 30	—
1912	3 fr. 30	—
1913	3 fr. 30	—

En même temps que s'accroît la consommation, les quantités offertes sont stationnaires, certains gisements étrangers sont en voie d'épuisement, à moins qu'on en découvre de nouveaux et considérables les phosphates d'Algérie sont appelés, concurremment avec les phosphates tunisiens, à tenir sur le marché mondial une place grandissante.

XII. — LES AUTRES MINERAIS

La France étant abondamment pourvue en minerais, n'importe que de faibles quantités d'Algérie. Presque toutes les exportations algériennes se font sur l'Étranger.

Les exportations dans les dix dernières années ont porté sur les quantités suivantes :

Minerai de fer. Exportation d'Algérie. Commerce spécial (1)

ANNÉES	A DESTINATION DE LA FRANCE		A DESTINATION DE L'ÉTRANGER		TOTAL	
	Quantités tonnes	Valeurs 1.000 fr.	Quantités tonnes	Valeurs 1 000 fr.	Quantités tonnes	Valeurs 1.000 fr.
1903	44.730	380	496.398	4.219	541.128	4.599
1904	47.550	523	448.103	4.929	495.653	5.452
1905	56.273	626	523.221	5.834	579.494	6.460
1906	54.922	659	700.255	8.403	755.177	9.062
1907	62.978	743	856.084	10.101	919.062	10.844
1908	20.659	230	814.262	9.079	834.921	9.309
1909	22.150	256	823.894	9.516	856.044	9.772
1910	24.061	240	1.037.693	12.141	1.061.754	12.381
1911	41.538	415	1.061.864	12.742	1.103.482	13.157
1912	38.906	389	1.195.423	14.942	1.234.239	15.331
1913	53.121	531	1.312.834	17.460	1.365.955	17.991

Exportation d'Algérie du minerai de cuivre. Commerce spécial (1)

ANNÉES	A DESTINATION DE LA FRANCE		A DESTINATION DE L'ÉTRANGER		TOTAL	
	Quantités tonnes	Valeurs 1.000 fr.	Quantités tonnes	Valeurs 1.000 fr.	Quantités tonnes	Valeurs 1.000 fr.
1904	1.088	131	595	23	1.283	154
1905	306	43	4.169	584	4.475	627
1906	7.759	106	3.975	557	4.737	663
1907	3.370	438	658	851	4.028	1.289
1908	3.616	430	833	99	4.449	520
1909	4.602	396	183	16	4.785	412
1910	4.385	249	—	—	4.385	249
1911	6.102	335	—	—	6.102	335
1912	6.000	360	141	1.269	6.641	1.629
1913	—	—	2.299 ¹	2.069	2.299	2.069

1. Statistiques de la Direction générale des Douanes.

1. Statistiques de la Direction générale des Douanes.

Exportation d'Algérie du minerai de zinc. Commerce spécial (1)

ANNÉES	A DESTINATION DE LA FRANCE		A DESTINATION DE L'ÉTRANGER		TOTAL	
	Quantités tonnes	Valeurs 1.000 fr.	Quantités tonnes	Valeurs 1.000 fr.	Quantités tonnes	Valeurs 1.000 fr.
1904	7.893	1.213	41.987	6.382	49.970	7.595
1905	11.465	1.777	46.676	7.235	58.411	9.012
1906	13.098	2.069	56.636	8.948	69.734	11.017
1907	12.051	1.804	68.504	10.275	80.535	12.079
1908	12.581	1.724	65.720	9.004	78.301	10.728
1909	6.935	1.044	64.698	9.737	71.633	10.781
1910	9.395	2.583	58.697	8.335	68.092	10.918
1911	10.434	3.130	59.714	8.957	70.148	12.187
1912	9.791	3.035	73.862	11.818	83.653	14.853
1913	6.769	1.218	77.116	12.338	83.885	13.556

Exportation d'Algérie du minerai de plomb. Commerce spécial (1)

ANNÉES	A DESTINATION DE LA FRANCE		A DESTINATION DE L'ÉTRANGER		TOTAL	
	Quantités tonnes	Valeurs 1.000 fr.	Quantités tonnes	Valeurs 1.000 fr.	Quantités tonnes	Valeurs 1.000 fr.
1904	659	112	4.152	706	4.811	818
1905	5.420	932	4.456	766	9.876	1.698
1906	7.945	1.232	6.310	978	14.255	2.210
1907	6.314	947	13.775	2.066	20.089	3.013
1908	16.688	2.320	8.042	1.118	24.730	3.438
1909	15.396	2.040	4.290	568	19.686	2.608
1910	11.382	1.513	2.377	318	13.759	1.831
1911	9.913	1.288	3.902	507	13.815	1.795
1912	15.885	2.224	4.223	591	20.108	2.815
1913	17.813	2.492	8.089	1.132	25.902	3.624

1. Statistiques de la Direction générale des Douanes.

1. Statistiques de la Direction générale des Douanes.

XIII. — LES TABACS

Ils sont exportés presque uniquement sur l'étranger.

Les échanges dans les dix dernières années ont porté sur les chiffres suivants :

Exportation du tabac d'Algérie. Commerce spécial (1)

ANNÉES	Importation en Algérie. Tabacs en feuilles étrangers quintaux	EXPORTATION D'ALGÉRIE					
		Tabacs en feuilles			Tabacs manufacturés		
		En France quintaux	Δ l'Étranger quintaux	Totaux quintaux	En France quintaux	Δ l'Étranger quintaux	Totaux quintaux
1904	14.962	30.178	2.036	32.214	657	7.704	8.361
1905	13.454	17.017	5.537	22.554	682	8.630	9.312
1906	12.828	34.029	10.072	44.101	1.573	9.400	10.973
1907	12.848	39.301	3.370	42.671	690	11.430	12.120
1908	12.634	13.623	3.914	17.537	635	12.168	12.803
1909	12.957	12.951	1.527	13.478	885	12.949	13.834
1910	13.952	28.073	2.194	30.267	660	14.662	15.322
1911	13.664	34.285	2.218	36.505	784	16.672	17.456
1912	14.889	36.156	1.831	37.987	739	18.979	19.718
1913	14.072	20.663	1.135	21.798	267	22.019	22.286

1. Statistiques de la Direction générale des Douanes.

CHAPITRE IV

Les autres Produits d'exportation sur la France

En dehors des produits précédemment étudiés, les plus intéressants au point de vue de l'avenir de la colonie, il faut citer : les légumes secs et leurs farines, les légumes frais ou salés ou conservés, les mules et mulets, ânes et ânesses. En 1913 l'exportation de ces produits dépassait au total une valeur de 10 millions de francs. Les autres marchandises qui font l'objet de transactions avec la Métropole sont infiniment moins importantes. Nous donnons le détail des quantités et des valeurs dans un tableau par catégorie de marchandises.

CHAPITRE V

Le Commerce avec l'Étranger. — Exportations

Les produits algériens qui font l'objet d'exportation sur la France tiennent aussi une grande place dans le commerce avec l'Étranger. Mais si l'on classe dans deux tableaux par ordre d'importance décroissante les principales exportations d'une part sur la France, d'autre part sur l'Étranger, on constate que les mêmes produits ne tiennent pas le même rang sur les deux tableaux. Notons par exemple l'importance énorme de l'exportation de la houille. Les valeurs exportées dans les trois dernières années au commerce général ont été les suivantes :

1911	25.458.181 francs
1912	25.845.912 »
1913	28.519.663 »

Or, l'Algérie ne produit pas de houille. Il s'agit là de houille fournie aux navires relâcheurs qui s'arrêtent dans les différents ports de l'Algérie pour y remplir leurs soutes de charbon. Alger, dans ces dernières années, a pris à ce point de vue une importance très grande, faisant aux ports de Gibraltar

et de Malte une concurrence victorieuse. Ces deux ports ont vu leurs exportations de charbon diminuer sensiblement, tandis qu'Alger voyait s'augmenter les siennes.

Les chiffres des exportations, au commerce spécial, sont presque négligeables en face des chiffres du commerce général :

Commerce spécial. — Exportation de la houille	
1911	107.483 francs
1912	69.306 —
1913	148.274 —

Cette exportation considérable de houille a sa contre-partie dans une importation corrélative de l'Étranger. La France ayant une production tout à fait déficitaire ne saurait subvenir aux besoins de sa colonie. Dans les trois dernières années les valeurs importées de l'Étranger en Algérie ont été les suivantes :

	Commerce général	Commerce spécial
	—	—
1911	31.391.949 francs	9.159.769 francs
1912	37.756.942 —	11.892.702 —
1913	43.140.866 —	13.729.186 —

L'Algérie exporte encore à l'Étranger des quantités importantes de céréales, des tabacs fabriqués et surtout des phosphates et des minerais. Pour ces deux dernières catégories de marchandises les

valeurs à l'exportation sont particulièrement considérables :

Commerce général (année 1913)	Commerce spécial (année 1913)
Minerai de fer.	17.460.696 francs
Minerai de zinc. . . .	12.338.560 —
Phosphates naturels.	10.310.298 —

CHAPITRE VI

Les principaux Produits d'importation de provenance française

Nous venons de voir que sauf en ce qui concerne les produits de son sous-sol, l'Algérie expédie annuellement sur la France la plus grande partie de ses excédents. La nature des exportations détermine celle des importations et la France paie ses achats de céréales, de vins, de bétail, avec ses produits fabriqués.

En tête du tableau des exportations françaises en Algérie viennent principalement : les tissus de coton pour une valeur en 1913 de 59.072.000 francs; les outils et ouvrages en métaux 27.182.000, les ouvrages en bois 22.005.000 francs. Ces chiffres concernent le commerce spécial, les chiffres du commerce général sont peu différents.

Les tissus de coton, les meubles et ouvrages en bois, les vêtements confectionnés ont donné lieu dans les dix dernières années aux exportations suivantes :

Exportation de France en Algérie des tissus de coton
Commerce spécial (1)

Années	Quantités quintaux	Valeurs 1.000 fr.
1904	104.496	38.653
1905	116.852	40.494
1906	103.588	41.027
1907	135.744	62.289
1908	126.944	53.507
1909	118.143	50.402
1910	124.698	55.269
1911	135.769	59.117
1912	158.778	69.108
1913	125.425	59.072

Exportation de France en Algérie de meubles
et ouvrages en bois
Commerce spécial (1)

ANNÉES	EXPORTATION TOTALE		EXPORTATION SUR L'ALGÉRIE	
	Quantités quintaux	Valeurs 1.000 fr.	Quantités quintaux	Valeurs 1.000 fr.
1904	899.778	34.646	659.674	15.065
1905	930.557	38.393	691.102	16.133
1906	1.175.110	44.720	923.737	20.484
1907	1.180.580	46.487	901.336	20.146
1908	1.220.230	44.889	930.655	21.280
1909	987.810	39.112	704.271	16.763
1910	1.270.780	49.083	892.456	21.720
1911	1.167.650	47.620	811.177	20.129
1912	1.439.480	58.517	1.019.671	25.957
1913	1.118.690	53.112	712.669	19.421

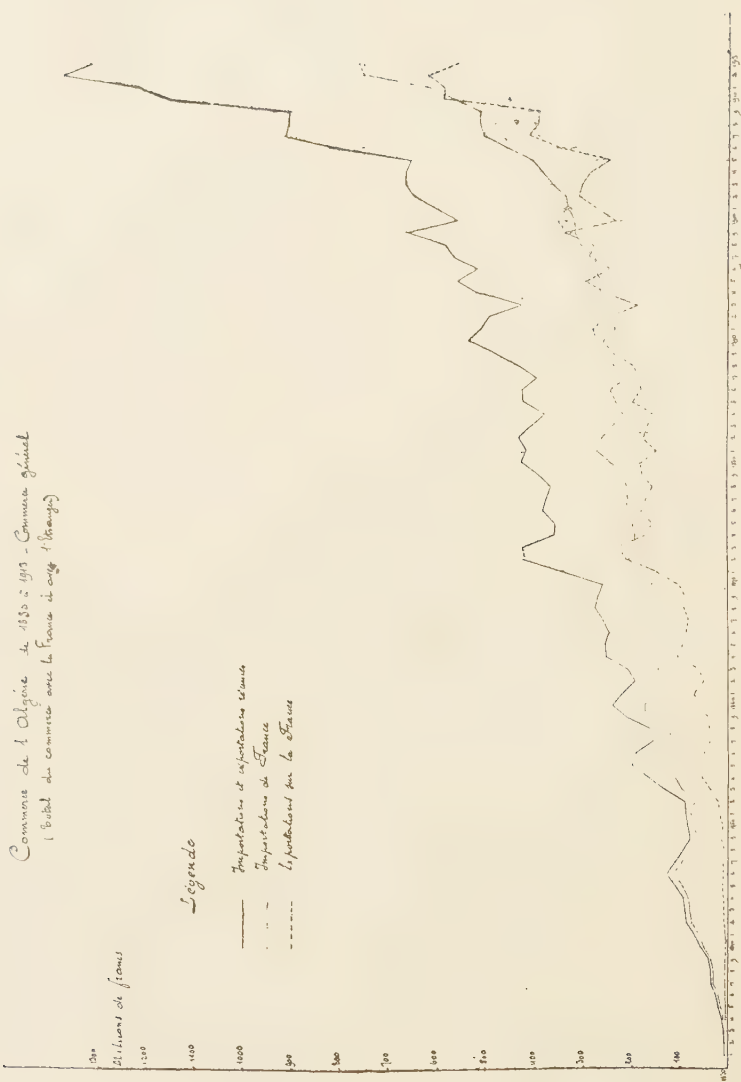
1. Statistiques de la Direction générale des Douanes.

*Exportation de France en Algérie
des vêtements confectionnés. Lingerie cousue (1)*

ANNÉES	EXPORTATION TOTALE		EXPORTATION EN ALGÉRIE	
	Quantités quintaux	Valeurs 1.000 fr.	Quantités quintaux	Valeurs 1.000 fr.
1904	43.971	121.476	6 540	11.884
1905	46.221	145.078	6.844	12.019
1906	46.370	140 929	7.762	13.368
1907	53.130	150.378	8 912	15.341
1908	43.640	122.975	7.765	13.635
1909	50.340	145.472	7.940	14.053
1910	54.960	173.107	7.612	16.108
1911	60.410	197.661	30.361	13.949
1912	78.460	254.626	30.156	17.835
1913	78.440	252.648	10.046	16.309

Pour les autres catégories de marchandises nous renvoyons aux chiffres de l'année 1913. Avec l'évolution économique de l'Algérie, les classifications des marchandises dans les résumés généraux publiés par l'administration des douanes ont varié, et il nous a été impossible d'obtenir des renseignements qui, dans une période de dix ans, soient comparables entre eux d'une année à l'autre.

1. Statistiques de la Direction générale des Douanes.



Commoner! (Commoner special)

Commoner

Legend
 (Commoner, Commoner, Commoner, Commoner)
 Commoner, Commoner, Commoner, Commoner
 Commoner, Commoner, Commoner, Commoner



Commerce de l'Algérie avec la France et l'Etranger (1)

ANNÉES	IMPORTATIONS			EXPORTATIONS				TOTAL		
	France Commerce special 1,000 fr.	Etranger		France Commerce special 1,000 fr.	Etranger		Total	Commerce général 1,000 fr.	Commerce special 1,000 fr.	TOTAL GÉNÉRAL Importations et Exportations Commerce général 1,000 fr.
	Commerce général 1,000 fr.	Commerce special 1,000 fr.	Commerce général 1,000 fr.	Commerce général 1,000 fr.	Commerce special 1,000 fr.	Commerce général 1,000 fr.				
1831	»	»	6,504	»	»	1,480	»	»	»	7,984
1832	»	»	6,857	»	»	851	»	»	»	7,708
1833	»	»	7,599	»	»	1,028	»	»	»	8,627
1834	»	»	8,560	»	»	2,377	»	»	»	10,937
1835	5,898	10,881	16,779	1,637	961	2,598	»	»	»	19,377
1836	8,151	17,252	22,403	2,097	1,339	3,436	1,332	3,429	23,166	25,839
1837	15,443	17,233	33,676	1,268	1,679	2,947	1,678	2,906	35,582	36,002
1838	15,324	18,918	33,542	1,574	2,729	4,203	2,726	4,200	37,745	38,139
1839	15,887	20,990	36,877	3,639	1,673	5,282	1,579	5,178	41,632	42,139
1840	23,165	31,677	57,335	2,087	1,702	3,789	1,574	3,631	58,500	61,134
1841	26,480	40,717	66,906	2,404	1,898	4,302	1,365	3,769	68,663	71,208
1842	31,738	44,672	77,887	3,191	3,992	7,183	2,078	5,239	81,654	84,070
1843	31,840	47,007	78,847	2,813	4,968	7,781	2,248	5,061	86,658	89,514
1844	36,675	53,915	82,801	2,513	2,597	8,110	2,103	4,616	90,914	92,801
1845	62,151	37,220	99,360	5,723	4,768	10,491	2,044	7,767	102,410	104,661
1846	70,315	40,613	115,926	3,966	3,072	9,043	1,756	5,342	116,799	119,851
1847	52,899	33,729	96,181	4,270	3,593	9,863	1,987	5,957	98,526	101,483
1848	45,661	40,353	86,214	3,477	3,639	7,106	1,996	5,463	87,766	90,044
1849	63,568	22,681	65,252	11,049	2,680	13,729	2,487	13,586	78,981	81,668
1850	43,227	29,466	72,693	7,724	2,538	10,262	1,416	8,946	82,955	85,699
1851	50,057	19,473	69,530	18,086	1,713	19,799	1,209	19,289	86,753	88,567
1852	7,717	10,355	65,392	19,341	2,213	21,554	1,681	21,022	86,946	88,736
1853	85,465	12,482	97,947	27,094	4,575	32,429	3,220	31,124	130,426	132,551
1854	89,966	17,945	107,911	43,071	12,780	58,451	10,865	56,536	127,311	129,582
1855	104,154	27,308	131,462	53,510	13,510	66,920	7,078	60,458	166,362	168,502
1856	53,668	33,078	111,686	30,178	11,565	38,715	3,322	32,470	198,382	200,852
1857	88,857	27,676	116,533	30,636	8,085	38,715	3,344	33,974	192,199	195,381
1858	96,632	21,256	117,928	28,393	11,729	40,022	10,718	39,311	155,218	156,741
1859	150,916	25,166	172,107	34,195	7,461	41,799	6,876	41,041	157,906	159,851
1860	130,893	17,043	147,936	58,318	8,301	66,619	11,219	52,627	217,587	219,051
1861	126,785	17,775	144,560	61,088	11,569	72,657	11,219	51,681	194,241	196,891
1862	126,965	17,039	143,807	51,885	15,328	66,913	14,528	52,385	210,717	212,830
1863	128,700	19,471	148,171	75,891	28,036	103,927	27,324	103,215	232,303	234,901
1864	130,364	22,875	158,449	70,744	23,135	93,879	23,057	93,801	252,318	254,830
1865	120,919	20,394	139,339	65,658	22,213	87,871	21,716	87,374	247,210	249,584

1889	129,518	54,127	49,312	183,615	178,830	33,722	24,463	21,379	88,185	85,101	271,830	263,931
1890	129,698	47,048	44,045	156,346	153,513	47,315	24,601	51,291	102,516	98,606	259,062	252,119
1891	118,205	37,398	42,105	135,801	180,310	28,790	69,310	63,006	148,100	141,796	333,903	322,106
1892	140,506	66,021	58,479	206,587	199,045	138,080	55,654	68,309	243,714	206,389	420,321	405,434
1893	140,308	47,436	46,436	194,462	187,714	148,567	79,475	70,618	228,512	219,185	406,929	406,929
1894	135,609	53,270	50,201	191,179	185,810	112,960	52,246	48,583	165,186	161,743	346,365	347,583
1895	146,416	61,348	46,674	197,264	192,580	108,620	48,819	43,785	157,439	152,405	354,703	345,185
1896	148,336	67,360	57,360	209,878	202,890	122,671	52,410	48,793	170,481	171,467	381,929	377,354
1897	138,086	68,307	64,713	204,713	202,799	122,049	47,965	44,390	170,094	166,489	376,517	369,288
1898	148,806	76,352	71,554	205,418	200,420	120,213	57,373	53,395	157,586	153,608	363,004	354,028
1899	139,363	69,998	69,998	211,030	209,271	122,269	53,988	50,632	176,267	172,901	390,287	382,172
1890	161,824	80,382	73,183	242,106	235,647	126,851	56,309	51,489	183,220	178,340	415,326	413,987
1891	160,863	86,366	79,779	266,434	260,647	122,122	57,413	52,743	149,535	144,865	415,969	405,512
1892	163,707	87,153	80,424	255,793	252,570	96,067	79,617	75,473	175,004	171,020	431,457	424,100
1893	154,678	83,221	74,392	238,199	234,902	95,453	70,412	66,995	163,865	161,551	404,654	396,493
1894	146,713	78,009	70,657	220,370	217,370	102,014	55,419	51,992	157,446	154,006	377,768	371,376
1895	167,660	99,023	94,986	262,083	262,616	123,555	71,707	69,318	193,322	192,903	422,045	415,519
1896	189,176	113,098	104,003	242,281	239,269	124,489	56,667	54,908	181,156	179,307	425,430	418,666
1897	155,190	78,117	74,337	211,337	205,692	133,909	49,925	45,955	183,834	179,864	395,171	385,556
1898	173,440	94,278	84,392	234,908	228,022	158,068	38,261	33,255	196,329	191,323	431,237	419,345
1899	178,063	68,049	58,785	246,712	237,418	200,561	38,108	29,229	238,719	229,790	485,431	467,208
1890	194,804	78,103	65,220	272,967	260,090	208,173	51,626	40,428	263,699	248,901	533,066	508,991
1891	207,093	70,678	61,929	277,771	269,022	186,702	63,084	36,142	232,580	222,844	510,557	491,866
1892	189,639	63,477	50,118	233,076	229,257	195,271	43,776	32,885	230,650	222,139	492,126	476,916
1893	184,504	54,414	46,612	239,658	231,406	142,367	44,213	27,478	186,580	169,845	426,278	401,251
1894	199,319	63,814	59,992	263,153	259,311	207,658	51,865	34,427	259,523	242,085	524,656	501,396
1895	203,163	58,049	52,380	261,212	255,513	245,660	53,504	38,552	299,161	284,212	560,373	539,555
1896	217,802	57,397	51,436	275,799	262,238	196,842	43,630	34,233	240,172	231,075	516,271	500,313
1897	216,165	60,726	48,793	276,901	264,908	237,940	49,743	38,868	287,689	276,808	564,599	541,776
1898	225,535	70,678	62,524	302,223	290,059	224,451	53,632	41,092	378,058	365,543	580,306	555,602
1899	239,422	59,426	49,526	319,848	309,948	271,668	66,750	53,960	358,208	325,568	635,056	635,356
1900	259,355	63,403	53,955	323,818	313,350	165,891	68,850	55,807	234,741	221,788	558,559	538,118
1901	255,240	76,441	63,353	331,381	318,593	211,221	59,742	50,794	270,663	261,945	602,344	580,588
1902	271,305	63,035	54,293	335,028	325,686	250,883	58,446	48,289	309,329	299,172	641,357	624,858
1903	289,153	72,109	56,464	361,252	345,617	237,570	63,642	50,197	301,112	287,007	662,374	633,314
1904	310,920	69,228	50,601	380,168	367,611	216,596	69,721	57,602	281,317	272,198	664,665	639,609
1905	326,553	79,453	57,433	405,906	383,887	216,347	84,738	67,516	245,985	228,763	651,891	612,660
1906	352,400	83,399	61,311	460,921	446,711	243,700	100,172	77,941	349,872	321,641	806,793	738,332
1907	322,700	89,989	63,717	364,231	456,417	290,600	114,556	88,341	410,269	378,941	914,490	835,358
1908	369,011	94,170	69,403	512,980	468,403	273,100	117,351	93,232	394,321	376,322	907,301	784,625
1909	367,108	90,315	64,907	510,551	662,015	271,066	114,501	87,187	391,121	369,153	901,482	821,168
1910	438,930	103,313	74,071	564,529	513,001	446,643	131,837	102,900	383,434	349,543	1,062,574	1,002,574
1911	489,903	119,403	83,764	630,863	573,667	425,581	151,622	114,513	381,922	350,094	1,213,785	1,113,761
1912	568,488	149,897	102,497	750,087	670,985	427,263	188,641	165,554	621,141	572,817	1,371,228	1,243,802
1913	552,561	168,107	116,946	761,354	669,507	330,841	216,940	157,604	552,949	488,445	1,314,303	1,137,952

1. Jusqu'en 1902, P. Delorme, le Commerce algérien. A partir de 1902 : Statistiques de la Direction générale des Douanes.

Importation en France de marchandises algériennes. — Année 1913 (1)

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	COMMERCE GÉNÉRAL		COMMERCE SPÉCIAL		
	Quantités Quint. mét.	Valeurs 1.000 fr.	Unités	Quantités	Valeurs 1.000 fr.
Vins (y compris les mistelles).....	5.441.928	152.756	Hectol.	4.715.647	152.166
Céréales (grains et farines) y compris, le malt.....	1.771.129	46.302	Quint. mét.	1.770.639	46.288
Bestiaux.....	472.477	37.924	—	472.477	37.924
Fruits de table.....	389.063	15.222	—	355.686	15.250
Laines et déchets de laine.....	89.309	13.007	—	89.309	13.007
Légumes frais, salés ou conservés.....	207.640	7.475	—	196.512	7.975
Minerais de toute sorte.....	791.710	6.554	—	777.563	6.300
Peaux et pelleteries brutes.....	18.599	6.532	—	17.577	6.252
Pommes de terre, légumes secs et leurs farines.....	431.228	5.207	—	238.517	5.206
Tabacs en feuilles et tabacs fabriqués.....	34.039	4.865	—	20.630	1.474
Bois communs.....	10.810	3.970	Tonne mét.	8.084	3.970
Poissons frais, secs, salés ou conservés.....	26.498	2.966	Quint. mét.	26.477	2.964
Pierres et terres servant aux arts et métiers.....	800.228	2.015	—	810.588	2.593
Eaux-de-vie et esprits.....	32.023	2.576	Hect. d'al. pur	19.697	2.455
Fourrages et son.....	10.274	2.225	Quint. mét.	168.404	2.306
Produits chimiques.....	30.801	2.162	—	51.217	2.178
Lège ouvré.....	1.529	1.023	—	3.432	1.039
Huiles volatiles ou essences végétales et parfums synthétiques naturels ou artificiels.....	—	1.111	—	765	1.835
Ouvrages en peau ou en cuir naturel ou artificiel.....	—	1.109	—	757	1.579
Huiles végétales fixes.....	11.444	1.109	—	10.737	1.330
Bois exotiques.....	51.890	1.092	Tonne mét.	4.464	889
Espèces médicinales.....	2.751	1.022	Quint. mét.	3.767	1.030
Phormium, tenax, abaca et végétaux filamenteux non dénommés.....	93.380	944	—	92.282	923
Chevaux.....	10.033	916	Tête	2.137	916
Chèvre.....	6.101	793	Quint. mét.	6.101	793

Cornes, sabots et os de bétail.....	477	14,817	477	—	14,017	477
Cacaoutchouc et gutta-percha bruts ou refondus en masse.....	449	637	449	—	561	449
Peaux préparées.....	448	400	448	—	537	380
Tissus de laine.....	394	503	394	—	520	389
Gruaux, grains perlés ou mondés, semoules et pâtes d'Italie.....	375	10,724	375	—	10,722	375
Mules, mulets, ânes et ânesses.....	399	4,116	399	—	3,435	399
Poils bruts, peignés ou cardés.....	374	902	374	Tête	857	374
Drilles.....	450	19,111	450	Quintal. mét.	19,111	339
Teintures et tanins.....	314	29,758	314	—	29,653	313
Machines et mécaniques.....	279	4,089	279	—	3,889	287
Papier et ses applications.....	255	442	255	—	293	252
Cire animale non ouvrée.....	236	600	236	—	594	217
Zinc.....	241	3,973	241	—	3,938	201
Coton de laine et déchets de coton.....	190	1,181	190	—	1,181	199
Gibrier, tortues, volailles, pigeons et lapins morts.....	178	653	178	—	658	178
Plantes et arbustes de serre et de pépinière.....	174	3,479	174	—	1,060	53
Objets de collection.....	158	468	158	—	108	158
Cire végétale, gommes, résines, baumes et autres produits résineux.....	160	5,077	160	—	4,798	160
Pelletteries préparées, œuvres ou confectionnées.....	159	12	159	—	22	159
Outils et ouvrages en métaux.....	156	709	156	—	769	151
Ouvrages de sparterie, de vannerie et de corderie.....	172	2,762	172	—	2,522	141
Tissus de jute, de phormium tenax, etc.....	149	2,173	149	—	2,978	149
Riz.....	118	4,804	118	—	4,804	118
Lingerie, vêtements et articles confectionnés.....	110	122	110	—	122	110
Plomb.....	106	2,455	106	—	2,455	106
Fils.....	86	577	86	—	596	85
Joncs, sparte, fibres de coco, chiendent, etc.....	72	799	72	—	723	72
Marbres sculptés ou autres.....	68	675	68	—	676	68
Matériaux.....	64	18,219	64	Tonne. mét.	18,7	64
Colis postaux.....	2907	19,733	2907	Quint. mét.	13,063	2,884
Autres articles.....	1,312	21,553	1,312		1,181	1,181

I. Statistiques de la Direction générale des Douanes.

Exportations françaises sur l'Algérie pendant l'année 1913 (1)

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	COMMERCE GÉNÉRAL		COMMERCE SPÉCIAL		
	Quantités Quant. métr.	Valeurs 1.000 fr.	Unités	Quantités	Valeurs 1.000 fr.
Tissus de coton.....	135 602	59 593	Quint. mét.	125 425	59 072
Outils et ouvrages en métaux.....	4 16 818	27 585	—	4 11 843	27 182
Carrosserie (voitures automobiles et autres : vélocipèdes et motocycles).....	54 225	26 377	—	51 978	25 916
Machines et mécaniques.....	166 401	23 240	—	156 563	22 005
Meubles et ouvrages en bois.....	715 358	19 220	—	712 669	19 421
Papier et ses applications.....	157 128	18 689	—	156 258	18 593
Sucres bruts ou raffinés.....	462 870	17 657	—	462 730	17 652
Lingerie, vêtements et articles confectionnés.....	13 098	16 350	—	10 046	16 309
Café.....	87 356	15 724	—	25	5
Peaux préparées.....	19 365	13 236	—	17 937	12 546
Huiles végétales fines.....	145 609	12 136	—	142 335	11 927
Blanc, fer et acier (machefers compris).....	827 452	12 010	—	823 236	11 888
Produits chimiques.....	456 873	10 506	—	429 657	10 940
Parfumeries et savons.....	160 717	9 817	—	133 323	9 690
Poteries; verres et cristaux.....	315 969	9 131	—	205 485	9 066
Lait, beurre et fromages.....	46 519	9 007	—	33 267	7 708
Tablèterie, éventails, broserie, boutons et bimbeloterie.....	13 630	8 370	—	10 997	8 342
Tissus de jute, de phormium tenax, etc.....	84 376	7 002	—	84 211	6 987
Matériaux.....	2 525 670	6 824	Tonne	252 569	6 824
Hommes de terre, légumes secs et leurs farines.....	314 980	6 804	Quint. mét.	207 607	6 141
Ouvrages en peau ou en cuir naturel ou artificiel.....	9 478	6 539	—	7 581	6 507
Tissus de laine.....	7 642	6 312	—	6 606	6 239
Ouvrages en caoutchouc et en gutta-percha.....	4 398	6 194	—	3 632	5 987
Bois communs.....	502 450	5 822	Tonne	49 743	5 760
Épis.....	32 786	5 708	Quint. mét.	30 633	5 629
Céréales (grains et farines), y compris le malt.....	226 290	5 587	—	142 489	5 794
Eaux-de-vie et esprits.....	108 207	3 135	Hect. d'al. pur	77 751	5 103
Thé.....	11 970	4 070	Quint. mét.	159	62
Tissus de lin, de chanvre ou de ramie.....	7 876	4 250	—	7 359	4 238
Préparations sucrées (sirops, bonbons, fruits, biscuits, confitures, etc., etc.).....	30 034	4 195	—	29 373	3 951
Armes, poudres et munitions.....	13 536	3 844	—	12 929	3 823
Tabacs en feuilles et tabacs fabriqués.....	23 431	3 560	—	343	110
Vins.....	25 760	3 532	Hectol.	22 069	3 502
Chocolat.....	13 969	3 492	Quint. mét.	13 927	3 489
Éclairs, chandelles, cire et acide stéarique mixtes.....	23 451	3 336	—	26 297	3 392

Verres, carafes, chandeliers, tabatières, et musée de Douai.	10,020	2,550	8,711	2,086
Poissons frais, secs, salés ou conservés.	21,079	2,462	20,479	2,322
Fruits de table.	41,718	2,369	30,286	1,836
Riz.	72,287	2,011	61,595	1,724
Plantes et arbustes de serre et de pépinière.	39,699	1,985	39,687	1,984
Graisses animales autres que de poisson: margarine et substances similaires.	16,095	1,841	11,660	1,215
Ouvrages de sparterie, de vannerie et de corderie.	1,861	1,790	3,955	1,752
Cuir.	7,871	1,628	7,699	1,599
Soufre (y compris les pyrites).	103,336	1,585	10,576	1,585
Légumes frais, salés ou conservés.	27,849	1,578	24,300	1,555
Mules et mulets.	2,682	1,575	1,891	1,515
Fruits minéraux brutes, ratifines et essences.	65,147	1,514	65,147	1,514
Lubrifications.	62,000	1,462	6,841	1,539
Couleurs, encres, crayons et charbons préparés.	21,225	1,355	18,301	1,360
Liqueurs.	4,102	1,337	3,555	1,333
Conservés de viande et de gibier, foies d'oie et pâtes de foie gras, etc., etc.	4,977	1,303	1,805	1,282
Instruments de musique.	3,303	1,299		1,280
Pierre.	28,719	1,147	28,375	1,135
Mécanismes composés.	4,518	1,144	2,790	1,136
Sols et bourre de soie.	312	1,063	126	417
Graines et fruits oléagineux.	29,338	1,012	28,985	1,000
Tissus de soie et de bourre de soie.	132	958	108	808
Peaux et pelletteries brutes.	4,499	656	4,033	849
Instruments et appareils scientifiques.	417	811	403	805
Graux, semoules et pâtes d'Italie.	24,008	801	12,425	563
Huiles lourdes et résidus de pétrole.	52,831	771	42,371	720
Leu minérales gazeuses et autres.	37,284	746	37,294	745
Marbres statuaire ou autres.	35,166	742	34,925	728
Zinc.	10,761	737	10,732	766
Bois médicaux.	2,821	701	2,115	652
Pelletteries préparées, ouvrées ou confectionnées.	71	697	35	363
Cire végétale, gommés, résines, baumes et autres produits résineux.	6,555	658	5,418	441
Bijouterie fausse et ouvrages dorés et argentés.	173	658	101	630
Graisses végétales alimentaires.	5,121	608	4,865	608
Orfèvrerie et bijouterie, d'or, d'argent et de plaine.	21	606	2,165	555
Graines à ensementer.	3,505	529	3,479	526
Colls postaux contenant des articles autres que des tissus de soie et de bourre de soie.	84,309	126,458	82,396	123,591
Autres articles.	293,613	13,819		12,706

1. Statistiques de la Direction générale des Douanes

Exportations de l'Algérie à l'Etranger (1)

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	1911		1912		1913	
	Commerce général Tunisie	Commerce spécial Tunisie	Commerce général Tunisie	Commerce spécial Tunisie	Commerce général Tunisie	Commerce spécial Tunisie
Houille.	25 438.181	107.483	25.845.912	69.306	28.519.663	148.274
Céréales (grains et farines)	12.079.632	11 593.001	19 200.004	17 900.341	20 874.143	15.312.589
Minéral de fer.	12.742.732	12 314.222	14 942.588	14 942.588	17 460.636	17 460.636
Tabacs fabriqués.	10.026.039	6.113.558	15.103.553	9 008 227	17.470.030	9 531.515
Minéral de zinc.	8.957.170	8 437 30	11.818.000	11 818.000	12.338.560	12.338.560
Phosphates naturels	9.342.696	9 542.146	10.542.692	10.592 492	10.310.248	10.310.298
Liège brut.	7.854.207	7.853 64	9 571 338	9 571.238	9 777.923	9 777.923
Bestiaux (non compris les bœufs, brebis et moutons).	2 761.693	957 1	4 163 033	3 493.288	8.851.374	8.811.747
Joints et roseaux bruts (alfa)	7.020.191	7 000 001	8 753 043	8 753 193	8 659.765	8 658.355
Crin végétal.	4.533.930	4 533.930	6.109 129	6.129.129	7.074.018	7.074.018
Boissons.	2.910 847	2.866 973	4 941 708	4 923.694	5.591.577	5.511.285
Peaux brutes	2 976 140	2 976 140	3 343 155	3 343 155	4 979 145	4 876 745
Tissus de coton.	2 335.308	2 000 000	3 549.000	3 182.966	4 426.047	3 941 012
Fournages et son.	4 479 122	1 479 122	3 247 143	3 248.443	3 376.774	3 376.115
Fruits de table.	1 860.243	1 774 044	2 730 732	2 557 608	3 005.455	2 870 000
Vêtements et lingerie	1 073.045	1 005 1	3 000 11	2 404 321	3 082 448	3 031.538
Gâteaux et semelles en gypse	9 845.544	2 500 117	2 519 155	2 476.202	2 533 603	1 131 880
Peaux et pelleteries ouvrées	1 221 000	4 000 000	1 493 14	1 493 14	2 600 000	2 631 111
Poissons de mer de toutes sortes.	2 601 111	2 601 111	1 600 111	1 600 111	2 331 111	2 253 200
.....	7 616 000	4 000 000	1 651 111	1 651 111	1 000 111	1 000 111

Chevaux, ânes et mulets	529,764	2,605,740	1,417,385	1,379,085
En orcs à tan	1,224,638	1,216,110	1,400,364	1,339,524
Meubles et ouvrages en bois	366,126	308,316	723,110	1,005,930
Machines et mécaniques	442,010	296,873	438,495	916,215
Minéral de plomb	507,390	507,390	1,132,586	1,132,586
Tabacs en feuilles	2,055,960	1,996,740	1,680,540	1,022,910
Laines en masse	477,360	477,360	576,768	712,935
Liège ouvré	725,250	75,250	994,780	633,325
Superphosphates	235,402	235,402	233,051	560,399
Savons autres que de parfumerie	647,800	492,900	796,100	383,867
Papier et ses applications	264,220	249,795	262,470	453,352
Bimbeloterie et boutons	654,464	285,624	493,296	404,488
Tissus de laine	324,586	323,686	314,206	365,348
Herbes, fleurs et feuilles médicinales	256,070	255,490	221,700	375,415
Tissus de lin, de chanvre, de ramie et de jute	504,208	494,643	173,418	335,989
Bois d'ébénisterie et bois exotiques	1,024,640	1,009,760	237,660	305,400
Ci-c brute	140,150	140,150	54,442	209,100
Tissus de soie	257,762	255,162	155,729	231,240
Huile d'olive	1,066,950	1,061,550	1,583,530	196,360
Béliers, brebis et moutons	148,407	148,407	282,732	127,198
Minéral d'antimoine	1,114,200	1,114,200	303,100	51,800
Autres articles	13,160,697	8,885,512	17,317,382	12,822,937

Importations étrangères en Algérie (1)

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	1911		1912		1913	
	Commerce général francs	Commerce spécial francs	Commerce général francs	Commerce spécial francs	Commerce général francs	Commerce spécial francs
Houille crue et agglomérée.....	31.361.949	9.139.769	37.756.942	11.892.702	43.140.866	13.729.186
Café.....	10.470.680	8.867.300	19.929.510	14.810.835	17.162.280	14.253.480
Bois communs et exotiques.....	9.443.230	9.228.263	10.716.614	10.451.868	13.622.619	12.383.724
Céréales (grains et farines).....	3.211.134	2.965.028	9.712.285	4.932.140	10.032.850	8.015.134
Machines et mécaniques.....	7.839.184	7.646.939	8.502.580	8.445.585	9.410.442	9.090.863
Bêtes de somme.....	1.577.120	1.560.710	3.033.266	3.028.116	5.703.808	5.632.233
Bestiaux.....	10.148.649	8.573.614	5.290.931	5.101.707	5.408.191	5.361.251
Tabac en feuilles.....	2.529.340	1.563.040	3.837.988	1.771.791	4.590.173	1.590.136
Huiles de pétrole brutes, raffinées et essences.....	1.705.312	1.343.472	2.229.081	2.236.322	3.979.354	3.021.871
Thé.....	2.597.790	979.680	4.567.550	1.235.475	3.727.620	1.187.160
Tabacs fabriqués.....	2.355.143	217.040	4.061.557	232.158	3.474.914	262.743
Fruits de table.....	1.619.247	1.402.006	2.423.116	2.112.792	3.007.972	2.716.723
Pommes de terre, légumes secs et marrons.....	2.787.414	2.382.120	2.625.112	2.276.941	2.455.310	1.890.000
Soufre.....	834.133	834.133	1.361.936	1.361.936	2.382.490	2.382.490
Outils et ouvrages en métaux.....	1.315.407	1.317.736	1.672.592	1.514.652	2.206.247	1.884.987
Peaux brutes.....	1.441.480	752.770	1.346.193	1.116.435	2.023.254	1.446.596
Fromages.....	2.002.154	1.989.302	2.052.220	2.045.620	1.993.825	1.938.855
Bâtiments de mer.....	486.210	480.770	951.930	951.930	1.827.720	1.825.920
Laines en masse.....	1.457.064	1.095.681	1.901.820	892.974	1.766.997	1.705.892
Peaux préparées.....	733.100	733.100	814.410	766.160	1.063.600	1.063.600

Tissus de coton.....	1.019.342	726.407	1.120.234	769.467	1.186.963	820.362
Riz.....	63.608	61.078	397.623	239.572	912.263	219.212
Meubles et ouvrages en bois.....	882.310	835.721	859.564	811.947	890.091	730.762
Fer, fonte et acier.....	386.471	301.497	513.180	391.515	867.037	328.996
Vêtements et lingerie.....	1.086.694	1.032.629	1.207.954	1.113.194	794.222	740.413
Poissons de toute sorte.....	409.655	407.215	497.178	469.808	647.410	530.605
Tissus de laine, de poils et de crins.....	935.249	931.421	732.241	712.993	606.720	569.108
Superphosphates et engrais chimiques.....	1.230.816	1.230.816	787.323	787.323	570.084	570.084
Soies et bourre de soie.....	450.715	450.715	856.002	833.560	570.048	570.048
Poivre et piments.....	511.635	430.055	675.455	542.525	568.417	486.739
Viandes salées et charcuterie fabriquée.....	415.570	413.900	693.799	678.730	529.780	401.225
Vins.....	639.290	55.030	488.240	480.190	477.825	241.950
Papier et ses applications.....	316.152	311.970	418.169	415.799	471.878	455.724
Tapis de sparte.....	239.020	239.020	412.680	412.490	462.840	462.840
Huile d'olive.....	190.848	154.880	736.648	653.400	420.090	384.670
Safran.....	309.400	309.400	238.000	238.000	391.000	379.500
Binbeloterie.....	661.350	203.850	388.050	239.850	355.000	332.250
Tissus de soie et de bourre de soie.....	307.186	304.586	382.695	359.955	266.451	258.876
Ouvrages en peau et en cuir.....	273.633	263.108	267.643	263.701	247.334	236.584
Espèces médicinales.....	204.300	200.250	333.155	297.095	218.634	190.504
Vannerie.....	165.805	162.955	145.375	145.375	200.770	165.895
Légumes frais, salés ou conservés.....	430.755	430.557	487.276	477.530	108.408	101.500
Huile de coton.....	136.896	133.362	653.268	643.875	98.697	79.785
Dari, millet et alpiste en grains.....	161.304	162.360	227.475	225.525	24.149	3.008
Autres articles.....	10.023.302	8.965.047	12.723.552	11.220.010	14.611.364	13.702.630

1, Statistiques de la Direction générale des Douanes,

DEUXIÈME PARTIE

Les causes générales du développement des échanges entre la France et l'Algérie

CHAPITRE PREMIER

Les Formes multiples de l'action économique de l'État français en Algérie

Dans l'étude que nous venons de faire, sur chaque produit français ou algérien, nous avons été amené à constater constamment un énorme accroissement du chiffre des échanges. A propos de chaque produit, nous nous sommes attaché à mettre en relief les causes spéciales qui avaient déterminé cet accroissement. Mais ces causes n'ont pas été les seules à agir; à côté d'elles et agissant d'une façon plus difficile à apprécier, il faut placer des causes générales de développement dont les effets pour être considérables ne peuvent guère être aperçus

qu'au travers des chiffres globaux du commerce. Quels ont été et quels sont ces facteurs généraux ? Quels en ont été les effets ? Telles sont les deux questions qu'il convient de se poser et de résoudre.

Deux forces ont contribué dans leurs actions concomitantes à amener l'Algérie au point où elle se trouve actuellement : l'initiative des individus. Dès l'origine de la conquête il s'est trouvé des hommes assez audacieux pour aller installer des fermes, dans des contrées non encore pacifiées ; décidés à travailler énergiquement et à défendre les armes à la main leurs installations contre les dégradations des maraudeurs. Ce sont eux qui, par leurs efforts répétés, ont introduit la prospérité dans le pays et provoqué un essor commercial dont la France a largement profité. Nous n'étudierons cependant pas l'action de l'initiative privée ; elle s'est manifestée sous trop de formes différentes, et d'autre part nous avons été amené à en mesurer en quelque sorte les effets au travers des statistiques de la production et du commerce des principales denrées algériennes. Dans ses grandes lignes, elle a surtout consisté en une adaptation graduellement meilleure des procédés de culture aux conditions du sol et du climat.

Nous nous arrêterons au contraire à l'action de l'État. Différentes en ont été les modalités suivant les époques et suivant l'évolution de la colonie.

A l'origine, la France s'est trouvée en face de difficultés considérables. La propriété individuelle sans laquelle un pays ne peut marcher dans la voie de la prospérité n'existait en Algérie que comme une anomalie. Il a fallu la constituer de toutes pièces ; cela n'a pas été sans quelques difficultés. Le problème a été résolu d'une façon plus ou moins élégante par une série de lois dont certaines ont abouti à la dépossession brutale des indigènes, soit au profit de nos nationaux, soit même au profit d'étrangers et moyennant des indemnités d'expropriation le plus souvent illusoires. Ceci fait, l'État a donné ou vendu ces terrains à des colons, construisant même des villages pour les y installer, politique qui coûta très cher et ne donna pas de résultats. L'État était sorti de son rôle.

Plus heureuse fut l'intervention du législateur dans le domaine de l'administration indigène. On supprima de nombreux abus dans la justice et le système fiscal. L'Arabe eut désormais intérêt à chercher à améliorer son sort. L'État est encore intervenu pour favoriser le crédit au colon. La banque d'Algérie a joué dans cet ordre d'idées un rôle considérable, et si des erreurs qu'un manque d'expérience rendait inévitables ont été commises, elles ne doivent être attribuées qu'à un désir d'avoir voulu trop bien faire. Tous ces efforts nécessaires à la mise en valeur d'une colonie nouvelle ont tendu vers le même but : créer, un ensemble

de conditions juridiques de nature à favoriser le développement économique du pays.

Mais là ne s'est pas arrêtée l'action de l'administration. D'autres facteurs sont intervenus dont les effets se sont fait sentir sur les chiffres globaux du commerce algérien ; tels sont : la politique hydraulique, la politique des chemins de fer et celle des routes et canaux. Leurs actions sont prépondérantes dans le développement économique d'un pays neuf, mais à eux seuls ils n'auraient pas permis à la France de voir se réaliser son espérance légitime : l'accroissement continu de sa part relative dans le commerce de l'Algérie. Deux facteurs différents qui retiendront notre attention ont concouru à ce résultat : la politique douanière et celle de la navigation. Le législateur français a considéré la deuxième comme la conséquence de la première, en l'appuyant sur les mêmes principes. Le point de vue est incontestable ; néanmoins, comme elles n'ont pas été séparées l'une de l'autre dans toutes les discussions parlementaires, nous les étudierons ensemble, en nous plaçant surtout au point de vue de l'évolution algérienne et en cherchant à dégager les effets de chaque loi sur les chiffres du commerce d'une façon autant que possible impartiale.

CHAPITRE II

Le Régime commercial et la navigation

§ I. — LA PÉRIODE 1831-1851

LES TATONNEMENTS

Jusqu'en 1851, notre politique douanière à l'égard de l'Algérie est confuse et incertaine. L'Algérie possède à l'instar d'un pays étranger un régime douanier qui lui est propre. La France ne sait encore ce qu'elle va faire de sa nouvelle conquête; elle fait de la législation de circonstances.

L'ordonnance du 11 novembre 1835 mettait un peu d'ordre dans ce chaos.

A l'importation étaient admis en franchise absolue :

1° Tous les produits français à l'exception des sucres ;

2° Les produits étrangers nationalisés en France par le paiement des droits ;

3° Les produits étrangers dont la France n'avait point de similaire ;

4° Les produits étrangers qui étaient d'une utilité majeure pour l'agriculture et les constructions.

Étaient admises moyennant un droit de 12 à 15 o/o
ad valorem :

Les marchandises dont l'entrée était prohibée en France.

Quant aux marchandises dont l'entrée n'était pas prohibée en France, elles payaient un droit de 1/5 ou 1/4 du tarif général français suivant qu'elles provenaient d'un port français ou d'un port étranger.

A l'exportation : sortaient en franchise absolue :

1° Les marchandises à destination de la Métropole ;

2° Les grains et farines même à destination de l'Étranger. Les marchandises dont la sortie de France était interdite par le tarif français payaient à leur sortie d'Algérie 15 o/o *ad valorem*.

Les autres marchandises payaient suivant le tarif métropolitain. L'ordonnance de 1835 instituait en outre le monopole de navigation au profit de la Métropole, pour les transports entre ses ports et ceux de sa colonie ; réservait le cabotage aux navires français et aux sandales algériennes d'un tonnage inférieur à 30 tonnes appartenant soit à des Français, soit à des indigènes ; taxait les navires étrangers chargés ou non à leur entrée en Algérie d'un droit de 2 francs par tonneau de jauge.

Ce régime marquait un progrès sur l'état de choses antérieur, mais on était encore bien loin de l'assimilation douanière et d'un régime de réciprocité quel-

conque. Alors que le marché algérien était largement ouvert aux produits de l'industrie métropolitaine, les produits algériens n'entraient en France qu'au même titre que ceux de n'importe quel autre pays. La franchise à l'entrée en Algérie n'était acquise qu'à ceux des produits étrangers qui n'avaient point de similaires en France ou qui étaient d'une utilité majeure pour l'agriculture et les constructions. Malgré ce correctif le régime douanier, combiné avec le monopole de navigation au profit des bâtiments français, contribuait à faire payer très cher à l'Algérie, pays neuf, quantité d'objets qui auraient été très utiles à son développement.

Des ordonnances ultérieures en date du 23 février 1837, du 30 juin 1836 et du 7 décembre 1841 modifièrent peu le système.

L'ordonnance du 12 décembre 1843 n'apporta aucune modification aux principes posés en 1835. Elle renforçait le monopole de navigation, augmentait le nombre des marchandises étrangères admises en franchise en Algérie ; relevait au contraire les droits sur les autres marchandises en les portant du quart au tiers du tarif métropolitain.

Par contre, une deuxième ordonnance du 16 décembre 1843 relative au régime douanier de la Métropole accordait aux produits algériens à leur entrée en France un tarif de faveur. Elle annonçait des réformes plus considérables qui devaient aller

jusqu'à l'application à peu près intégrale du principe d'assimilation.

Durant cette période des origines, les chiffres du commerce algérien sont modestes. Les importations françaises dépassent pour la première fois 15 millions en 1837. En 1840, elles atteignent 23.195.000 fr., en 1842 : 31.738.000, en 1845 : 62.141.000, en 1846 : 70.313.000. Elles représentent surtout les denrées nécessaires à l'entretien d'une force armée importante, et les capitaux destinés à permettre la mise en valeur des terres.

Quant aux exportations sur la Métropole, elles sont faibles. Ce n'est qu'en 1845 qu'elles dépassent pour la première fois le modeste chiffre de 5 millions (5.723.000) ; en 1849 elles atteignent 11.049.000 fr. Il convient de remarquer que dans toute cette période et particulièrement jusqu'en 1843, deux causes ont contribué à les restreindre : le monopole de la navigation ; les droits à l'entrée dans la Métropole.

Notons, en passant, l'importance relative du commerce avec l'Étranger jusqu'en 1844. Avant cette date, les importations étrangères dépassaient les importations françaises ; ces dernières étaient seulement de 31.840.000 francs, en 1843 au commerce spécial contre 47.007.000 francs pour les premières. En 1843, pour la première fois, l'importation par la frontière de terre est prohibée et punie sévèrement

d'emprisonnement, d'amende et de confiscation ; malgré une contrebande active, l'Algérie qui faisait beaucoup d'affaires avec la Tunisie et le Maroc vit les chiffres de son commerce avec ces deux pays baisser considérablement. Ceci explique la baisse rapide des importations étrangères à partir de 1843.

Quant à la baisse de nos exportations dans la période 1848-1851, il faut l'attribuer au rappel d'une partie de notre armée d'Afrique nécessité par les événements de 1848.

§ 2. — LA LOI DU 11 JANVIER 1851

Les ordonnances de 1835 et de 1843 s'étaient montrées dans la pratique fort insuffisantes. L'agriculture algérienne était tombée dans un état de décadence assez lamentable.

L'ouverture du marché algérien aux céréales exotiques dans le but de faciliter l'approvisionnement de l'armée n'avait même pas contribué à rendre le pain bon marché. M. Dupin, rapporteur de la loi de 1851, citait les chiffres suggestifs suivants :

Prix du kilogramme de pain, première qualité

Dans Alger : pain fait avec du blé exotique : 0 fr. 40.
pain fait avec du blé d'Afrique : 0 fr. 35.

A Paris : Le plus beau pain de froment : 0 fr. 20.

La culture algérienne ne suffirait pas à la seule

nourriture des villes du littoral. Ainsi ajoutait le rapporteur : « Par une étrange inconséquence, nous bâtissons à grands frais des villages, nous défri-chions avec l'aide de nos soldats les terres qui devaient être emblavées et nous mettions nos colons dans l'impossibilité de rivaliser sur les marchés algériens avec les blés d'Égypte, de la mer Noire et de la Sicile. »

Il fallait mettre fin à un tel état de choses. Le 1^{er} mai 1849, la commission chargée de présenter les principales lois particulières sur l'Algérie émettait un projet qui devait devenir la loi de 1851. M. Ch. Dupin, dans le rapport qu'il présenta le 18 février 1850 au nom de la commission, et dont nous avons extrait le passage précédent, insistait sur les motifs qui avaient amené le dépôt du projet. Il est curieux de les mettre en relief. On avait envisagé la situation qui pourrait être faite à l'armée d'Afrique au cas où un soulèvement des Arabes, accompagné du blocus de la côte par la force navale d'une puissance étrangère, aurait pour résultat de rompre tout lien entre la Métropole et l'Algérie, et de réduire cette dernière à se subvenir à elle-même en denrées alimentaires. Pour parer aux désastres qu'une telle éventualité aurait pu amener, la commission avait entrevu un remède : le développement de l'agriculture européenne.

« Faisons donc en sorte disait M. Ch. Dupin, pour que les colons français produisent chaque année,

leur consommation satisfaite, un superflu au moins égal aux besoins de notre armée d'Afrique. »

Il fallait donc rendre meilleure la condition de l'agriculteur algérien et pour cela protéger ses produits par les mêmes droits que ceux qui protégeaient les produits de l'agriculture française. En même temps, la Métropole devait ouvrir son marché aux exportations de sa colonie.

Telles étaient les vues de la commission ; avant le dépôt du projet, un certain nombre de corps avaient été consultés ; la plupart avaient émis une opinion favorable ; même, chose curieuse, des sociétés d'agriculture françaises. M. Dupin le faisait remarquer dans son rapport et, décidé à rassurer les esprits craintifs poursuivis par la hantise d'une invasion du marché français par les blés algériens, il raisonnait ainsi qu'il suit : « L'Algérie ne produit pas de blé en quantité suffisante à sa consommation, elle devra d'abord mettre sa production au niveau des besoins locaux, puis, ce résultat atteint produire un excédent qui soit suffisant aux besoins de l'armée d'Afrique ; alors, mais alors seulement, pourra-t-on craindre la concurrence algérienne. D'autre part, ce développement de l'exportation nécessite au préalable le développement des voies de communications.

« Voilà, disait le rapporteur, bien des difficultés propres à rassurer les personnes qui s'effrayaient

de la soudaineté possible d'un grand commerce de grains exportés par l'Algérie. »

Telles sont les idées d'ensemble qui ont présidé au vote de la loi de 1851 ; le législateur semble avoir eu en vue uniquement l'intérêt métropolitain ; s'il a adopté un régime favorable, en somme, à l'Algérie, c'est parce qu'il pensait qu'elle serait trop lente à se développer pour concurrencer notre agriculture nationale dans un avenir prochain.

La loi du 11 janvier 1851 posait dans son article 10 le principe de l'assimilation et soumettait l'Algérie à la réglementation douanière en vigueur en France, mais elle ne statuait que pour le passé, et ne décidait pas qu'à l'avenir toute modification de la législation métropolitaine lui serait de plein droit applicable.

A la loi étaient annexés cinq tableaux dont le contenu était limitatif.

Etaient admis en franchise à l'entrée en France :

1° Les produits naturels algériens énumérés au tableau 1 ;

2° Les produits fabriqués énumérés au tableau 2.

En fait, ces deux tableaux comprenaient presque tous les produits de notre colonie susceptibles de faire l'objet d'une transaction commerciale.

Le chef de l'Exécutif avait d'ailleurs le pouvoir de classer par décret au tableau 1 les nouveaux produits naturels que le commerce pourrait présenter à

la charge de convertir les dispositions ordonnées en projet de lois dans le délai d'une année.

A la sortie d'Algérie, pour quelque destination que ce fut, les droits étaient supprimés. La loi dans son article 7 énumérait certains produits qui faisaient exception à la règle et qui, à moins d'autorisations contraires, demeuraient soumis aux conditions du tarif général de la Métropole.

L'exportation des produits français était débarrassée de toute entrave soit à la sortie de France, soit à l'entrée en Algérie.

L'importation des produits étrangers était régie par le principe de l'article 10. On appliquait purement et simplement le tarif métropolitain. Trois tableaux énuméraient les marchandises qui faisaient exception à la règle.

Entraient en franchise absolue :

Les produits étrangers nécessaires aux constructions urbaines (tableau III) et à la reproduction animale ou végétale (tableau IV).

Étaient admis moyennant la moitié des droits applicables à l'entrée en France les quatre matières suivantes formant l'objet du tableau V :

Fontes brutes non aciéreuses et aciers ;

Fers en barres ;

Fers blancs en feuilles ;

Cuivres de première fusion purs ou alliés de zinc.

Le régime de la navigation tel qu'il résultait de

l'ordonnance du 13 décembre 1843 n'était pas modifié, sauf sur un point particulier où l'article 8 apportait un léger changement :

1° Les navires étrangers.

S'ils venaient sur lest en Algérie et repartaient chargés de produits français étaient exemptés du droit de tonnage ;

2° S'ils déchargeaient leurs marchandises en divers ports de l'Algérie sans opérer de chargements intermédiaires ne payaient qu'un seul droit de tonnage.

La loi de 1851 : si elle restreignait les franchises accordées dans l'intérêt de la colonisation, en enlevant des tableaux annexés à l'ordonnance de 1843 un certain nombre de matières qui durent désormais payer suivant le tarif général métropolitain, et en assujettissant d'autres au paiement de la moitié des droits de ce tarif, accordait à l'Algérie des avantages d'un prix inestimable. Les chiffres de son commerce avec la France montèrent très rapidement.

Au commerce spécial de la France, la somme importations d'Algérie plus exportations sur l'Algérie, qui était de 76.310.000 francs en 1850 passait à 83.567.000 francs en 1851 pour atteindre respectivement dans les années 1853, 1854 et 1855 les niveaux suivants : 127.311.000, 161.483.000, 185 millions 502.000 francs.

L'effet de cette loi sur les exportations algériennes vers la France surtout fut remarquable. Nous

donnons les chiffres de six années 1850-1855 (Commerce spécial de la France).

Importations algériennes en France
(Commerce spécial de la France)

1850	7.724.000 francs
1851	18.080.000 —
1852	19.341.000 —
1853	27.904.000 —
1854	45.671.000 —
1855	63.410.000 —

Ce régime commercial devait se maintenir à peu près intact jusqu'en 1867. Quelques modifications peu importantes lui furent cependant apportées. L'Empereur se contenta de faire suivre à la législation une marche parallèle au développement économique de l'Algérie en incorporant, d'une part, au tableau I de la loi du 11 janvier 1851, les nouveaux produits naturels algériens susceptibles de transactions commerciales en vertu des pouvoirs qu'il tenait de cette loi elle-même ; en incorporant, d'autre part, au tableau II les nouveaux produits de l'industrie algérienne comme la loi du 26 juillet 1856 lui en donnait le droit. Ces différentes incorporations firent l'objet de la loi du 16 mai 1863 qui ratifiait les décrets successifs pris par l'Empereur ; elle contenait plusieurs tableaux qui devaient compléter ceux de la loi de 1851.

Une réflexion vient à l'esprit quand on les examine.

On se souvient que les tableaux annexés à la loi de 1851 comprenaient à peu près tous les produits naturels ou fabriqués d'origine algérienne que l'on avait cru pouvoir être l'objet d'une transaction commerciale ; la loi de 1863 ajoutait à la liste les fers de différentes espèces, l'étain, le zinc, les marbres sciés et travaillés, les laines peignées ou cardées, les parfumeries, les vins ordinaires et de liqueurs, les pellereries ouvrées, etc. L'Algérie s'était singulièrement développée depuis 1851 : ses ressources naturelles étaient mieux connues, mieux exploitées, des produits nouveaux occupaient son commerce, tels les vins dont la production devait prendre une dizaine d'années plus tard un essor si remarquable, le commerce des métaux apparaissait ; on les exportait beaucoup moins sous la forme de minerai, mais seulement après leur avoir fait subir une première préparation ; nous assistons à la naissance des industries d'extraction en Algérie.

Toute cette expansion économique se traduit dans les chiffres du commerce. Pour la première fois, en 1855, nos exportations sur l'Algérie dépassaient 100 millions (1855 : 104.154.000 ; 108.408.000). Les années 1857 et 1858 marquaient un léger fléchissement qui fut suivi d'un relèvement en 1859 (146.941.000). Quant aux importations de produits

algériens en France, elles ont été extrêmement variables suivant les années :

1855	53.410.000 francs
1856	39.148.000 —
1857	30.630.000 —
1858	28.593.000 —
1859	34.195.000 —

§ 3. — LA LOI DU 10 MAI 1866

En 1860, l'empereur inaugurait une politique commerciale nouvelle. Il concluait avec l'Angleterre le fameux traité de commerce du 23 janvier, traité applicable à l'Algérie et qui devait servir de base à la conclusion d'une série d'actes analogues avec d'autres puissances.

Un tarif conventionnel en résulta qui, dans les rapports de l'Algérie avec les puissances étrangères signataires des traités en question, modifiait le régime instauré par les lois de 1851 et de 1863 ; dans un sens libéral.

Le gouvernement impérial, fidèle à sa politique libérale, décida de faire une réforme radicale. Il s'agissait de procurer au commerce national des moyens de transports maritimes à bon marché en dépouillant notre marine marchande de la cuirasse de protectionnisme qui la protégeait depuis longtemps. Le problème fut résolu par la loi du 10 mai 1866. Les ports français étaient désormais largement

ouverts aux navires étrangers qui n'avaient plus à payer ni droits de tonnage, ni surtaxes de pavillon. Pour ne pas compromettre notre industrie de l'armement qui se sentait menacée, on supprimait tout droit à l'entrée en France sur les matériaux et machines entrant dans la construction et le gréement des navires à charge de justifier de leur emploi. Dans son article 2, la loi supprimait la prime accordée par les articles 1 et 2 de la loi du 6 mai 1841 aux machines à feu de fabrication française, à installer à bord des navires nationaux destinés à une navigation internationale maritime.

Six mois après la promulgation de la loi, les bâtiments de mer étrangers devaient être admis à la francisation moyennant un droit faible de 2 francs par tonneau de jauge.

Toutes ces dispositions étaient applicables à l'Algérie (art. 8 de la loi). En outre, l'article 9 supprimait radicalement le monopole de l'intercourse et permettait même aux navires étrangers de faire le cabotage entre les ports de l'Algérie, mais seulement moyennant une autorisation du gouverneur général de l'Algérie.

Étaient également supprimées, les surtaxes de navigation établies en Algérie sur les marchandises importées par navires étrangers ainsi que les modérations de droits accordées par l'article 9 § 2 de l'ordonnance du 16 décembre 1843 à certaines marchan-

dises prises dans les entrepôts français et exportées en Algérie par bâtiments français.

§ 4. — LOI DU 17 JUILLET 1867

La situation faite au commerce algérien par les lois de 1851, 1863 et 1866 était en somme assez favorable.

Elle se résumait dans les traits suivants :

Franchise pour les produits algériens à leur entrée en France ;

Franchise à l'entrée des produits étrangers lorsque l'intérêt de l'agriculture et de la colonisation était seul en jeu ou prépondérant :

Droits fiscaux dans l'intérêt du Trésor ;

Liberté de navigation ;

Droits destinés à éloigner ou à atténuer la concurrence étrangère en assurant un traitement privilégié aux marchandises françaises sur le marché algérien ;

Droits toujours moins élevés que ceux du tarif général de France.

Cette législation était libérale en fait, mais elle ne l'était pas en droit. La franchise pour les produits algériens à leur entrée en France résultait de l'inscription de ces produits dans les tableaux annexés aux lois de 1851 et de 1863. Ces tableaux avaient beau être complets, il n'en fallait pas moins remplir

toutes les formalités douanières, formalités qui n'étaient d'aucun profit pour l'État et nuisaient à la rapidité des transactions commerciales.

La loi du 17 juillet 1867 décida que désormais la franchise serait la règle et les droits l'exception pour les produits algériens importés directement dans un port de France. En outre, un pas nouveau était fait dans le sens du libéralisme.

1° Certains produits étrangers étaient taxés de droits fiscaux dans l'intérêt du Trésor, ne dépassant pas les droits les plus faibles inscrits au tarif métropolitain. Ces produits étaient compris dans un tableau A annexé à la loi ; c'étaient surtout des denrées coloniales que l'Algérie ne produisait pas : girofle, cannelle, café, etc.

2° Les anciennes franchises dans l'intérêt de l'agriculture et de la colonisation étaient maintenues ;

3° Certains produits qui, antérieurement à la loi, entraient soit en franchise, soit au cinquième, au quart ou à la moitié des droits métropolitains formaient un tableau B et devaient payer désormais au tiers de ces mêmes droits.

Les tendances libérales de la loi ne résultaient pas de ses termes mêmes, mais de la comparaison du tableau B avec les tableaux des lois antérieures. Les produits qui bénéficiaient d'un abaissement de tarif étaient de beaucoup les plus nombreux et les plus

importants, tels les fontes et aciers et les machines et mécaniques.

Les importateurs étrangers avaient le choix entre le tarif général tel qu'il résultait des lois et les tarifs conventionnels.

La loi ne distinguait pas suivant que les pays de provenance étaient ou non liés avec la France par des traités de commerce applicables à l'Algérie. La règle était applicable non seulement aux produits faisant partie du tableau B, mais aussi à ceux qui devaient payer à leur entrée en Algérie les mêmes droits qu'à leur entrée dans la Métropole et qui faisaient partie d'un tableau C annexé à la loi.

En somme, la loi de 1867 avait entendu être libérale et pour ne pas violer les traités de commerce qui nous liaient avec certains pays étrangers, elle avait accordé à tous les importateurs sans exception le traitement qui leur paraissait le plus favorable.

§ 5. — LOI DU 29 DÉCEMBRE 1884

De la combinaison des lois de 1866 et de 1867 résultait un régime douanier très favorable à l'Algérie. La suppression du monopole de pavillon assurait au commerce des prix de frets peu élevés ; la loi de 1867 assurait aux consommateurs dans notre colonie une situation tout à fait privilégiée par rapport à celle du consommateur métropolitain.

Mais tous ces avantages, l'industrie métropolitaine les payait chèrement. L'abolition du monopole de navigation avait été en soi une bonne mesure, car il aboutissait à restreindre les chiffres du commerce entre la France et l'Algérie par la hausse artificielle des frets ; au contraire, la loi de 1867, en ne mettant sur les importations étrangères en Algérie que des droits insignifiants par rapport à ceux qui les atteignaient en France, avait livré le marché algérien aux industries étrangères. L'examen des statistiques douanières le démontre péremptoirement.

Les importations françaises en Algérie au commerce spécial qui n'avaient cessé de croître jusqu'en 1859, avaient subi une chute à partir de 1860. En 1860 elles étaient de 152.916.000 francs, elles tombèrent à 128.905.000 francs en 1864 et à 135.564.00 en 1865, et le mouvement décroissant devait s'accroître dans les années 1869 et 1870 où ces mêmes importations descendirent à un chiffre voisin de 100 millions (1870 : 109.498.000). Ce mouvement décroissant devait d'ailleurs être suivi jusqu'en 1880 d'un mouvement en sens inverse, suivi à son tour d'un nouveau mouvement décroissant. Les chiffres des dernières années furent les suivants :

1880	161.824.000 francs
1881	160.868,000 —
1882	165.397,000 —
1883	154.478.000 —
1884	146.713.000 —

Par contre, les importations étrangères qui jusqu'en 1867 étaient restées constamment inférieures à 50 millions de francs, n'avaient cessé de croître depuis cette époque. Elles avaient atteint 63.215.000 francs en 1868 pour se maintenir dans la période 1880-1884 à un niveau très élevé dépassant 80 millions de francs en moyenne. Dans l'année 1881 où elles avaient été particulièrement élevées, elles avaient dépassé 99 millions. Le marché algérien tendait à se fermer aux produits français pour devenir la proie de l'Étranger.

Quant aux exportations d'Algérie sur la France elles n'avaient cessé de s'accroître, et après avoir passé de 78.790.000 francs au commerce spécial pour 1871 à 138.080.000 et 148.567.000 francs pour 1872 et 1873, elles se maintenaient dans les années suivantes entre 100 et 120 millions. Dans le même temps, les chiffres des exportations à l'étranger étaient restés stationnaires et avec quelques écarts d'une année à l'autre s'étaient maintenus aux environs de 50 millions. De tout ceci il résultait :

Que l'Algérie tendait de plus en plus à nous vendre ses produits, et de moins en moins à nous acheter les nôtres.

Cette fermeture d'un débouché aussi fructueux aux produits français avait été particulièrement grave pour certaines industries ; c'est ainsi que l'importation directe des produits bruts de l'industrie sidérurgique, c'est-à-dire les fontes, fers et aciers en

barres ou en rails, n'avait été dans les années 1880 et 1881 que de 308 et 614 tonnes, alors que l'Allemagne, la Belgique et l'Angleterre avaient importé dans les mêmes années en Algérie 12.055 tonnes et 23.315 tonnes.

Les produits de l'industrie métallurgique étaient inscrits au tableau C et ne payaient à l'entrée en Algérie que le tiers des droits applicables à l'entrée dans la Métropole. Cette situation si favorable qu'elle fût aux intérêts algériens avait compromis certaines de nos industries métropolitaines. Des plaintes se firent entendre qui trouvèrent leur expression dans les discussions relatives à la loi de 1884.

Le rapporteur de la loi remarquait avec raison qu'il y avait là un fait contraire à la politique d'assimilation suivie jusqu'à ce jour, fait fâcheux, puisque, en maintenant ouvert aux produits algériens le marché français protégé par des droits assez élevés, l'Algérie au contraire ne constituait pour un grand nombre de nos produits qu'un débouché illusoire, étant donné la puissance des industries concurrentes étrangères.

La loi de finances du 29 décembre 1884 vint modifier une situation aussi déplorable en décidant qu'à l'avenir les produits étrangers importés en Algérie seraient soumis aux mêmes droits que s'ils étaient importés en France. A cette règle générale existait une exception concernant les produits mentionnés au tableau A annexé à la loi du 17 juillet 1867 mo-

difié par la loi du 16 mars 1875. Il s'agissait surtout de denrées coloniales taxées dans un but purement fiscal. De légers changements étaient apportés au régime des sucres ; quant au régime des importations par terre, il se maintenait intact.

L'effet de la loi fut grand. Les importations étrangères en Algérie au commerce spécial atteignaient 80.4 4.000 francs en 1883, elles tombèrent successivement à 50.657.000 francs en 1884 et à 54.986.000 fr. en 1885 pour ne plus guère s'écarter jusque vers 1901 du chiffre moyen de 50 millions avec des oscillations au-dessus ou au-dessous d'une amplitude inférieure à 10 millions.

En même temps que se produisait cette chute, le mouvement d'exportation de nos produits reprenait une force nouvelle. Nous nous contentons de reproduire les chiffres du commerce spécial d'exportation de la France pour la période 1885-1890.

1885	167.660.000 francs
1886	189.176.000 —
1887	153.190.000 —
1888	173.630.000 —
1889	178.663.000 —
1890	194.564.000 —

En ce qui concerne le commerce algérien d'exportation un phénomène analogue se produisait. Les exportations algériennes sur l'Étranger dans les années qui suivirent immédiatement la mise en

application de la loi baissèrent considérablement, en même temps que s'accrurent celles sur la Métropole. Ce double mouvement peut se résumer par le tableau suivant :

Exportations d'Algérie sur l'étranger (Commerce spécial)		Exportations d'Algérie sur la France (Commerce spécial)	
1885	69.348 000 francs	123.555.000 francs	
1886	54 908.000 —	124.489.000 —	
1887	45.955.000 —	133 909.000 —	
1888	33.255.000 —	158.068.000 —	
1889	29.229.000 —	200.561.000 —	
1890	40.428.000 —	208.473.000 —	

La France avait repris dans le commerce avec sa colonie la place à laquelle elle avait droit, et l'application du principe d'assimilation cessait d'être pour elle une source de grands dommages.

§ 6. — LOI DU 2 AVRIL 1889

La loi du 29 décembre 1884 n'était que la mise en application saine du principe d'assimilation ; celle du 2 avril 1889 vint essayer de donner à notre marine marchande qui commençait à s'anémier un regain de vitalité en restaurant à son profit le privilège du pavillon pour les transports entre les ports français et algériens, privilège qui avait été supprimé en 1867.

Les Chambres de commerce de nos ports maritimes réclamaient la réforme, en la présentant

comme le complément de la loi de 1884 sur le régime douanier. Le raisonnement simpliste sur lequel elles s'appuyaient était le suivant : l'Algérie doit être considérée au point de vue douanier comme faisant partie intégrante du territoire national, or le régime de la navigation fait partie du régime douanier ; il faut donc identifier ce régime à celui du cabotage de port français à port français, c'est-à-dire rétablir le monopole du pavillon.

Le gouvernement fit sien le raisonnement et un projet de loi fut présenté le 22 mars 1888 par M. Tirard, président du conseil, en vue de restaurer l'ancien monopole, ce qui « aurait l'avantage d'assurer un nouvel élément de fret à nos navires caboteurs très éprouvés par la concurrence de nos voies ferrées ». L'exposé des motifs ne voyait d'obstacles à cette réforme que ceux qui résultaient des anciens traités de navigation qui nous liaient avec des puissances étrangères et qui garantissaient à leurs marines le même traitement qu'à notre marine nationale, sauf en ce qui concerne le cabotage. Tels étaient la convention de navigation conclue avec la Belgique le 31 octobre 1881 (art. 2), et le traité franco-espagnol du 6 février 1882 ; nous étions également liés avec d'autres puissances par des traités analogues contenant la clause de la nation la plus favorisée. Tous ces traités expiraient le 1^{er} février 1892, date avant laquelle on ne pouvait songer à

faire la réforme. En attendant, disait l'exposé des motifs, le rétablissement du privilège « n'en produirait pas moins dès maintenant des résultats appréciables en supprimant la concurrence des marines étrangères, auxquelles la France n'aura pas concédé le traitement de la nation la plus favorisée en matière de navigation ». Le projet fut renvoyé à une commission et suivi d'un rapport de M. Félix Faure qui reproduisait à peu près les mêmes considérations que l'exposé des motifs, en faisant en outre état de quelques chiffres. Nous en extrayons le tableau suivant :

Année 1886

Désignation	Nombre de navires	Tonnage
A l'entrée :		
Français	1.287	994 097
Etrangers	84	32.767
Total.....	1.341	1.026.864
A la sortie :		
Français	1.591	1.256.120
Etrangers	113	31.049
Total.....	1.704	1.287.169

M. Félix Faure se contentait d'observer qu'il existait un tonnage de 32.000 tonnes environ que l'on

pouvait parfaitement réserver immédiatement pour partie, en totalité après l'expiration des traités de commerce au cas où ils ne seraient pas renouvelés.

La Chambre de commerce de Constantine fit entendre une protestation. Elle opposait au projet : l'insuffisance momentanée du matériel pour faire face à ce tonnage supplémentaire.

L'assujettissement probable du commerce et de l'agriculture algériens à quelques compagnies de navigation qui pourraient se syndiquer pour imposer des conditions de transport telles que toutes les relations avec la France deviendraient extrêmement difficiles.

A ces deux objections le rapporteur répondit :

1° Que l'accroissement du fret résultant de l'application de la loi ne devait pas être tellement considérable que les compagnies ne puissent dès le début subvenir aux besoins, et que d'autre part la loi ne devant venir en application qu'en 1892, elles auraient le temps d'ici là d'augmenter leur matériel.

2° Que l'entente possible entre les compagnies aurait son contrepoids dans les pouvoirs de contrôle du gouvernement sur le prix des frets. Dès lors concluait-il : « Il ne semble pas qu'il y ait lieu de s'arrêter à la réclamation de la Chambre de commerce de Constantine. »

En revanche, le nouveau régime devait être un pas

de plus fait dans la voie de l'assimilation ; devait constituer une prime au cabotage.

Le projet fut adopté par la Chambre le 4 février 1889 sans discussion aucune, et par le Sénat le 21 mars 1889 dans les mêmes conditions.

Telle est l'histoire de la loi du 29 mars 1889 dont nous reproduisons le texte :

ARTICLE PREMIER. — La navigation entre la France et l'Algérie ne pourra s'effectuer que sous pavillon français.

ART. 2. — L'article 9 de la loi du 19 mai 1866 est et demeure abrogé en ce qu'il a de contraire à la présente loi.

Il est assez curieux de constater qu'un projet dont les conséquences pouvaient être fort graves ait été adopté aussi facilement. Avant d'en examiner les effets, il convient de se demander si le législateur a bien séparé les différents intérêts en présence et s'il les a appréciés à leur juste valeur. A notre avis, il aurait fallu distinguer entre l'intérêt de la marine marchande qui n'est qu'une des formes de l'intérêt national et celui des compagnies de navigation. Ces deux intérêts s'ils empiètent l'un sur l'autre, ne coïncident pas toujours, les compagnies pouvant parfaitement profiter du monopole pour ne faire aucune amélioration de matériel tout en distribuant à leurs actionnaires des dividendes élevés.

D'autre part, même au cas où la loi aurait eu ce

merveilleux effet de donner une nouvelle vitalité à notre marine de commerce, ne devait, on pas tenir compte de l'intérêt de l'Algérie, dont le commerce se fait pour la presque totalité avec la France, et qui pouvait être gravement compromis par le nouveau régime.

Les intérêts algériens qui eux aussi font partie de ce que l'on appelle l'intérêt national, n'auraient-ils pas dû l'emporter dans l'esprit du législateur ; n'étaient-ils pas beaucoup plus pesants que l'intérêt des compagnies de navigation.

Quoi qu'il en soit, devant les Chambres législatives la question fut résolue dans un sens favorable aux compagnies, qui étaient au Parlement beaucoup plus puissantes que notre colonie. Le monopole fut rétabli.

Quels en ont donc été les effets ?

Lors de la discussion de la loi, on pensait que la suppression de la concurrence étrangère n'aurait pas pour conséquence la hausse des prix des transports, les compagnies françaises devant continuer à rivaliser entre elles pour obtenir le fret.

Il n'en fut rien ; une fois de plus se vérifia cet adage économique : « Partout où la coalition est possible, la concurrence n'existe plus. » Avant la loi de 1889, toute tentative d'entente eût été vouée à un échec certain, à cause de la concurrence étrangère, qui

si elle était en fait restreinte, pouvait se faire du jour au lendemain plus active.

Cet obstacle supprimé rien ne s'opposait à ce que les compagnies ne règlent les prix du fret d'un commun accord. C'est ce qui s'est passé à différentes reprises pour certaines denrées, tels que les vins, les céréales, les lièges pour lesquelles les tarifs devenaient plus élevés à mesure que le commerce s'en développait. Il fallut que le gouvernement se montrât décidé de retirer les subventions postales pour que les tarifs redescendent à un niveau acceptable. Ce ne fut d'ailleurs pas uniquement à l'encontre des producteurs algériens que les compagnies s'entendirent mais aussi des compagnies nouvelles qui tendaient à se constituer et dont la concurrence aurait pu être dangereuse.

Cependant, si l'on cherche à se rendre compte des effets de ce monopole au travers des tarifs établis par les compagnies, en dehors d'une hausse concernant seulement quelques produits, il semble bien que le coût des transports ait sensiblement baissé depuis 1889. Faut-il en conclure que le monopole n'a eu aucun effet ? Assurément non, s'il en était ainsi comment expliquer l'importance attachée par les compagnies à sa conservation. C'est que le rétablissement du régime de la concurrence aurait certainement pour résultat d'amener une nouvelle baisse des frets pour les transports entre la France et

l'Algérie. Depuis la fin du xix^e siècle et surtout depuis le début du xx^e, des causes multiples ont amené la baisse dans le monde entier ; l'une des plus agissantes a été la forte augmentation du tonnage des navires, rendue possible par le développement général des échanges. Les compagnies marseillaises, protégées par un privilège, ont bien voulu suivre le mouvement, mais ne le suivre que de loin, en conservant en leur faveur une différence sensible entre leurs tarifs et ceux des compagnies étrangères.

Mais là n'est pas la seule source d'avantages pour l'armement marseillais. Le législateur avait pensé que le supplément de fret ainsi mis à la disposition des armateurs devait entraîner une augmentation corrélative du matériel naval en circulation entre les côtes de France et les côtes d'Afrique. Qu'en est-il advenu ? Les compagnies ont réduit le nombre de leurs navires et celui de leurs voyages au strict minimum de manière à ne plus faire de transports que sous forme de cargaisons complètes soit à l'allée, soit au retour ; elles ont réduit ainsi leurs frais généraux au minimum, faisant profiter leurs actionnaires d'un dividende accru.

Quelle est donc l'importance de cette prime : deux éléments entrent dans sa composition. Le premier résulte de la différence moyenne entre les tarifs marseillais et étrangers. Pour déterminer la part de prime qui lui correspond, il conviendrait

d'imaginer une compagnie étrangère idéale dont les tarifs représenteraient la moyenne de tous les pays autres que la France et susceptible d'avoir des marines naviguant entre la France et l'Algérie. Le coût total des transports des ports français aux ports algériens et réciproquement, à supposer que cette compagnie les ait tous effectués, pourrait être soustrait du coût total réel des transports tel qu'il résulte des tarifs marseillais ; la différence serait une partie de la prime.

La deuxième partie comprendrait la différence entre les frais généraux tels qu'ils auraient existé sans le monopole et les frais généraux actuels.

Il est facile, d'ailleurs, de s'apercevoir que le calcul d'un pareil chiffre est à peu près impossible, tout au moins trop compliqué pour que nous puissions penser à le faire. Certains auteurs ont pensé qu'elle ne se montait pas à moins de dix millions, pour notre part nous ne trouvons pas l'évaluation exagérée. Qui paye cette prime ? L'ensemble des commerçants algériens en ce qui concerne la première partie, la chose est évidente, il n'en est pas de même de celle qui résulte de la diminution des frais généraux.

Il semble au premier abord que le producteur algérien ne soit pas lésé par cette réduction. Il n'en est rien, la combinaison est au contraire désastreuse pour lui. Il convient de remarquer que

l'Algérie est soumise au régime « torrentiel des moyens de transports ». Chaque année, au moment où commence la campagne de primeurs, les quais des ports algériens sont encombrés de marchandises qui doivent être transportées immédiatement pour profiter sur les marchés de France de prix momentanément rémunérateurs. Les compagnies ne pouvant mettre à cette époque de l'année un tonnage suffisant à la disposition du commerce, les produits attendent souvent longtemps avant d'être embarqués, pendant ce temps-là les produits espagnols ou italiens se vendent sur notre marché avec la plus grande facilité et souvent nos colons ne touchent pour leurs expéditions que des prix qui ont déjà commencé à baisser. Le même phénomène se produit au moment de la campagne des céréales et au moment de la campagne des vins. La simple possibilité de la concurrence étrangère eût empêché une situation aussi fâcheuse ; les compagnies de navigation, pour ne pas se voir enlever par leurs concurrentes un fret rémunérateur, auraient mis à la disposition du commerce un tonnage suffisant et l'on n'aurait pas vu les quelques bénéfices supplémentaires qu'elles touchent pour cet accroissement de tonnage être compensés par des pertes sèches beaucoup plus fortes chez nos colons africains.

§ 7. — LOI DU 22 JUILLET 1909

Tous ces effets de la loi de 1889, s'ils nuisent gravement aux intérêts de notre colonie, peuvent être considérés par certains esprits comme la rançon des avantages qu'ils attachent au monopole. Il leur suffit pour cela de peser les uns par rapport aux autres les différents intérêts en présence d'une façon différente de la nôtre. Mais il est des cas dans lesquels le privilège du pavillon peut aboutir à un véritable désastre pour l'Algérie, sans compensation aucune pour personne.

Il suffit de supposer qu'une cause ou une autre vienne à suspendre la navigation entre les ports de France et l'Algérie, dès lors toutes les relations entre les deux pays se trouveront complètement rompues. L'union douanière, en fermant le marché algérien aux produits étrangers, a abouti en fait à une véritable prohibition de commercer avec des pays autres que la France, les nations n'abaissant leurs barrières douanières qu'à charge de réciprocité, il peut en résulter au cas où une pareille suspension se produirait une perte sèche immense et irrémédiable pour l'agriculture et le commerce algérien. Quant à la possibilité qu'il y aurait de faire passer les marchandises algériennes par l'Espagne ou l'Italie,

elle était jusqu'en 1909 purement illusoire, il leur aurait fallu acquitter à leur entrée en France les droits applicables aux importations étrangères. Cette suspension possible des relations maritimes entre la Métropole et l'Algérie n'avait pas préoccupé le législateur de 1889 ; elle se produisit en fait à plusieurs reprises. Ce fut la conséquence de l'incorporation progressive de la classe des inscrits maritimes dans la grande masse du prolétariat, et de l'utilisation par cette classe des moyens de guerre habituels dans la lutte contre les patrons. Les inscrits maritimes se mirent en grève en 1904 par deux fois dans la même année, une première fois de fin avril à fin mai ; une deuxième de fin août à octobre ; ils recommencèrent en juin 1907, en mai 1909 et au printemps de 1910 et toutes les fois ils choisirent pour interrompre leur travail, le moment de l'année où les produits algériens avaient un besoin urgent de moyens de transport ; en 1904 la grève commença au début de la campagne des céréales pour recommencer au début de celle des vins, en 1909 elle eut lieu pendant la campagne des primeurs.

A chaque fois que de pareils événements se renouvelèrent, les pertes pour l'Algérie furent grandes. Pour ne donner qu'un exemple, les entrées de blés algériens en France qui s'étaient élevées à 287.000 quintaux en septembre 1903, étaient tombées à

103.000 quintaux en septembre 1904, malgré une bonne récolte.

En 1909, la situation était tout à fait grave, elle provoqua des protestations de la Société d'agriculture de France et de la Chambre de commerce de Paris. Cette dernière allait jusqu'à supplier les pouvoirs publics de voter la suspension temporaire et provisoire du privilège de navigation, faisant ressortir le préjudice considérable causé à l'alimentation de la capitale par la suspension de l'exportation des moutons. Le prix du kilogramme de viande de mouton qui suivant les cours de la Villette était de 1 fr. 60 à 1 fr. 80 avant la grève était monté à 2 fr. 40, soit une augmentation de 0 fr. 90 par kilogramme. Le nombre des moutons expédiés d'Algérie fin juin 1908 avait atteint 636.196 têtes, fin juin 1909 il était seulement de 404.376 têtes. Le déficit était de 231.820 têtes et avait amené la hausse.

Dans ces conditions, le gouvernement déposa sur le bureau de la Chambre, le 25 mai 1909, un projet de loi. La solution la meilleure eût été de donner au gouvernement en cas de grève le pouvoir de suspendre à la fois le privilège du pavillon et l'inscription maritime, car envisagée seule, la suspension du privilège pouvait aboutir pendant la crise à un véritable monopole au profit des marines étrangères.

La loi, en effet, oblige les armateurs à composer leurs équipages pour trois quarts au moins de Fran-

çais ; ils ne peuvent donc guère s'adresser en pratique qu'à des sujets français inscrits ou non. Or, des sujets non inscrits qui s'engageraient volontiers refusent de le faire de peur d'être assujettis à l'inscription maritime, la loi considérant comme marin tout individu ayant navigué plus de dix-huit mois consécutifs après l'âge de dix-huit ans.

Le gouvernement ne crut pas possible d'aller jusque-là, estimant que la suspension de l'inscription maritime présenterait de graves inconvénients, que notamment « l'embauchage d'équipages étrangers, à un moment où les esprits sont très surexcités provoquerait des troubles pouvant susciter des difficultés diplomatiques ». Il se contenta de reprendre le projet présenté par un ancien gouvernement à l'occasion d'événements semblables et qui devait devenir la loi du 22 juillet 1909. Le projet en question contenait un seul article ainsi conçu :

« Le gouvernement est autorisé, en cas d'événements ayant pour effet d'interrompre les relations maritimes sous pavillon français entre un ou plusieurs ports de France et les ports d'Algérie et réciproquement, à suspendre, par décret rendu en Conseil des ministres l'application de la loi du 2 avril 1889, en ce qui concerne les ports entre lesquels lesdites relations sont interrompues et pendant tout le temps que dure cette interruption.

Il pourra également, dans la même forme et par

dérogação à l'article premier de la loi du 17 juillet 1867 autoriser l'admission en franchise des droits de douane des produits naturels et fabriqués originaires de l'Algérie, transportés en France pendant la même période en empruntant le territoire étranger.

La commission chargée d'examiner le projet fut d'avis que la simple suspension du pavillon « n'échappait à aucun des inconvénients reprochés par le gouvernement à la suspension de l'inscription maritime. En effet, l'arrivée dans le port de Marseille de marins étrangers, qu'ils fussent sous pavillon étranger et à bord de navires étrangers, ou qu'ils eussent été embarqués sur des navires français eût également été de nature à susciter les incidents avec les marins français ou avec les groupements enclins à se solidariser avec eux. » La commission décida en conséquence de supprimer le paragraphe premier du projet et d'adopter avec quelques modifications le paragraphe 2. Nous reproduisons les termes mêmes de quelques phrases du rapport de M. Thierry présenté au nom de la commission : « Une marchandise qui part par la voie de mer, de l'Algérie ou de la Tunisie, pour emprunter la voie de terre espagnole ou italienne, ne suscite aucun contact avec les équipages étrangers et les ouvriers ou marins auteurs ou témoins de la manipulation. Elle pénètre en France par une barrière de la douane terrestre, loin de tous les tumultes et de tous les quais sur lesquels peut se

mouvoir la grève maritime. » Un peu plus loin on lit cette chose étonnante : « Il est juste d'observer que le mode de transport indirect et compliqué est plutôt onéreux pour l'expéditeur, il entraîne des transbordements, des retards, déchets que ne comporte pas le transport en droiture par mer ; ceux qui sont appelés à en bénéficier auront donc grand intérêt à y renoncer le plus tôt possible ; dès que le droit de douane sera remis en vigueur, il deviendra impraticable, car il ne supportera pas la comparaison avec le transport en franchise par voie de mer. La seule excuse de ce mécanisme un peu lourd est que, non seulement il échappe aux difficultés et aux désordres déjà signalés pour le paragraphe premier, mais encore que les fournisseurs algériens ont plus d'intérêt à travailler même à perte avec leurs clients pendant la période de troubles, qu'à ne pas les servir du tout ; il est toujours extrêmement important de conserver à tout prix la maîtrise du débouché. »

Les arguments invoqués par le rapporteur à l'appui du système de la commission sont d'une extrême faiblesse, et il semble bien qu'il en ait eu conscience, puisqu'il cherche comme une excuse à une solution fort peu élégante ; malheureusement l'excuse n'est pas sensiblement meilleure que la solution elle-même. En somme, M. Thierry déclarait à la Chambre : « Nous vous avons proposé ce système parce qu'il est le seul praticable, il évitera des désor-

dres et permettra au commerce algérien, dans le cas d'une crise nouvelle, de travailler à perte. »

La Chambre refusa de souscrire à ce point de vue et se rallia au projet du gouvernement qui devait devenir la loi du 22 juin 1909. La loi ne passa pas sans difficulté.

Les socialistes, désireux de ne pas enlever aux inscrits un moyen de pression aussi puissant, firent un effort gigantesque pour empêcher ou retarder le plus possible le vote du projet. Dans toutes les discussions leur grand moyen d'obstruction consiste à faire disparaître l'intérêt de l'Algérie derrière celui des inscrits qu'ils plaçaient au premier plan en arguant entre autres d'un prétendu intérêt des compagnies à voir le gouvernement user des pouvoirs à lui donnés en cas de nouvelle grève des inscrits. C'est ainsi que M. Buisson raisonnait de la façon suivante :

Les compagnies de navigation étrangères ne sauraient remplacer momentanément les compagnies françaises ; pour le faire elles devaient construire à grands frais des hangars et autres installations ; une fois ces frais faits, la grève sera souvent terminée, la loi de 1889 remise en vigueur, elles auront travaillé à perte.

Les compagnies françaises, d'autre part, ne recruteront pas leurs équipages en dehors des inscrits maritimes mais feront effectuer les transports par

des navires grecs montés par des équipages grecs ; elles encaisseront la différence entre l'ensemble des sommes allouées aux compagnies grecques, et celles qu'elles toucheront des négociants et producteurs ; cette différence sera non seulement suffisante pour compenser la dépense provenant de l'utilisation momentanée d'un capital considérable, mais pour laisser, tout compte fait, un bénéfice plus grand qu'en temps normal.

A cela l'on a répondu :

Les compagnies étrangères se garderont bien de faire les constructions en question. Il ne manque pas dans la Méditerranée de navires qui font la cueillette du fret et qui se chargeront de rétablir de cette façon les relations maritimes interrompues. Cette dernière opinion nous paraît plus conforme à la réalité des faits probables.

Pour ce qui est du bon marché relatif des transports par navires étrangers, on l'a exagéré systématiquement afin d'en tirer un argument à l'appui d'une thèse.

Heureusement, la Chambre ne se laissa pas convaincre, elle vota le texte du gouvernement en y ajoutant seulement, sur la proposition de M. Paul Boncour, un article 2 instituant un conseil permanent d'arbitrage pour trancher obligatoirement les différends d'ordre collectif entre les compagnies et leurs

équipages ; cela dans le but de concilier tous les intérêts en présence.

Le texte adopté par la Chambre fut accepté sans difficulté par le Sénat. Nous en reproduirons le contenu :

ARTICLE PREMIER. — En cas d'événements exceptionnels ayant pour effet d'interrompre temporairement les relations maritimes sous pavillon français :

1° Entre un ou plusieurs ports de France et les ports d'Algérie ou réciproquement ;

2° Entre un ou plusieurs ports de la France continentale et les ports de la Corse, ou réciproquement.

Le gouvernement pourra suspendre, par décret rendu en Conseil des ministres et pendant tout le temps que durera cette interruption :

1° En ce qui concerne l'Algérie, l'application de la loi du 2 avril 1889 ;

2° En ce qui concerne la Corse, l'application de l'article 4 de la loi du 21 septembre 1793.

Il pourra également, dans la même forme et durant la même période, admettre exceptionnellement au bénéfice de leur origine les produits algériens, tunisiens et français qui, par suite de l'interruption des relations normales, ne pourraient être importés en France, en Algérie ou en Tunisie dans les conditions réglementaires.

Le bénéfice de ce régime est réservé aux seuls produits qui seront accompagnés d'un certificat

d'origine dans les conditions fixées par l'administration des douanes.

Resteront admises au bénéfice de leur origine les marchandises en cours de route qui seront justifiées avoir été expédiées avant la publication du décret au *Journal officiel*.

Le retour au régime normal sera prononcé dans les mêmes formes aussitôt que les circonstances le permettront.

Les dispositions prévues aux paragraphes précédents seront applicables aux transports entre la Corse et la France continentale.

ART. 2. — Il sera institué, par décret du Président de la République, un conseil permanent d'arbitrage qui devra être saisi sans délai des différends d'ordre collectif entre les compagnies de transport et leurs équipages.

Un règlement d'administration publique déterminera la composition de ce conseil dont feront partie, en nombre égal, des représentants désignés par les employeurs et les employés, la procédure de ce conseil et le délai dans lequel il devra rendre sa sentence.

Le règlement en question intervint le 22 mars 1910. Il en fut fait application à la solution du conflit qui avait provoqué la grève et donné lieu à la loi de 1909. Le 22 juin 1909, pendant la discussion de la loi, la Chambre avait adopté une proposition de résolu-

tion invitant le gouvernement à faire auprès des parties une proposition d'arbitrage.

Le ministre de la Marine réussit, le 26 juin, à faire accepter par les armateurs de Marseille et les inscrits maritimes de ce port, un accord sur certaines questions et un compromis soumettant à une décision arbitrale trois points litigieux relatifs à l'application de la loi du 17 avril 1907 et du décret du 20 septembre 1908 réglementant le travail à bord des navires de commerce. L'arbitre désigné par le ministre de la Marine fut M. Ditte, président du tribunal de la Seine, il rendit une sentence favorable aux inscrits le 3 juillet 1909. Telle est envisagée dans les circonstances qui lui ont donné naissance la loi de 1909 (1). A-t-elle été efficace ? Il est difficile de porter sur ce point une appréciation exacte faute d'expérience, toujours est-il qu'elle ne semble pas avoir effrayé beaucoup les inscrits ; dès le printemps de 1910 une nouvelle grève éclatait dans le port de Marseille provoquée par l'incident des chauffeurs du *Moulouya*. Cette fois-ci le gouvernement ne se laissa pas impressionner et frappa les coupables. La grève ne se généralisa pas, et l'on put assurer le service avec ce qui restait d'inscrits, en complétant les équipages à l'aide de marins de l'État. Tout rentra dans le calme sans que l'on ait eu besoin de suspendre la loi de 1889.

1. D. 1910.2.77

Depuis, des événements de ce genre ne se sont jamais reproduits ; il y a là, selon nous, bien plutôt un des effets des souvenirs laissés par l'attitude des pouvoirs publics en 1910 dans l'esprit des inscrits, qu'un résultat de la crainte de voir le gouvernement user des pouvoirs à lui donnés par la loi de 1909. On peut se demander s'il aura l'énergie de prendre une mesure pour lui facultative lorsqu'il se trouvera en présence d'une Chambre dont il n'est pas sûr et si la latitude qui lui est accordée d'agir ou de ne pas agir ne paraîtra pas donner un semblant de justification aux accusations de partialité à l'encontre des inscrits qui ne manqueront pas de lui être adressées précisément lorsqu'il agira. La loi du 1909 n'a donc été qu'un palliatif au plus grave des maux engendrés par la loi de 1889. Toutes les objections à l'encontre de cette dernière subsistent aussi puissantes que jamais. Le privilège du pavillon, en infligeant une prime à l'Algérie au profit de notre marine de commerce, n'a pas relevé celle-ci de l'espèce de maladie de langueur dont elle continue à souffrir. Peut-être au lieu de laisser les compagnies de navigation s'endormir sous la protection de l'État, vaudrait-il mieux les laisser en contact plus direct avec la concurrence étrangère après avoir supprimé au préalable un certain nombre d'entraves qui les gênent. Il y aurait lieu par exemple de réformer complètement le vieux régime de l'inscription maritime établi par Colbert et qui à l'heure

actuelle se trouve en désaccord complet avec les conditions de l'armement moderne.

Quoi qu'il en soit, jamais l'Algérie n'aurait dû être mise à contribution en faveur de notre marine marchande. A supposer que la nécessité des primes ait été démontrée, ces primes auraient dû toutes être payées par l'ensemble des citoyens français et apparaître dans les budgets. De cette façon, l'on n'aurait pas vu se produire cette chose absurde et injuste : des primes être payées par la catégorie d'individus à laquelle elles nuisent le plus.

Navigation de l'Algérie avec la France et l'Étranger (1)

ANNÉES	ENTRÉES — NAVIRES EN PROVENANCE				SORTIES — NAVIRES A DESTINATION			
	de la France		de l'Étranger		de la France		de l'Étranger	
	Nombre	Tonnage	Nombre	Tonnage	Nombre	Tonnage	Nombre	Tonnage
1831	643	79,364	983	83,338	469	54,614	1,086	106,142
1832	599	57,349	1,127	91,307	494	44,813	1,130	99,142
1833	560	51,907	899	78,029	472	38,514	1,036	89,860
1834	972	117,793	1,615	157,232	791	89,446	1,621	154,650
1835	900	108,186	2,068	191,483	768	87,847	2,067	204,546
1836	997	103,359	2,169	182,128	866	89,999	2,131	182,999
1837	991	97,708	1,877	157,422	877	92,664	2,173	178,268
1838	1,163	118,926	1,857	164,783	1,016	106,067	1,896	163,423
1839	1,311	130,099	2,954	163,974	1,180	128,406	2,039	176,792
1840	1,366	153,188	2,951	250,389	1,040	117,800	3,107	267,151
1841	1,320	148,648	2,930	183,654	881	96,360	2,971	229,584
1842	1,198	136,656	2,112	158,100	1,077	124,603	2,102	155,296
1843	1,167	136,497	1,369	99,044	1,030	140,274	1,483	74,476
1844	1,167	131,113	1,430	133,919	961	108,452	1,382	125,135
1845	1,116	120,947	1,152	84,628	1,081	120,935	1,151	106,694
1846	1,288	130,778	1,046	60,452	1,132	124,429	1,083	75,764
1847	1,165	136,183	1,320	76,623	1,094	136,499	1,301	78,857
1848	1,417	163,911	1,712	132,515	1,237	168,175	1,807	146,799
1849	1,316	232,915	1,821	164,082	1,314	200,771	1,555	193,757
1850	1,063	220,197	1,957	194,705	991	203,734	1,919	201,294
1851	1,033	233,219	1,769	156,998	907	220,423	1,790	160,028
1852	1,014	221,356	2,206	175,983	971	213,181	2,173	169,861
1853	1,168	271,302	1,719	167,755	1,199	237,762	1,660	146,482
1854	1,011	228,243	1,684	149,327	941	222,581	1,074	151,044
1855	1,101	245,449	1,842	133,653	1,109	249,342	1,770	151,534
1856	1,122	258,849	1,765	148,076	981	264,464	1,769	151,724
1857	1,110	266,085	1,830	143,611	1,049	230,715	1,847	151,412
1858	1,321	268,330	2,240	167,445	1,308	301,647	2,193	160,702
1859	1,370	323,649	2,243	187,358	1,281	316,209	2,419	194,962
1860	1,676	432,804	1,815	188,124	1,574	414,463	1,922	182,234
1861								
1862								
1863								
1864								
1865								
1866								
1867								
1868								
1869								
1870								
1871								
1872								
1873								
1874								
1875								
1876								
1877								
1878								
1879								
1880								
1881								
1882								
1883								
1884								
1885								
1886								
1887								
1888								
1889								
1890								
1891								
1892								
1893								
1894								
1895								
1896								
1897								
1898								
1899								
1900								
1901								
1902								
1903								
1904								
1905								
1906								
1907								
1908								
1909								
1910								
1911								
1912								
1913								
1914								
1915								
1916								
1917								
1918								
1919								
1920								
1921								
1922								
1923								
1924								
1925								
1926								
1927								
1928								
1929								
1930								
1931								
1932								
1933								
1934								
1935								
1936								
1937								
1938								
1939								
1940								
1941								
1942								
1943								
1944								
1945								
1946								
1947								
1948								
1949								
1950								
1951								
1952								
1953								
1954								
1955								
1956								
1957								
1958								
1959								
1960								
1961								
1962								
1963								
1964								
1965								
1966								
1967								
1968								
1969								
1970								
1971								
1972								
1973								
1974								
1975								
1976								
1977								
1978								
1979								
1980								
1981								
1982								
1983								
1984								
1985								
1986								
1987								
1988								
1989								
1990								
1991								
1992								
1993								
1994								
1995								
1996								
1997								
1998								
1999								
2000								
2001								
2002								
2003								
2004								
2005								
2006								
2007								
2008								
2009								
2010								
2011								
2012								
2013								
2014								
2015								
2016								
2017								
2018								
2019								
2020								
2021								
2022								
2023								
2024								
2025								
2026								
2027								
2028								
2029								
2030								
2031								
2032								
2033								
2034								
2035								
2036								
2037								
2038								
2039								
2040								
2041								
2042								
2043								
2044								
2045								
2046								
2047								
2048								
2049								
2050								
2051					</			

1867	1.300	457,123	2,233	285,107	3,733	722,280	1,470	402,293	2,183	381,287	3,653	743,680
1868	1.457	428,971	2,948	426,631	4,405	835,602	1,299	466,661	3,076	342,250	4,335	868,911
1869	1.437	319,201	2,615	261,160	4,082	783,670	1,277	182,101	2,861	291,495	4,081	776,396
1870	1.423	509,686	2,616	310,976	3,069	850,662	1,219	441,460	2,964	331,276	3,813	765,436
1871	1.283	491,641	2,715	397,995	3,998	799,596	1,234	477,383	2,978	304,108	3,912	781,491
1872	1.511	663,380	2,724	341,898	4,235	915,278	1,386	678,913	2,687	336,035	4,273	974,978
1873	1.389	591,416	2,729	360,988	4,118	964,491	1,431	618,816	2,599	330,197	3,990	949,013
1874	1.431	610,638	2,612	388,987	4,073	999,625	1,433	641,829	2,980	333,364	4,435	1,075,493
1875	1.560	664,968	2,679	390,563	4,634	1,033,531	1,546	702,008	3,011	369,385	4,587	1,071,393
1876	1.595	683,318	3,193	497,314	1,788	1,141,062	1,583	707,862	3,131	411,944	4,714	1,149,806
1877	1.350	704,572	2,720	482,622	4,070	1,187,191	1,312	726,123	2,787	478,860	4,099	1,204,963
1878	1.377	657,110	2,185	533,791	3,561	1,190,991	1,291	763,389	2,313	437,617	3,604	1,201,106
1879	1.468	830,061	2,578	513,922	4,046	1,341,813	1,369	681,769	2,641	600,627	4,010	1,332,396
1880	1.598	1,085,568	2,488	614,121	4,086	1,729,689	1,450	691,384	2,618	709,923	4,068	1,723,107
1881	1.627	1,116,955	2,972	806,371	4,599	1,903,326	1,370	992,717	2,936	818,114	4,606	1,841,131
1882	1.714	1,136,462	3,755	841,003	5,469	1,910,465	1,443	1,005,793	2,977	940,454	5,420	1,931,191
1883	1.629	1,148,808	3,112	767,068	4,741	1,915,876	1,421	1,032,882	3,229	811,639	4,630	1,844,521
1884	1.561	1,106,173	2,215	650,905	3,712	1,757,078	1,194	898,611	2,229	677,065	3,423	1,555,706
1885	1.753	1,283,087	2,774	716,831	4,527	1,999,918	1,312	964,002	2,915	829,668	4,297	1,793,670
1886	1.781	1,338,750	3,404	999,758	5,185	2,329,508	1,352	1,036,511	3,440	1,000,793	4,792	2,037,214
1887	1.897	1,442,130	2,476	913,090	4,373	2,385,880	1,480	1,142,065	2,372	886,292	3,852	2,038,357
1888	1.620	1,327,530	2,107	914,518	3,727	2,179,078	1,536	2,227,075	2,603	894,767	3,539	2,081,838
1889	1.815	1,341,908	2,001	898,141	3,816	2,260,070	1,737	1,302,297	1,877	816,175	3,614	2,118,972
1890	1.924	1,332,638	2,276	931,210	4,200	2,283,848	1,868	1,329,772	2,011	836,671	3,879	2,159,443
1891	1.832	1,255,910	1,967	889,000	3,799	2,144,910	1,801	1,221,991	1,799	980,747	3,520	2,202,048
1892	1.896	1,296,018	1,758	865,029	3,654	2,161,047	1,877	2,295,414	1,722	851,767	3,552	2,176,253
1893	1.703	1,277,236	1,731	860,773	3,434	2,038,000	1,589	1,091,470	1,711	852,815	3,360	1,944,515
1894	1.742	1,186,511	1,860	978,117	3,602	2,164,628	1,635	1,133,981	1,826	902,381	3,481	2,096,362
1895	1.886	1,312,906	1,793	1,009,722	3,679	2,322,628	1,761	1,221,991	1,799	980,747	3,728	2,545,268
1896	1.981	1,416,317	1,654	895,618	3,635	3,311,933	1,816	1,300,670	1,611	878,212	3,557	2,178,852
1897	1.940	1,484,598	1,729	923,341	3,669	2,407,939	1,877	1,427,160	1,755	928,997	3,632	2,356,067
1898	1.814	1,361,952	1,837	1,101,668	3,648	2,463,620	1,930	1,427,800	1,798	1,117,408	3,728	2,545,268
1899	1.833	1,419,388	1,798	1,198,247	3,631	2,617,075	2,120	1,604,996	1,800	1,203,217	3,960	2,868,123
1900	1.718	1,326,743	1,751	1,137,599	3,469	2,464,632	1,838	1,384,229	1,818	1,231,933	3,636	2,616,162
1901	1.941	1,533,890	1,842	1,193,108	3,783	2,526,998	1,991	1,518,635	1,883	1,231,786	3,874	2,800,241
1902	1.956	1,603,387	1,941	1,346,753	3,897	2,950,140	1,891	1,548,554	1,978	1,430,724	3,869	2,979,278
1903	2,004	1,679,559	2,217	1,683,658	4,221	3,363,517	1,949	1,610,398	2,281	1,751,511	4,220	3,301,909
1904	1,902	1,712,023	2,278	1,614,166	4,180	3,326,429	1,894	1,623,996	2,361	1,743,911	4,185	3,347,037
1905	2,077	1,927,423	2,460	1,803,054	4,537	3,730,477	2,078	1,896,839	2,527	1,995,131	4,665	3,801,970
1906	2,052	1,959,517	2,375	1,996,774	4,627	3,956,291	2,053	1,938,963	2,455	2,099,653	4,488	4,038,616
1907	2,047	2,034,416	2,424	2,244,527	4,471	4,258,943	2,212	2,196,940	2,436	2,311,423	4,668	4,508,363
1908	2,146	2,246,256	2,582	2,659,497	4,728	4,905,713	2,132	2,226,665	2,662	2,802,359	4,794	5,029,064
1909	1,777	1,809,113	2,608	2,907,903	4,385	4,717,016	1,933	2,004,796	2,692	3,068,076	4,725	5,072,872
1910	1,822	1,888,978	2,847	8,338,222	7,664	5,227,200	2,099	2,167,466	2,862	3,386,870	4,871	5,557,336
1911	1,912	2,106,861	3,120	3,873,272	5,032	5,980,133	2,099	2,162,148	3,103	3,802,030	5,106	6,044,178
1912	1,880	2,244,132	3,758	4,156,235	5,238	6,400,367	1,950	2,357,471	3,426	4,078,826	5,376	6,436,297
1913	1,738	2,089,247	4,015	4,773,118	5,753	6,862,495	1,889	2,299,373	4,040	4,780,157	5,929	7,071,530

I. Statistiques de la Direction générale des Douanes.

CONCLUSION

Quelle est la conclusion qui se dégage de toute cette étude ; comment apprécierons-nous l'œuvre française en Algérie ? Nous avons vu notre jeune colonie d'abord très pauvre franchir une à une les différentes étapes qui mènent à la prospérité. Deux personnages ont amené ce résultat : le colon et l'État. Aucun des deux n'a failli à sa tâche ; nous ne prétendons cependant pas affirmer que la politique française ait toujours été en accord avec le but qu'elle aurait dû constamment se proposer : à savoir le développement économique de l'Algérie. Des fautes ont été commises dont certaines auraient pu être évitées, parfois même les intérêts algériens ont été relégués au second plan comme lors du vote de la loi de 1889. Ce n'est cependant pas d'un point de vue particulier qu'il convient de juger toute une politique ; dans l'ensemble et malgré les critiques de détail qui peuvent lui être adressées, notre politique s'est montrée diligente et éclairée. Et même lorsque

L'on reproche amèrement au régime des transports maritimes entre la France et l'Algérie d'être tout en faveur de la France, ne convient-il pas de se rappeler que le régime douanier profite surtout à l'Algérie, pays exclusivement agricole et destiné à le rester longtemps encore. Comment d'ailleurs pourrait-on juger défavorablement l'ensemble de notre action économique en face des résultats acquis à l'heure actuelle. Les chiffres globaux du commerce avec notre colonie se sont accrus dans les dernières années très considérablement ; nos exportations ont augmenté encore plus rapidement que nos importations. Il y là un phénomène encourageant pour l'avenir ; de plus en plus les capitaux français se portent vers l'Algérie où ils trouvent à se placer à des taux avantageux, ces placements trouveront leur contrepartie dans un accroissement corrélatif des exportations algériennes vers la France. Ainsi s'accentuera de plus en plus dans la réalité des faits cette union économique établie en droit par les lois douanières. Chacun des deux pays composant cette union se spécialisant dans les branches de production auxquelles il est le plus propre verra chez lui s'accroître la division géographique du travail, et par conséquent la masse globale des richesses mises à la disposition de ses consommateurs. La France et l'Algérie, grâce aux profits de plus en plus grands qu'elles réaliseront en commerçant entre elles, tendront de

plus en plus à se confondre l'une dans l'autre au point de vue économique pour ne former qu'un seul bloc au regard des autres pays.

Vu le Président de la thèse

FAURE

Vu : le Doyen

LARNAUDE

Vu et permis d'imprimer

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

L. LIARD

BIBLIOGRAPHIE

- Peyerimhoff (de)*. — Enquête sur les résultats de la colonisation officielle de 1871 à 1895. Alger, 1906.
- Rapport de M. Jonnart, gouverneur général de l'Algérie, 1906.
- Aynard (R.)*. — L'Œuvre française en Algérie, préface de M. Jonnart. Paris, 1912.
- Dugast (J.)*. — Les Vins d'Algérie. Exposition universelle de 1900.
- Varlet (J.)*. — Les Céréales en Algérie. Exposition universelle de 1900.
- Trabut*. — L'Olivier en Algérie. Exposition universelle de 1900.
- Lefèvre (H.)*. — Les Forêts de l'Algérie. Exposition universelle de 1900.
- Lecq (H)*, *Bastide*, *Ryf et Bauguil*. — L'Agriculture algérienne ; ses productions. Exposition universelle de 1900.
- Couput*. — La Race ovine.
- Rivière (Ch.)*. — Les Cultures industrielles en Algérie. Exposition universelle de 1900.
- Notice sur l'hydraulique agricole en Algérie. Exposition universelle de 1900.
- Flamant (A.)*. — Tableau des entreprises d'irrigation fonctionnant en Algérie. Annexe à la notice sur l'hydraulique agricole en Algérie. Exposition universelle de 1900.
- Delorme (P.)*. — Le Commerce algérien. Exposition coloniale de Marseille, 1906.

L'Algérie et ses principaux produits d'exportation à l'Exposition de Bruxelles de 1910. Pavillon de la banque d'Algérie. Alger, 1910.

L'Algérie et ses produits. Alger, 1910. Syndicat commercial algérien. Exposition de Bruxelles de 1910.

Cazenave (J.). — La Colonisation en Algérie. Exposition universelle de 1900.

Forestier (M.). — Notice sur les chemins de fer algériens. Exposition universelle de 1900.

Flamant. — Notice sur les routes et ports de l'Algérie. Exposition universelle de 1900.

Imbert (A.) et Servan (contre-amiral). — Notice sur les services maritimes de l'Algérie. Exposition universelle de 1900.

Massoungnes (P de). — Le Régime commercial de l'Algérie. Thèse de Paris, 1901.

Marneur (André). — Les Relations commerciales de l'Algérie. Thèse de Paris, 1911.

Mallarmé (André). — Le Monopole du pavillon et les relations commerciales de l'Algérie avec la Métropole. La loi du 22 juillet 1909.

Moucheront (P.). — Les Douanes en Algérie.

Estoublon et Lefébure. — Code de l'Algérie annoté, 1896, et suppléments annuels.

Menerville. — Dictionnaire de législation algérienne.

Exposé de la situation générale de l'Algérie.

Statistiques publiées par la Direction générale des Douanes à Paris.

Annuaire statistique de la France.

Statistique agricole annuelle.

Statistique générale de l'Algérie.

Direction des douanes de l'Algérie. Documents statistiques réunis par l'administration des douanes sur le commerce de l'Algérie.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	

Première partie

La constitution économique de l'Algérie

CHAPITRE PREMIER. — Le développement du commerce algérien de 1830 à 1913.....	7
CHAPITRE II. — La constitution du commerce algérien.	11
CHAPITRE III. — Les principaux produits algériens.	
Production et commerce.....	16
I. — Les vins.....	16
II. — Les céréales.....	35
III. — Les bœufs, brebis et moutons.....	74
IV. — La race bovine.....	81
V. — Les laines en masse.....	86
VI. — Les peaux brutes.....	90
VII. — Les primeurs.....	93
VIII. — Les fruits de table.....	96
IX. — Les huiles d'olive.....	98
X. — Les lièges.....	103
XI. — Les phosphates.....	106
XII. — Les autres minerais.....	108
XIII. — Les tabacs.....	111

CHAPITRE IV. — Les autres produits d'exportation sur la France.....	112
CHAPITRE V. — Les exportations sur l'Étranger.....	113
CHAPITRE VI. — Les principaux produits d'importa- tion de provenance français.....	116

Deuxième partie

Les causes générales qui ont contribué au développement des échanges entre la France et l'Algérie

CHAPITRE PREMIER. — Des formes multiples de l'ac- tion économique de l'État français en Algérie.	133
CHAPITRE II. — Le régime commercial et la naviga- tion.....	137
§ 1 ^{er} . — La période de 1831-1851. Les tâtonnements.	137
§ 2. — Loi du 11 janvier 1851.....	141
§ 3. — Loi du 10 mai 1866.....	149
§ 4. — Loi du 17 juillet 1867.....	151
§ 5. — Loi du 29 décembre 1884.....	153
§ 6. — Loi du 2 avril 1889.....	158
§ 7. — Loi du 22 juillet 1909.....	168
CONCLUSION.....	185

